

Rapport Annuel | 2003



AGFA 

| see more | do more |

Chiffres clés

MILLIONS D'EUROS

	2003	2002	2001	2000	1999
Chiffre d'affaires	4.215	4.683	4.911	5.260	4.731
évolution	(10,0)%	(4,6)%	(6,6)%	11,2%	8,5%
Frais de restructuration et résultats non récurrents	(87)	(78)	(524)	(126)	(273)
Résultat d'exploitation	528 ¹	393	(264)	401	91
Résultat autre que d'exploitation	(71)	(97)	(120)	(130)	(73)
Impôts sur les résultats	(135)	(99)	133	(96)	(7)
Intérêts minoritaires et part des sociétés associées	1	(3)	(37)	(6)	3
Résultat net	323	194	(288)	169	14
Cash-flow					
Cash-flow brut d'exploitation	393	482	226	526	300
Cash-flow opérationnel net	522	611	738	436	377
Bilan					
Fonds propres	1.371	1.383	1.267	1.570	1.439
Dette financière nette	233	573	842	1.147	1.091
Fonds de roulement net ²	1.642	1.598	1.672	1.869	1.460
Actif total	3.839	4.159	4.527	5.070	4.854
Chiffre d'affaires par Business Segment					
Graphic Systems	1.622	1.813	1.890	2.065	1.945
Part du chiffre d'affaires du Groupe	38,5%	38,7%	38,5%	39,3%	41,1%
Technical Imaging	1.723	1.822	1.823	1.708	1.352
Part du chiffre d'affaires du Groupe	40,9%	38,9%	37,1%	32,5%	28,6%
Consumer Imaging	870	1.048	1.198	1.487	1.434
Part du chiffre d'affaires du Groupe	20,6%	22,4%	24,4%	28,3%	30,3%
Données par titre (en euros)					
Bénéfice par titre (résultat net)	2,44	1,39	(2,06)	1,21	0,10
Cash-flow opérationnel net par titre	3,95	4,38	5,27	3,11	2,69
Dividende brut	0,75	0,50	0,23	0,45	0,33
Nombre moyen pondéré de titres ordinaires	132.045.438	139.611.425	139.927.261	140.000.000	140.000.000
Nombre de salariés ³	17.340	19.341	21.038	21.946	22.635

(1) y compris une plus-value de 231 millions d'euros générée par la cession de Non-Destructive Testing

(2) actifs circulants minorés du passif exigible à court terme

(3) équivalents temps plein permanent au 31 décembre 2003

Profil de la société

Agfa en un coup d'œil

Le Groupe Agfa-Gevaert développe, produit et distribue une large gamme de systèmes, de services et de produits d'imagerie analogiques et numériques, principalement destinés à l'industrie graphique, au secteur des soins de santé et à la photographie.

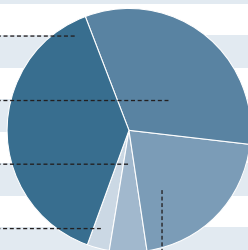
Le siège et la maison mère de la société sont installés à Mortsel, en Belgique. Les principaux centres de production et de recherche sont implantés en Belgique, en Allemagne, aux États-Unis et en Chine.

Les produits d'Agfa sont commercialisés à l'échelle mondiale par une quarantaine d'organisations de vente, regroupées en quatre régions : Europe, ALENA, Amérique latine et Asie/Océanie/Afrique. Les pays dans lesquels Agfa ne dispose pas d'une organisation de vente propre sont desservis par un réseau de plus de 120 agents et revendeurs.

Part du chiffre d'affaires du Groupe 2003

PAR BUSINESS GROUP/UNIT

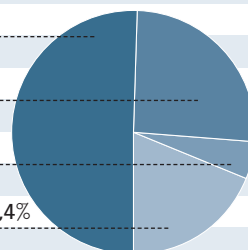
Graphic Systems 38,5%
HealthCare 33,4%
Non-Destructive Testing 4,9%
Industrial Imaging 2,5%
Consumer Imaging 20,6%



Part du chiffre d'affaires du Groupe 2003

PAR RÉGION

Europe 50,9%
ALENA 26,4%
Amérique Latine 4,3%
Asie/Océanie/Afrique 18,4%



Activités

(1^{er} janvier 2004)

Graphic Systems

En tant que leader mondial dans le domaine des solutions prépresse, Agfa fournit aux imprimeurs de labeur, de journaux et d'emballages les solutions intégrées les plus extensives à la fois pour les systèmes computer-to-film et computer-to-plate, y compris les équipements et consommables. Le business group fournit également des systèmes d'épreuves numériques, des systèmes dédiés à l'impression grand format, des presses numériques jet d'encre et des logiciels professionnels qui commandent tout le processus prépresse.

HealthCare

Les solutions d'Agfa dans les soins de santé permettent aux hôpitaux d'améliorer les soins aux patients et simultanément de gagner du temps et de l'argent. Agfa fournit des consommables et des équipements d'imagerie tant analogiques que numériques, y compris des systèmes de radiographie numérisée et des systèmes de reprographie. En outre, les réseaux numériques et systèmes d'information d'Agfa rationalisent la distribution, le stockage et la gestion des images numériques et optimisent les flux de production de toute l'organisation hospitalière.

Consumer Imaging

Consumer Imaging propose des produits photographiques destinés au marché grand public, des consommables ainsi que des équipements pour les laboratoires de façonnage. Agfa joue un rôle central dans la prise, le développement et le tirage des photographies et est numéro un mondial dans le segment des tireuses grande vitesse pour les laboratoires de façonnage industriels et des films destinés aux marques de distribution.

Specialty Products

Specialty Products se concentre sur la vente de consommables spécifiques, principalement destinés à des gros clients. Son offre comprend notamment les films pour l'industrie cinématographique, les microfilms et les films destinés aux essais non destructifs (NDT).

Lettre aux actionnaires

Chers actionnaires,

En 2003, notre Groupe a réussi à terminer avec succès son Plan Horizon, lancé mi-2001. Ses principaux objectifs étaient de rendre notre organisation plus transparente et de considérablement réduire nos frais et notre fonds de roulement.

Ces objectifs ont été réalisés dans leur totalité selon le calendrier prévu. Les frais ont diminué de 550 millions d'euros et les fonds de roulement ont baissé de pas moins de 1 milliard d'euros.

Etant donné la nette détérioration des conditions extérieures, l'impact bénéfique du Plan Horizon sur le bénéfice d'exploitation n'a pas été aussi notable que nous l'aurions souhaité. Les effets du ralentissement de l'économie mondiale, l'appréciation substantielle de l'euro et l'intensification de l'érosion des prix ont, en effet, largement grevé l'impact bénéfique du Plan Horizon en 2003.

Le Business Group Consumer Imaging, plus particulièrement, a été confronté à des conditions de marché extrêmement difficiles qui ont entraîné une perte d'exploitation. Mais nous avons immédiatement pris des mesures pour restaurer sa rentabilité. Des économies sur les frais ont été identifiées pour un montant de 100 millions d'euros par an et 750 personnes seront licenciées.

En 2003, nous avons également décidé de céder notre activité Non-Destructive Testing à General Electric Company, ce qui a engendré un gain de capital de 231 millions d'euros, enregistré dans notre compte de résultats 2003. Le portefeuille des activités d'Agfa est aujourd'hui plus concentré.

Bien que 2003 n'ait pas été une année facile, notre société a pu enregistrer une marge d'exploitation de 7% – sans prendre en compte l'effet de la cession de l'activité Non-Destructive Testing – et n'a cessé de générer des cash-flow très substantiels. Ces résultats nous ont permis de payer à nos actionnaires en 2003 une somme de 320 millions d'euros sous la forme de dividendes et de rachats d'actions. A la clôture de l'exercice, Agfa détenait 10% de ses actions sous la forme d'actions rachetées. Nous proposons dès lors à nos actionnaires d'annuler 11,2 millions d'actions et de renouveler l'autorisation du Conseil d'Administration de racheter un maximum de 10% des actions restantes.



Pol Bamelis

Ludo Verhoeven

Les perspectives d'avenir semblent annoncer une légère amélioration des conditions économiques. Nous nous attendons à ce que HealthCare poursuive sa croissance, tandis que les prévisions pour les marchés de l'impression et de la photo en particulier restent très prudentes.

Au cours de l'année 2004, les effets bénéfiques du Plan Orion lancé récemment deviendront visibles. Ce plan vise à augmenter le chiffre d'affaires, à améliorer l'efficacité opérationnelle et la qualité et à réduire les fonds de roulement de 350 millions d'euros. En outre, grâce au Plan Orion nous espérons pouvoir diminuer nos frais de 200 millions d'euros d'ici fin 2005.

En ce qui concerne la croissance, nous avons été particulièrement enchanté de pouvoir annoncer en mars 2004, l'acquisition de Lastra, un producteur italien de plaques d'impression, ce qui renforcera davantage notre position sur le marché du prépresse. Nous avons aussi décidé à nous engager dans le marché de l'impression jet d'encre industrielle qui est en pleine expansion et dont le volume potentiel est estimé à 10 milliards d'euros d'ici 2010.

Nous avons toute confiance dans l'avenir et nous avons le plaisir de proposer à nos actionnaires de leur payer un dividende brut de 50 eurocents par action ordinaire. Nous proposons également de verser un dividende extraordinaire de 25 eurocents, lié aux produits de la cession de l'activité Non-Destructive Testing.

Pol Bamelis
Président du Conseil d'Administration

Ludo Verhoeven
Président du Comité de Direction
et CEO



Comité de Direction

(Le 3 mars 2004 – de gauche à droite)

Ludo Verhoeven, Chief Executive Officer

Albert Follens, Chief Operating Officer

Marc Gedopt, Chief Financial and Administration Officer

Rapport de gestion

Les mots en italique sont expliqués dans le Glossaire.

En 2003, l'environnement économique est resté très difficile. L'euro s'est montré fort par rapport à la majorité des grandes devises et l'érosion des prix s'est intensifiée. Les conditions sur le marché Consumer Imaging ont par ailleurs été extrêmement difficiles et l'industrie graphique a été confrontée à une lenteur persistante, surtout en Europe. Par contre, HealthCare a continué de progresser.

Bien qu'Agfa ait, cette année encore, pu profiter des effets positifs du Plan Horizon, ces derniers n'ont néanmoins pas permis de compenser pleinement les conditions extérieures particulièrement rudes. En 2003, la marge d'exploitation (avant la prise en compte de la cession du Non-Destructive Testing) a encore atteint 7%, soit un résultat honorable mais néanmoins inférieur à celui de l'exercice précédent. La baisse s'explique presque exclusivement par les résultats défavorables de Consumer Imaging. En réaction, Agfa a immédiatement annoncé des mesures destinées à restaurer la rentabilité de Consumer Imaging dès 2004 et entend adopter une gestion axée sur les flux de trésorerie.

Malgré cette situation difficile, le Groupe a continué à afficher un bilan très fort et est parvenu à générer de substantiels cash-flows.

Cession de Non-Destructive Testing

En janvier 2003, Agfa a annoncé qu'il était parvenu à un accord relatif à la cession de ses activités Non-Destructive Testing (NDT) à la division Aircraft Engine de GE. Etant donné que cette transaction s'est clôturée juste avant la fin de l'année, le chiffre d'affaires de 2003 de NDT et son résultat d'exploitation ont été entièrement intégrés dans le compte de résultats d'Agfa.

Le bilan au 31 décembre 2003, par contre, exclut l'actif et le passif cédés à General Electric Company. Les effets détaillés de cette transaction sur les états financiers de 2003 sont repris dans la note 4, page 23 des États Financiers (page 51 du fichier complet).

Chiffre d'affaires

En 2003, Agfa a réalisé un chiffre d'affaires s'élevant à 4.215 millions d'euros, contre 4.683 millions d'euros pour l'exercice précédent. Ce résultat a été largement influencé par des effets de change: dans l'hypothèse de taux de change stables, la baisse aurait été limitée à 2,7% et due à la chute brutale de 11,5% du Business Group Consumer Imaging, à une baisse modérée de 3,5% pour Graphic Systems et une croissance de 3,2% pour Technical Imaging.

La part de Consumer Imaging dans le chiffre d'affaires du Groupe a donc baissé pour atteindre 20,6%, celle de Graphic Systems est restée quasi stable à 38,5%, et la part de Technical Imaging a augmenté à 40,9%.

Chiffre d'affaires Groupe	Comptes de résultat - chiffres clés		Part du chiffre d'affaires Groupe 2003
MILLIONS D'EUROS	MILLIONS D'EUROS		PAR RÉGION
<div> <div>(10,0)%</div> <div>(2,7)%</div> <div> <div>4.683</div> <div>4.215</div> <div>4.555</div> </div> <div> <div>2002</div> <div>2003</div> <div>2003*</div> </div> </div>			
	Chiffre d'affaires	2003 2002	
	Bénéfice brut	1.766 1.978	
	Recherche & Développement	(233) (248)	
	Frais de distribution et d'administration	(1.087) (1.179)	
	Restructuration*	(87) (78)	
	Gain de capital sur la cession NDT	231 -	
	Autre résultat d'exploitation	(62) (80)	
	Résultat d'exploitation	528 393	
* hors variation des taux de change	* résultats non récurrents inclus		<div> <div>Europe: 50,9% (2002: 49,8%)</div> <div>ALENA: 26,4% (2002: 28,6%)</div> <div>Amérique latine: 4,3% (2002: 4,0%)</div> <div>Asie/Océanie/Afrique: 18,4% (2002: 17,6%)</div> </div>

La faiblesse des marchés a surtout été ressentie en Europe qui représente plus de la moitié du chiffre d'affaires du Groupe. Hors variations du taux de change, le chiffre d'affaires réalisé dans la région ALENA a légèrement diminué, tandis que celui des régions Asie et Amérique Latine s'est redressé.

Résultats En 2003, l'impact bénéfique du Plan Horizon a été compensé par l'effet combiné de la baisse du chiffre d'affaires, de l'appréciation de l'euro et de l'accélération de l'érosion des prix. L'apathie généralisée des marchés de Consumer Imaging a également contribué à la détérioration du bénéfice brut du Groupe. Le bénéfice brut a donc baissé de 10,7% et s'est soldé à 1.766 millions d'euros et la marge bénéficiaire brute était de 41,9% contre 42,2% en 2002.

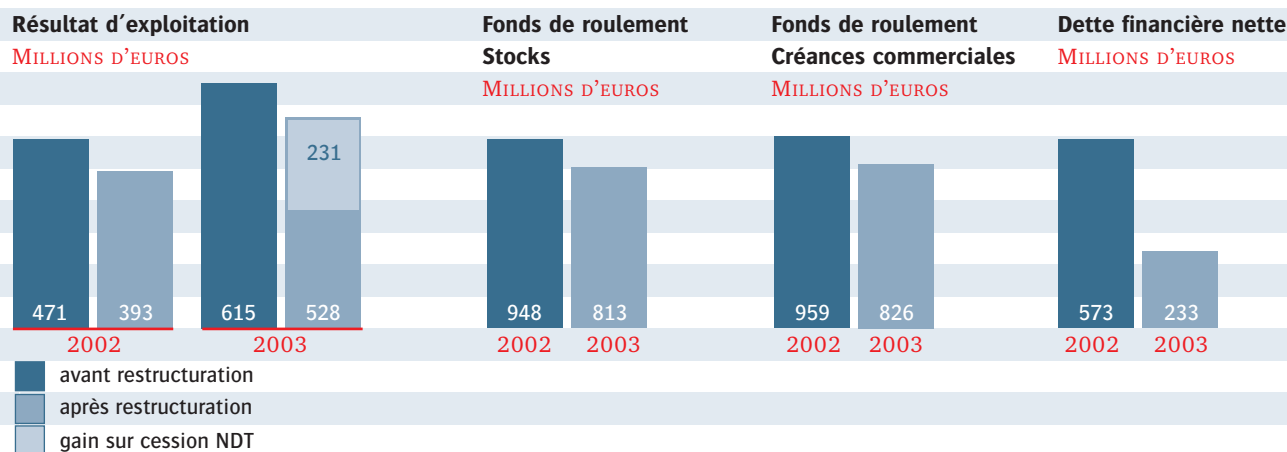
Les dépenses en R&D se sont élevées à 233 millions d'euros, contre 248 millions d'euros en 2002. Les coûts des ventes et des frais généraux administratifs se sont montés à 1.087 millions d'euros, soit une baisse de près de 8%, qui s'explique par les économies résultant du Plan Horizon et par l'appréciation de l'euro.

Agfa a enregistré 231 millions d'euros en gain de capital lié à la cession de Non-Destructive Testing.

Le Groupe a également enregistré 87 millions d'euros de frais de restructuration et de résultats non récurrents (78 millions d'euros en 2002). Sur ce montant, 38 millions d'euros concernent le Consumer Imaging. Agfa a annoncé des mesures supplémentaires et entend adopter une gestion axée sur les flux de trésorerie. Un montant annuel de 100 millions d'euros d'économies a été identifié et 750 équivalents temps plein vont être licenciés.

Après déduction de 62 millions d'euros d'autres charges et produits d'exploitation, le résultat d'exploitation s'est élevé à un total de 528 millions d'euros, dont 231 millions liés à la cession de NDT. En d'autres termes, sans la vente des activités NDT, Agfa aurait affiché un résultat d'exploitation de 297 millions d'euros, comparé à 393 millions d'euros en 2002. En fait, les effets bénéfiques du Plan Horizon en 2003 ont suffi à amortir l'effet combiné des variations du taux de change et de l'érosion des prix, qui était plus élevée que d'habitude. Ajoutée à ces effets négatifs l'apathie des marchés Consumer Imaging a détérioré le résultat du Groupe de 100 millions d'euros.

Le résultat, hormis le résultat d'exploitation, qui englobe les charges financières, s'est amélioré de moins 97 millions d'euros à moins 71 millions d'euros, soit une baisse de 25%, qui s'explique par la baisse de la dette financière nette ainsi que par des taux d'intérêt inférieurs.



Le résultat avant impôts s'est élevé à 457 millions d'euros. Le taux d'imposition de 29% était inférieur à celui des années précédentes, en raison du fait que le gain de capital lié à la cession de NDT a été partiellement exonéré. Le résultat net a atteint 323 millions d'euros, soit nettement plus que les 194 millions d'euros de l'exercice précédent.

Le bénéfice par titre s'est élevé à 2,44 euros par rapport à 1,39 euros en 2002.

Bilan Actifs immobilisés

Les actifs immobilisés ont baissé de 16,9% et se sont élevés à 976 millions d'euros. Les principales raisons de ce résultat sont l'appréciation de l'euro et, plus particulièrement, la cession de Non-Destructive Testing.

Fonds de roulement

A la clôture de l'exercice, les actifs circulants s'élevaient à 2.652 millions d'euros, soit une baisse de 65 millions d'euros. Cette baisse s'explique par la cession de NDT, les effets de taux de change et la poursuite des efforts pour réduire les fonds de roulement.

Le but initial du Plan Horizon d'Agfa était de réduire les fonds de roulement de 500 millions d'euros entre mi-2001 et fin 2003. Ce but a été largement dépassé et le Groupe a réussi à diminuer la somme de ses stocks et créances commerciales de pas moins de 1 milliard d'euros, grâce à une gestion financière plus serrée.

A la fin de l'année, les stocks représentaient 813 millions d'euros, soit une baisse de 135 millions, dont 19 s'expliquent par la cession de NDT. Hors cession de NDT, les stocks en jours ont été de 124, par rapport à 128 fin 2002.

Les créances commerciales se sont élevées à 826 millions d'euros comparativement à 959 millions d'euros fin 2002. Sur cette baisse, 27 millions d'euros sont dus à la cession de NDT. Le nombre de jours de crédit clients a été de 74 jours, presque le même qu'en 2002. Le crédit fournisseurs a augmenté de 43 jours en 2002 à 47 jours en 2003 – sans prendre en compte les effets de la cession de NDT.

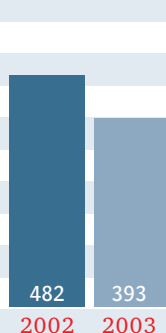
Dettes financières

La dette financière nette se montait à 233 millions d'euros, contre 573 millions fin 2002. Les produits de la vente de Non-Destructive Testing, qui ont été actés juste avant la fin de l'année expliquent largement le faible niveau de dette.

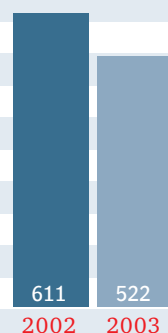
Au cours de l'année, le Groupe a renouvelé sa dette financière et augmenté sa durée en prenant une facilité de crédit renouvelable pour un montant de 400 millions d'euros.

Cash-flow opérationnel - brut

MILLIONS D'EUROS

**Cash-flow opérationnel - net**

MILLIONS D'EUROS

**Bilan - chiffres clés**

MILLIONS D'EUROS

	2003	2002
Actifs immobilisés	976	1.174
Stocks	813	948
Créances commerciales	826	959
Autres actifs circulants	598	635
Liquidités	397	145
Charges et impôts différés	229	298
Total actif	3.839	4.159

Fonds propres

Fin 2003, les fonds propres s'élevaient à 1.371 millions d'euros, contre 1.383 millions d'euros pour l'exercice précédent. Ce changement s'explique d'une part par l'ajout du résultat net de l'exercice, 323 millions d'euros, et – d'autre part – par la déduction des sommes distribuées aux actionnaires sous la forme de dividendes (67 millions d'euros) ainsi que par le rachat d'actions pour un montant de 253 millions d'euros.

Tableau de financement

Les effets de la cession de NDT sur le tableau de financement ont été regroupés dans les Rentrées de fonds résultant de la cession de NDT. De ce fait, il n'y a eu aucune incidence sur le cash-flow opérationnel.

Le cash-flow opérationnel brut s'est élevé à 393 millions d'euros. Le cash-flow opérationnel net, qui tient également compte de l'évolution des fonds de roulement, a atteint 522 millions d'euros.

En 2003, les dépenses en capital se sont élevées à 178 millions d'euros. Le plus gros projet d'investissement de 2003, qui représentait un investissement de 50 millions d'euros, a été celui de la construction d'une unité de production de plaques d'impression à Wuxi, en Chine, opérationnelle depuis le dernier trimestre 2003.

La transition de l'imagerie analogique vers l'imagerie numérique opérée par le Groupe a été synonyme d'une baisse de ses besoins en capital. On s'attend à ce que ceux-ci diminuent jusqu'à entre 120 et 130 millions d'euros au cours des prochaines années.

Malgré les conditions très difficiles qui ont caractérisé l'année 2003, Agfa a pu générer de substantiels cash-flows disponibles et pourra continuer à le faire grâce à ses efforts ininterrompus pour diminuer le fonds de roulement de 350 millions d'euros d'ici fin 2005.

Recherche et Développement

En 2003, les dépenses totales en R&D se sont élevées à 233 millions d'euros, dont 44,2% pour Technical Imaging, 30,5% pour Graphic Systems et 25,3% pour Consumer Imaging. Agfa investit donc 5 à 6% de son chiffre d'affaires en Recherche et Développement. Au cours de ces derniers exercices, la R&D dans les produits d'imagerie analogiques a diminué et une part importante des dépenses R&D actuelles est consacrée aux technologies numériques.

En HealthCare, Agfa concentre sa R&D sur les principaux domaines de croissance de la radiographie numérisée, les systèmes de reprographie et les systèmes logiciels hospitaliers spécialisés. En Graphic Systems, la recherche est concentrée sur l'amélioration continue des plaques d'impression numériques et sur l'impression jet d'encre qui devraient devenir d'importants moteurs

de croissance à l'avenir. Enfin, en Consumer Imaging, les efforts en matière de recherche ont été concentrés sur les équipements de laboratoire numériques. Etant donné qu'en 2004, la gamme des laboratoires numériques sera complétée par le d-lab.1 et par une tireuse industrielle numérique haute capacité, les dépenses en R&D pour Consumer Imaging devraient significativement baisser à partir de 2004.

Du Plan Horizon au Plan Orion

Le Plan Horizon a été lancé mi-2001 et finalisé fin 2003. Ses principaux objectifs étaient de rendre l'organisation d'Agfa plus transparente et plus flexible, de diminuer substantiellement la structure de ses frais et de réduire sensiblement son fonds de roulement. Ces objectifs ont été entièrement réalisés dans le calendrier prévu.

Agfa vient maintenant de lancer le Plan Orion qui se terminera fin 2005. Son objectif est de réaliser une croissance du chiffre d'affaires grâce à la combinaison d'initiatives organiques et d'acquisitions ciblées, d'améliorer la qualité globale et de réduire davantage les fonds de roulement. Par l'analyse et l'amélioration des principaux processus d'Agfa, le Plan Orion vise à réduire les frais de 200 millions d'euros d'ici fin 2005. En ramenant les stocks en jours à 100, le nombre de jours de crédit clients à 70 et le nombre de jours de crédit fournisseurs à 55, une somme supplémentaire d'environ 350 millions d'euros de fonds de roulement sera libérée d'ici fin 2005.

Ressources humaines

Fin 2003, Agfa employait un total de 17.340 équivalents temps plein (ETP) par rapport à 19.341 fin 2002. La diminution des effectifs est due à la cession de Non-Destructive Testing (-934 ETP) et au Plan Horizon. Depuis le lancement de ce Plan mi-2001, l'équivalent de 4.217 ETP ont quitté la société. Par contre, dans le même laps de temps, les acquisitions et l'expansion en République populaire de Chine ont entraîné l'engagement de 1.331 collaborateurs.

Au fur et à mesure de la poursuite de la transition de l'imagerie analogique vers l'imagerie numérique, le personnel d'Agfa doit acquérir de nouvelles compétences. Pour cette raison, le Groupe consacre annuellement 2,95 jours par collaborateur à d'importants programmes de formation et de développement qui comprennent, non seulement des formations techniques, mais également des formations en développement personnel et en gestion du changement. Agfa met aussi de plus en plus l'accent sur la promotion de la mobilité interne pour permettre à ses employés dont l'évolution technologique a rendu la fonction obsolète de retrouver une autre fonction dans le Groupe.

Un Code de bonne conduite a également été introduit en 2003. Son objectif est d'augmenter auprès du personnel la sensibilisation aux normes élevées en matière de moralité et d'intégrité dans lesquelles Agfa a l'intention d'opérer.

Qualité, Sécurité et Environnement

Agfa vise sans cesse à améliorer la cohérence et la qualité de ses produits et de ses services. En 2003, le Groupe a investi dans la mise à jour de son niveau de qualité opérationnelle pour satisfaire à la norme ISO 9000 version 2000 en élaborant un Système de gestion de la qualité centré sur la mesure de la performance et sur l'amélioration permanente des processus. Dans tous les sites, des efforts sont également consentis pour continuer à améliorer la sécurité et la santé professionnelle des collaborateurs. Chaque année, le Groupe rédige un rapport sur ses performances environnementales intitulé Rapport Environnemental, disponible sur le site Internet d'Agfa (www.agfa.com).

Perspectives

Les récents indicateurs macroéconomiques semblent annoncer une légère amélioration de la conjoncture économique. Agfa s'attend néanmoins à ce que les marchés graphiques et photographiques restent ternes en 2004 alors que HealthCare poursuivra sa croissance. S'ils restent au niveau actuel, l'euro et les prix des matières premières influenceront les résultats d'Agfa, mais en revanche le Groupe pourra bénéficier de ses efforts continus en termes d'efficacité et de coûts dans tous ses pôles d'activités. En outre, les effets des projets destinés à réduire le fonds de roulement commenceront à porter leurs fruits en 2004. Agfa continuera ainsi à générer d'importants cash-flows.



” Avec :Sublima, les illustrations imprimées sur les emballages attirent l’œil du consommateur. Elles nous donnent réellement une avance sur la concurrence sans exiger un investissement supplémentaire. “

Laura Wright,
président de la CSW Inc., Ludlow, MA, USA

Graphic Systems

En 2003, le Business Group Graphic Systems a enregistré un chiffre d’affaires de 1.622 millions d’euros, représentant 38,5% du chiffre d’affaires du Groupe. Par rapport à 2002, le chiffre d’affaires a diminué de 10,5% et ceci principalement en raison d’effets de change. Avec des taux de change stables, la baisse était limitée à 3,5% et s’explique par la faiblesse constante de l’industrie de la publication et de l’impression. Le résultat d’exploitation s’est soldé à 90 millions d’euros, contre 126 millions d’euros en 2002.

Gamme de produits

En tant que numéro un mondial dans le domaine des solutions de *préresse* pour les marchés des journaux, de l’imprimerie de labeur et de l’emballage, Agfa n’offre pas seulement des consommables (*films graphiques* et *plaques d’impression*) mais aussi des équipements et des logiciels de gestion des flux de production qui commandent tout le processus de *préresse*. Il fournit les solutions intégrées les plus innovantes pour les technologies tant *computer-to-film* que *computer-to-plate*, et pour les *systèmes d’épreuves numériques* avec de puissants outils logiciels de gestion des couleurs. En outre, Agfa répond à la demande d’automatisation avec des *logiciels de gestion des flux de production* et *d’automatisation des projets*, permettant des opérations plus rapides, une meilleure qualité et une rentabilité supérieure. Agfa propose également des films graphiques spéciaux destinés aux applications industrielles et notamment à la photographie aérienne, la *sérigraphie* et l’*impression flexo* et à l’*outillage photographique* pour la fabrication des *circuits imprimés*.

Tendances du marché

Le marché de l’impression a historiquement été étroitement associé aux cycles économiques, dont la croissance du PIB et les investissements publicitaires constituent ses principaux moteurs de développement. Sur le marché total du *préresse*, le segment des journaux affiche une croissance supérieure à la moyenne en raison de son passage à la couleur. Au lieu d’une plaque d’impression, la couleur nécessite, en effet, l’utilisation d’au moins quatre plaques, quadruplant ainsi la demande en consommables. L’industrie graphique se caractérise par une transition rapide du *computer-to-film* (CtF) au *computer-to-plate* (CtP), ce qui entraîne une diminution de la demande en films graphiques, en plaques d’impression analogiques et en imageuses. En revanche, les plaques d’impression numériques et leurs systèmes d’exposition enregistrent

Chiffres clés Graphic Systems

MILLIONS D'EUROS

	2003	2002	ÉVOLUTION
Chiffre d'affaires	1.622	1.813	(10,5)%
Chiffre d'affaires hors variation des taux de change	1.749	1.813	(3,5)%
Résultat d'exploitation	90,0	126,3	(28,7)%
Rentabilité sur chiffre d'affaires	5,5%	7,0%	

une croissance substantielle. Agfa estime que plus de 30% du marché ont déjà franchi le cap du computer-to-plate et s'attend à ce que cette tendance se poursuive dans les prochaines années.

La transition des systèmes analogiques vers les systèmes numériques est accélérée par la tendance à des tirages moins élevés et plus ciblés, par exemple pour le direct mail ou des publications régionales. Cela entraîne une augmentation du nombre de projets et, par conséquent, du travail de prépresse. En outre, à mesure que le marché de l'impression poursuit sa consolidation, la nécessité de l'*automatisation de la gestion des flux de production* prépresse s'intensifie. Des logiciels de gestion des flux de production et d'*automatisation des projets* pour l'emballage, les imprimés commerciaux ainsi que pour les journaux connaissent par conséquent une demande croissante.

Géographiquement, près de la moitié du marché du prépresse est située en Europe où, en raison de la diversité des langues, les tirages ont tendance à être plus limités qu'en Amérique. La croissance la plus rapide est toutefois enregistrée dans les régions chinoises et asiatiques à forte développement économique.

Stratégie

En se reposant sur sa position de force et sa gamme de produits, la plus étendue sur le marché, les priorités stratégiques d'Agfa consistent à se concentrer sur les segments à croissance plus rapide du marché du prépresse et à assurer la maîtrise des coûts. En outre, Agfa souhaite franchir les frontières de l'actuel prépresse et entrer dans le monde même de l'imprimerie avec des applications jet d'encre pour des marchés niches spécifiques, tels que l'impression de posters, la décoration ou la sécurité.

Moments forts de 2003

Le chiffre d'affaires de 2003 a été affecté par la faiblesse générale des marchés graphiques et par la puissance de l'euro. Dans ce contexte, la transition du computer-to-film au computer-to-plate s'est poursuivie et les ventes des plaques d'impression numérique par Agfa ont enregistré une croissance de plus de 30%. La forte demande en plaques numériques a incité Agfa à investir pour augmenter sa capacité de production. En octobre, le nouveau site de production de plaques d'impression à Wuxi, en Chine, est devenu opérationnel.

Ces installations de pointe représentent un investissement important de 50 millions d'euros, et confère à Agfa une capacité supplémentaire de 25 millions m². L'entrée de la Chine dans l'Organisation Mondiale du Commerce et la tendance continue des imprimeurs internationaux à ouvrir des filiales en Chine, ainsi que les nouvelles règles du pays visant à libéraliser le marché des journaux et magazines, stimulent la demande sur le marché de l'impression. La présence d'Agfa au niveau local avec une usine moderne lui confère une position idéale pour accéder à ce vaste marché.

L'impact négatif de la puissance de l'euro, de l'apathie généralisée des marchés et d'une érosion légèrement plus importante des prix a pu être amorti partiellement grâce aux effets favorables du Plan Horizon. Il en résulte un résultat d'exploitation de 90 millions d'euros.

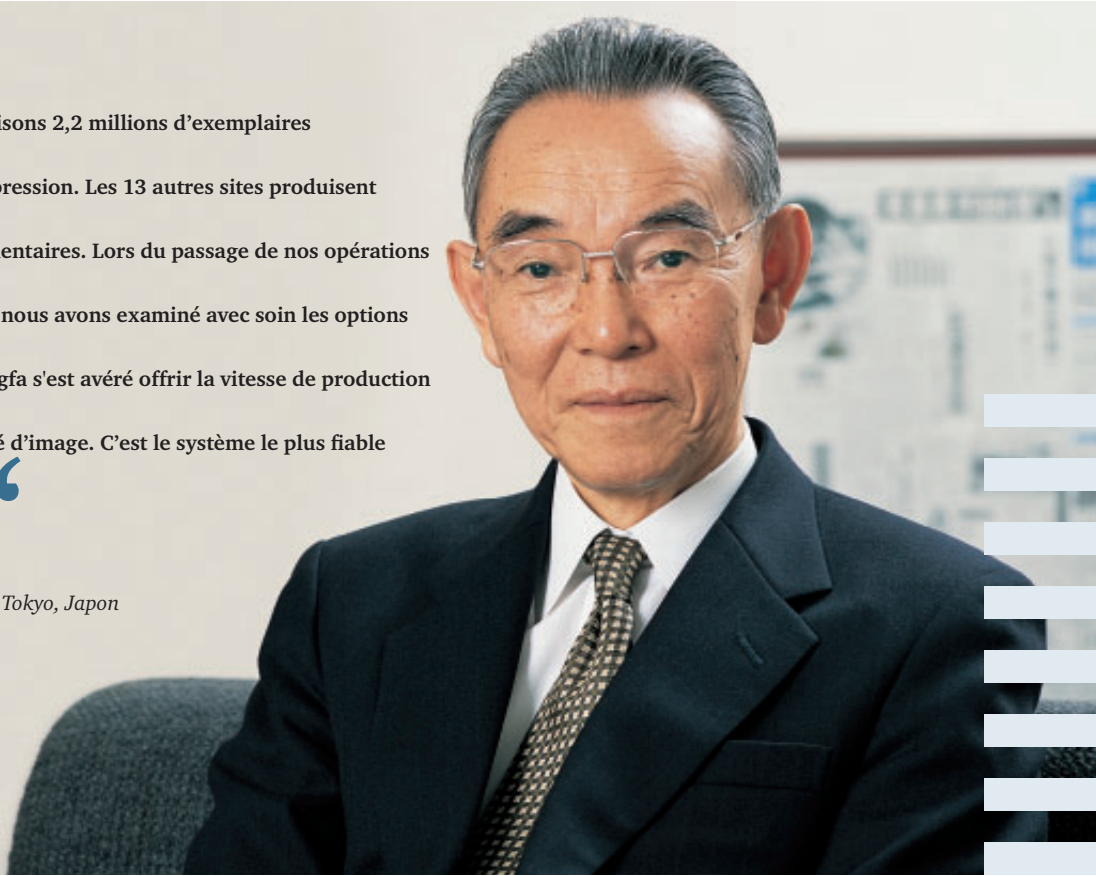
En 2003, Agfa a renforcé sa position au Royaume-Uni avec l'acquisition de Printing Techniques Ltd, qui détenait déjà les droits de distribution exclusifs pour le marché britannique d'une partie importante du marché des plaques offset d'Agfa. En 2002, Printing Techniques a réalisé un chiffre d'affaires d'environ 26 millions d'euros avec un effectif de 40 personnes.

”

Dans la zone de Tokyo, nous produisons 2,2 millions d'exemplaires de journaux sur les trois sites d'impression. Les 13 autres sites produisent 3,5 millions d'exemplaires supplémentaires. Lors du passage de nos opérations de prépresse au computer-to-plate, nous avons examiné avec soin les options de différents vendeurs. :Polaris d'Agfa s'est avéré offrir la vitesse de production la plus élevée et la meilleure qualité d'image. C'est le système le plus fiable sur le marché pour le moment.

“

Yoshita Shiji,
Président de Mainichi Shimbun Group, Tokyo, Japon



Agfa a également repris toutes les obligations de service et de support technique d'Esco-Graphics envers les clients et partenaires de distribution de son système d'exposition de plaques et son logiciel de gestion des flux de production pour les journaux. Cet engagement a entraîné le passage de 20 collaborateurs chez Agfa. A la fin de l'année, Agfa est parvenu à un accord sur l'acquisition des actifs et de tout le personnel de Dotrix, une société établie en Belgique qui développe, fabrique et vend des solutions d'impression numériques couleur pour les applications industrielles. Cette acquisition permettra à Agfa de prendre pied sur les marchés de l'impression numérique jet d'encre et de s'étendre sur des segments de niche de l'impression industrielle tels que la décoration, l'emballage et l'impression de sécurité. Dotrix emploie environ 75 personnes et en 2003 son chiffre d'affaires a atteint environ 5 millions d'euros.

Développement de produits

La gamme des systèmes d'exposition de plaques d'Agfa se compose d'unités d'exposition à *laser vert, violet et thermique* pour un large éventail de formats, différents niveaux d'automatisation et différentes vitesses. En 2003, cette gamme a encore été étendue avec de nouveaux systèmes d'exposition de plaques pour le segment de l'impression des journaux.

Le :Polaris XDJ, un système d'exposition de plaques à plat double largeur a été spécifiquement conçu pour les marchés japonais et autres qui utilisent un format de presse adapté aux plaques longues. Le groupe japonais Mainichi Shimbun, propriétaire du troisième quotidien au monde, a déjà décidé d'installer le :Polaris XDJ et les développeuses :LP150 pour plaques CtP :Lithostar d'Agfa dans son imprimerie à Fukushima.

L'autre nouveau venu dans la série :Polaris est le XE pour les journaux de courts à moyens tirages et pour les imprimeurs presse qui ont besoin de vitesses supérieures pour les périodes de pointe mais ont un tirage plus modéré à d'autres moments.

Pour les imprimeurs de journaux plus petits, Agfa a lancé l':Advantage DL3850, un système CtP à laser violet d'entrée de gamme qui intègre le minimum d'éléments mobiles et est l'un des systèmes les plus simples du marché. Il peut être configuré pour de multiples dimensions de plaques sans nécessiter d'adaptation spécifique. Au fur et à mesure de l'avancée du numérique, de nombreux journaux ont opté pour le computer-to-plate en 2003. Citons par exemple le United Daily Newspaper Group, le journal numéro un à Taiwan, qui a commandé 20 systèmes :Polaris XT avec un logiciel de gestion des flux de production, devenant ainsi le premier éditeur de journaux entièrement numérique à Taiwan, le Kukmin Daily, un éditeur de journaux de premier plan, qui a été le premier à adopter le CtP sur la péninsule coréenne et le Virginian-Pilot aux Etats-Unis, parmi les premiers à utiliser dans ce pays un :Polaris XCV, un système d'exposition de plaques à laser violet.

Pour répondre à la demande croissante d'une *technologie à laser violet*, la plaque d'impression photopolymère :N91v a été ajoutée à la gamme. Cette *plaque négative sensible au violet* permet de réduire l'utilisation de produits chimiques et assure un traitement plus propre.

Agfa se concentre sur la recherche et le développement pour assurer sa rentabilité de demain. Etant donné que de nombreux imprimeurs veulent des plaques sans développement, les *plaques d'impression thermiques sans traitement* constituent l'un des pôles importants de la recherche.

Avant de confectionner une plaque d'impression, les pages doivent faire l'objet d'une *épreuve contractuelle* qui



1 |

1 | L'inauguration d'une nouvelle installation de production de plaques en octobre 2003 a renforcé la présence d'Agfa en Chine et anticipe une demande croissante en Asie.

2 | Les solutions de flux de production d'Agfa offrent une vision globale de toute l'activité prépresse. Le système rend compte automatiquement de l'état d'avancement de chaque étape du processus. Il permet de se concentrer sur chaque tâche spécifique et de commencer ou d'interrompre un processus d'un seul clic de souris.



2 |

permet aux imprimeurs d'évaluer le résultat imprimé avec leurs clients. Les systèmes d'épreuves numériques utilisant une technologie jet d'encre simulent exactement les résultats de l'impression bien qu'ils utilisent des encres et des supports tout à fait différents. Agfa a ajouté à sa gamme de systèmes d'épreuves le :Sherpa 44NR, un système jet d'encre haute résolution qui intègre la dernière technologie jet d'encre *piézoélectrique* sept couleurs. Agfa a aussi lancé le :Sherpa 43NP pour les épreuves contractuelles numériques destinées aux imprimeurs de journaux.

Au-delà des frontières du prépresse

L'excellente qualité de sa technologie jet d'encre permet également à Agfa de cibler le segment à croissance rapide de l'impression en grand format. En 2003, Agfa a lancé le système d'impression jet d'encre :Grand Sherpa Universal qui permet l'impression de qualité en grand format de bannières et de posters sur une vaste gamme de supports, à la fois pour des applications d'intérieur et d'extérieur.

Logiciel de gestion pour chaque étape du prépresse ou pour l'ensemble du processus, de la conception à la livraison

En 2003, Agfa a lancé :Sublima. Cette technologie de *tramage* de croisé pour l'impression d'emballages, de journaux et d'imprimés commerciaux combine les avantages de deux solutions existantes, l'*Agfa Balanced Screening (ABS)* et le *tramage à modulation de fréquence*. Avec cette technologie, chaque détail, chaque ligne quelle que soit sa finesse et n'importe quelle police de caractères, même les plus élaborées, peuvent être imprimés sans efforts supplémentaires sur presse offset ou flexo.

Pour une automatisation intelligente de la gestion des flux de production dans l'impression des journaux, Agfa a lancé :Arkitek qui suit les processus du frontal jusqu'à la salle de presse et fournit un feed-back automatique sur l'avancement et les interventions nécessaires.

Pour permettre à ses clients de traiter plus de tâches en moins de temps, Agfa a complété sa version de la solution de gestion des flux de production avec :ApogeeX. Ce logiciel a obtenu un score de 100% dans le dernier test PDF réalisé par le Seybold Bulletin, la lettre d'informations numéro un destinée aux industries graphiques. En outre, un nouveau système de conversion de données a été lancé pour permettre aux imprimeurs d'utiliser le logiciel d'automatisation prépresse :Apogee avec n'importe quel système d'exposition de plaques, quelle qu'en soit la marque. Enfin, Agfa a lancé :Delano Publish et :Delano Production, un logiciel pour la gestion globale de l'imprimé dont les informations sont consultables sur le web à l'échelle de la société. Le module 'Publish' centralise toutes les communications et permet de contrôler l'avancement du projet à tout moment et de n'importe où. Le module 'Production' permet aux imprimeurs de réduire le temps d'exécution du projet, de limiter les frais de transport et de coursiers par une réception, une approbation et une soumission du fichier en ligne. Ce logiciel est personnalisé et assure une mise à niveau immédiate qui permet de faire face à la croissance de l'entreprise ou à l'évolution des conditions d'exploitation. :Delano est basé sur *les standards actuels de production et de communication de l'industrie*, tels que *PDF, JDF et XML*, et répond ainsi à la demande croissante de solutions logicielles intégrées. Agfa occupe donc à nouveau une position de chef de file en intégrant JDF dans ses systèmes de gestion des flux de production et d'automatisation de projets.



”

Nous avons effectué plusieurs tests, en chargeant des clichés de différents patients et IMPAX a été beaucoup plus rapide que les solutions de la concurrence. Notre étroite relation avec Agfa nous a prouvé que c'est un partenaire fiable.

Au fil des ans, nous avons appris à beaucoup apprécier la qualité du service d'Agfa.

“

M. F. Thanhofer, radiographe en chef et coordinateur PACS, Kantonsspital Liestal, Suisse

Technical Imaging

Technical Imaging comprend les Business Groups HealthCare, Non-Destructive Testing et Industrial Imaging. Le chiffre d'affaires et les résultats de Technical Imaging sont en grande partie déterminés par le Business Group le plus vaste, à savoir HealthCare.

HealthCare

En 2003, HealthCare a enregistré un chiffre d'affaires de 1.408 millions d'euros

(2002: 1.491 millions d'euros). La baisse est due exclusivement à la puissance de l'euro.

A taux de change stables, les ventes ont augmenté de 3,8%. Les résultats d'exploitation ont augmenté et sont passés de 223 millions d'euros en 2002 à 264 millions d'euros et la rentabilité sur chiffre d'affaires s'est élevée à 18,7%.

Gamme de produits

Agfa intervient dans le domaine des systèmes analogiques et numériques d'imagerie médicale et des réseaux informatiques hospitaliers. Aujourd'hui, Agfa propose une gamme complète de systèmes radiographiques analogiques et numériques, des *systèmes de reprographie* et les consommables y afférents. Les systèmes de *radiographie numérisée (Computed Radiography ou CR)* d'Agfa sont dotés d'un logiciel spécifique pour l'amélioration de l'image et la prise de mesures et améliore ainsi la qualité du diagnostic et les soins au patient. Agfa accompagne également les hôpitaux dans leur transition vers des flux de production numériques avec son réseau *Picture Archiving and Communication System (PACS)* qui permet de stocker, reproduire, distribuer et archiver les images médicales et les données des patients. Ces réseaux sont combinés avec les *Radiology Information Systems (RIS)*, qui permettent aux hôpitaux de planifier plus efficacement l'utilisation de modalités médicales coûteuses. Un logiciel de reconnaissance vocale réduit en outre sensiblement le temps nécessaire pour rédiger et distribuer les comptes rendus médicaux.

Chiffres clés Technical Imaging

MILLIONS D'EUROS

	2003	2002	ÉVOLUTION
Chiffre d'affaires	1.723	1.822	(5,4)%
Chiffre d'affaires hors variation des taux de change	1.881	1.822	3,2%
Résultat d'exploitation	521,7	250,4	108,3%
Résultat d'exploitation (cession NDT non incl.)	290,4	250,4	16,4%
Rentabilité sur chiffre d'affaires (cession NDT non incl.)		16,9%	13,7%

Tendances du marché

A mesure que le niveau de vie augmente et que les populations vieillissent, les dépenses en soins de santé vont croissant. Le débat sur des soins de santé de qualité à un prix abordable et la pénurie de personnel incite néanmoins les hôpitaux à réduire leurs coûts et à augmenter leur rentabilité en introduisant, p. ex., des solutions numériques intégrées.

Pour les hôpitaux, la première étape dans la transition vers les solutions numériques consiste à opter pour la radiographie numérisée, ce qui leur permet d'améliorer le diagnostic médical grâce à un logiciel spécifique qui optimise les images ou procède à diverses mesures. Au cours des dernières années, la radiographie numérisée a donc enregistré une croissance d'environ 20% par an. La demande de films radiographiques classiques n'a que légèrement diminué car l'augmentation continue de leur utilisation dans les pays en voie de développement a compensé la baisse sur les marchés européens, américains et japonais.

La radiographie numérisée propose une image écran mais les médecins demandent très souvent un cliché sur support spécifique pour établir leur diagnostic médical. D'autres technologies numériques, telles que les CT ou IRM conduisent à la production d'un nombre beaucoup plus élevé de clichés et sous-tendent aussi la demande d'outils de copie, de stockage et de gestion. Le marché mondial du film garde par conséquent un taux de croissance élevé.

L'étape suivante pour les hôpitaux qui passent au numérique réside dans l'installation de logiciels dans certains services ou dans tout l'hôpital et notamment celle des systèmes PACS de plus en plus souvent totalement intégrés avec un système RIS (Radiology Information System). Ces réseaux informatiques hospitaliers et leurs logiciels intégrés - notamment les logiciels de reconnaissance vocale - permettent aux hôpitaux d'augmenter leur efficacité. L'introduction de ces systèmes est donc soutenue par de nombreux gouvernements.

Stratégie

Sur le marché des soins de santé, Agfa vise la place de numéro un mondial dans les segments des systèmes d'imagerie médicale analogiques et numériques ainsi que des réseaux hospitaliers.

Agfa ambitionne de consolider sa position de force sur ces marchés en faisant passer sa vaste clientèle de l'analogique au numérique et en mettant à profit son expérience de la radiologie pour se faire une place dans d'autres applications cliniques telles que la cardiologie, l'ophtalmologie, l'orthopédie et la gynécologie. En outre, le Groupe se concentre sur le marché à forte croissance des systèmes PACS-RIS et les systèmes d'informations connexes, dans le but ultime de mettre en place un dossier patient électronique (*Electronic Patient Record (EPR)*), réunissant toutes les informations pertinentes sur le patient, des données personnelles aux protocoles diagnostiques en passant par les clichés médicaux.



”

La mammographie numérique est assurément l'examen radiologique numérique dont on parle le plus.

Avec la solution de mammographie Embrace CR d'Agfa, nous pouvons affiner nos images selon nos exigences. Dans les tissus mous surtout, la mammographie numérique surpasse manifestement la mammographie classique. Il suffit de cliquer sur la souris pour modifier la transparence afin de visualiser des tissus mous ou de zoomer sur une zone éventuelle de microcalcification.

“

Dr. Gerhard Fenzl,

Médecin-chef du service de radiologie, Knappschafts Krankenhaus Püttlingen, Allemagne

Moments forts de 2003

Le chiffre d'affaires HealthCare a baissé de 5,6% pour se solder à 1.408 millions d'euros. La diminution du chiffre d'affaires s'explique exclusivement par les variations des taux de change: avec seulement 43% de son chiffre d'affaires réalisé en Europe, HealthCare est le Business Group d'Agfa le plus touché par la puissance de l'euro. Hormis les effets de taux de change, le chiffre d'affaires total a augmenté de 3,8%, le résultat d'une légère baisse de la radiographie classique, d'une croissance sensible de la radiographie numérisée et des services informatiques hospitaliers et apparentés. En outre, l'imagerie médicale est de plus en plus numérisée et par conséquent la part des services dans le chiffre d'affaires total de HealthCare est en hausse. En 2003 cette part s'élevait à 14% du chiffre d'affaires total.

Agfa a été choisi par de nombreux hôpitaux ou groupes d'hôpitaux pour y installer des systèmes PACS/RIS, parmi lesquels l'Hôpital Universitaire de Malmö (UMAS), en Suède. Parmi les principaux contrats dans le cadre desquels jusqu'à 20 hôpitaux ont été mis en réseau, on compte le WA PACS en Australie occidentale et la division Floride de l'American Adventist Health System.

En dépit des effets défavorables du change, Agfa a été capable d'améliorer les bénéfices d'exploitation de HealthCare pour atteindre 264 millions d'euros avec une rentabilité sur chiffre d'affaires de près de 19%.

En 2003, les marchés européens pour les réseaux PACS-RIS et l'informatique hospitalière ont connu une croissance accélérée. Afin de pouvoir offrir des systèmes personnalisés adaptés à l'hôpital, et qui répondent parfaitement aux spécificités du marché local, Agfa a fait l'acquisition, début de 2003, d'une part minoritaire dans Med2Rad S.r.l., une société italienne spécialisée dans les logiciels médicaux. Med2Rad fournit à Agfa une plate-forme R&D nécessaire à son expansion dans le domaine des systèmes RIS (Radiology Information Systems) et du dossier patient électronique.

Aux Etats-Unis, l'important groupe d'achats hospitaliers Novation a inscrit l'IMPAX d'Agfa dans l'offre qu'il propose à plus de 2.400 de ses membres. Fin 2003, Agfa a également signé deux contrats avec Premier Purchasing Partners, un groupe d'achats américain regroupant 1.500 établissements hospitaliers. Dans le cadre de ces contrats de trois ans, Agfa proposera des films et des systèmes de reprographie à des prix compétitifs aux membres du groupe. En janvier 2004, un troisième contrat a été signé avec le groupe Premier, désignant Agfa comme fournisseur privilégié en matière de solutions de radiographie numérisée (Computed Radiography).

Développement de produits

En 2003, Agfa a étendu sa gamme de reprographes à sec avec le DRYSTAR 5500 et ses consommables associés. Ce système haute résolution offre un débit plus élevé, accepte différents formats et est compatible avec une vaste gamme d'imageuses médicales.

En radiographie numérisée, Agfa a lancé la nouvelle plaque réutilisable ADC MD 40 qui allie une qualité d'image supérieure et une longue durée de vie.



1 |



2 |

1 | Les systèmes PACS (Picture Archive and Communication Systems) d'Agfa, commercialisés sous la marque IMPAX, permettent le stockage, la gestion, la distribution et la visualisation électroniques des images. Le RIS (Radiology Information Systems) rationalise la programmation et l'organisation des rendez-vous, l'enregistrement des patients, le suivi des modalités, la facturation, et le suivi administratif dans son ensemble. L'intégration du RIS/PACS offre aux radiologues une solution très efficace et complète de gestion des flux de travail.

2 | En 2003, Agfa a étendu sa gamme de reprographes à sec avec le DRYSTAR 5500 et ses consommables associés. Ce système haute résolution offre un débit plus élevé, accepte différents formats et est compatible avec une vaste gamme d'imageuses médicales.

Agfa ambitionne d'occuper une place de choix dans bon nombre de spécialités en proposant le remplacement des équipements analogiques par des systèmes d'imagerie numériques et de solutions informatiques spécifiques. A cet égard, plusieurs alliances importantes ont été annoncées. En orthopédie, Agfa va intégrer le logiciel de la société allemande Hectec pour la planification chirurgicale orthopédique dans son système IMPAX pour l'orthopédie. En cardiologie, Agfa a annoncé sa collaboration avec Heartlab, Inc., un concepteur de logiciels de gestion d'informations et d'images dédiés, pour développer la nouvelle génération de systèmes IMPAX d'Agfa en cardiologie dont le lancement est annoncé début 2004.

Dans le domaine de la gynécologie, Agfa a lancé l'Embrace CR (Computed Radiography) ainsi qu'un système Embrace DR (*Digital Radiography*) entièrement numérique pour la mammographie. Un accord a également été conclu avec R2 Technology de Sunnyvale (Californie) pour la distribution du système ImageChecker CAD (Computer-Aided Detection) de R2 dans le cadre de solutions de mammographie numérique d'Agfa. Cette technologie innovante aide les radiologues à dépister précocement le cancer du sein et d'autres anomalies.

Lors de la convention annuelle de la Radiological Society for North America (RSNA), Agfa a présenté plusieurs nouvelles technologies qui seront lancées en 2004. Le système de reprographie DRYSTAR 5300 est un modèle de table destiné aux clients qui recherchent une solution décentralisée. Agfa a aussi introduit IMPAX ES et IMPAX WEB 1000 ES. IMPAX ES est une solution informatique de radiologie avec un RIS intégré et des fonctions de protocole vocal, étendant la fonctionnalité des systèmes PACS aux départements d'orthopédie, de cardiologie et de gynécologie.

IMPAX WEB 1000 ES étend à tous les services hospitaliers les avantages de la distribution des résultats de la radiologie à la cardiologie par le web, par le biais d'un module d'intégration EPR. Cela permettra aux médecins d'avoir accès, par Internet, aux informations concernant leur patient. Celles-ci, émanant de différents services hospitaliers, sont regroupées dans un dossier unique à des fins de consultation.

initia DDM est la réponse d'Agfa aux centres d'imagerie et aux petits hôpitaux qui souhaitent une solution de gestion des données d'entrée de gamme. Ce système leur permet de rassembler les données et de créer un dossier patient unique en radiologie qui peut être transmis ou archivé.

Dans le domaine de la reconnaissance vocale, Agfa a présenté la dernière version de sa solution TalkStation qui offrira une meilleure précision de la reconnaissance, des fonctions améliorées de sécurité et de nouvelles options de gestion des flux de production.

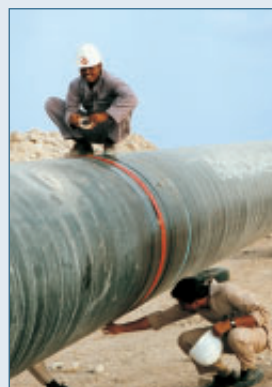
1 |



2 |



3 |



En 2003, Agfa a annoncé qu'un accord avait été conclu pour céder ses activités de non-destructive testing à GE Aircraft Engines. Les solutions d'Agfa comprennent les technologies radiographiques et ultrasoniques numériques et analogiques utilisées dans les industries automobile (1.), aéronautique (2.) et pétrochimique (3.). Cette technologie étant non destructive, elle est souvent utilisée aussi pour l'examen d'œuvres d'art telles que les sculptures et les peintures (4.).

4 |



Non-Destructive Testing

Les ventes totales de Non-Destructive Testing (NDT) ont atteint 208 millions d'euros, soit une baisse de 4% par rapport à 2002, due aux variations de taux de change. A taux de change stables, le NDT serait parvenu à augmenter son chiffre d'affaires de 3%, en dépit de la récession dans l'industrie aéronautique, l'un de ses principaux marchés.

Gamme de produits

Le Business Group Non-Destructive Testing (NDT) d'Agfa fournit des systèmes analogiques et numériques de test de la qualité et de la sécurité d'une vaste gamme de matériaux sans les déformer ni les endommager. Agfa est actif sur ce marché avec des *technologies* aussi bien radiographiques qu'*ultrasoniques*, tant analogiques que numériques, principalement utilisées dans l'aviation, l'automobile, les chemins de fer, l'énergie et l'industrie pétrochimique.

Agfa est depuis longtemps le numéro un mondial des *systèmes radiographiques* conçus pour les essais non destructifs de matériaux. Grâce aux reprises ciblées dans les domaines des systèmes radiographiques, des systèmes à ultrasons et de l'équipement radiographique industriel, Agfa a réussi à devenir un fournisseur de solutions NDT qui propose l'ensemble des technologies disponibles sur le marché.

Cession

En janvier 2003, Agfa a annoncé qu'il était parvenu à un accord en vue de la cession de NDT à GE Aircraft Engines, une division de General Electric Company. L'accord concerne toutes les activités d'Agfa dans le domaine des tests non destructifs de matériaux, hormis la production de films radiographiques pour lesquels Agfa et GE ont conclu un contrat d'approvisionnement à long terme en vertu duquel GE deviendra le fournisseur exclusif de films radiographiques Agfa pour les tests non destructifs. La transaction a été finalisée fin 2003 après son approbation par différentes instances officielles. Environ 1.050 collaborateurs ont été mutés chez GE.

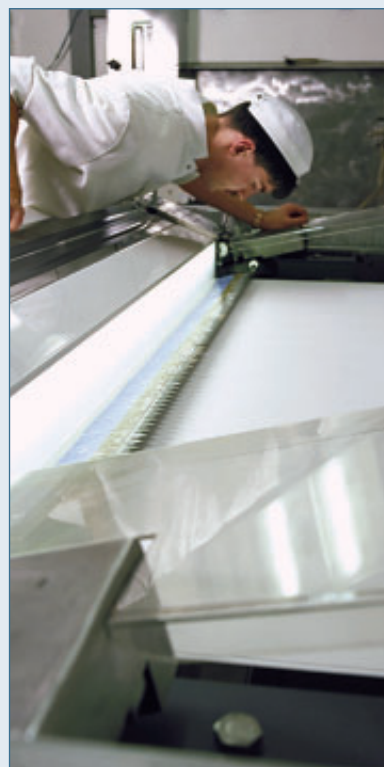
La structure organisationnelle d'Agfa a donc été simplifiée début 2004. Les activités d'Agfa sont à présent scindées en trois Business Groups (Graphic Systems, HealthCare et Consumer Imaging) et une Business Unit. Cette dernière, appelée Specialty Products, regroupe les ventes de films NDT à GE et certaines des activités relevant de l'Industrial Imaging.



1 |

1 | Pour chaque film de cinéma, on ne réalise qu'une seule copie du montage final et, pourtant, les distributeurs souhaitent lancer le film en même temps dans un maximum de salles disséminées dans le monde entier. Pour effectuer des copies de distribution fiables, de nombreux laboratoires dans le monde font confiance au film couleur et aux bandes son d'Agfa.

2 | Si la consommation de films photographiques pour les applications classiques diminue, le know-how et l'expertise d'Agfa dans la fabrication et le revêtement des pellicules sont commercialisés par l'intermédiaire de joint-ventures. Au rang des nouvelles applications on compte notamment les documents d'identification et les laminés décoratifs.



2 |

Industrial Imaging

Industrial Imaging se compose de trois business units plus petites: Micrographie & systèmes documentaires, Cinéma et Produits dérivés (Specialty Foils & Components). Le chiffre d'affaires a atteint 107 millions d'euros.

Cinéma

Agfa fournit des *films* d'enregistrement *sonore* numériques et analogiques et des *films couleur* utilisés pour la production des copies destinées aux salles de cinéma. Le marché de ces films de copie couleur continue à croître, principalement en raison de la tendance du marché à distribuer les films en même temps dans le monde entier. Tous les grands laboratoires cinématographiques dans le monde utilisent le film Agfa.

Micrographie & systèmes documentaires

L'unité de micrographie et de systèmes documentaires (MDS) propose une gamme intégrée de produits matériels et logiciels conçus pour la capture, le stockage, la gestion et la distribution de documents et de données. Le microfilm reste le support de stockage des données à long terme par excellence mais, aujourd'hui, le stockage à court terme des informations repose principalement sur des supports numériques. Agfa est actif dans ce domaine avec ses systèmes de stockage numériques et ses systèmes de numérisation de documents haute capacité.

Produits dérivés (Specialty Foils & Components)

L'unité SFC regroupe les ventes des *films de base* et de plusieurs produits chimiques. Pour explorer de nouveaux marchés, Agfa exploite également son savoir-faire dans le domaine des revêtements. Dans cette perspective, le Groupe a réalisé plusieurs joint ventures telles qu'Identis, qui opère sur le marché des *documents d'identité haute sécurité* ou Digiplast qui se concentre sur les revêtements de feuilles plastique décoratives. Ces revêtements peuvent être utilisés, par exemple, pour décorer des meubles, des jouets ou des intérieurs de voitures.

D'Industrial Imaging à Specialty Products

A partir de début 2004, Industrial Imaging va changer de nom pour devenir Specialty Products. Hormis les ventes de films NDT à GE, ce segment regroupera les activités Cinéma, Microfilm et Produits dérivés. Les systèmes documentaires numériques d'Agfa seront commercialisés exclusivement dans le secteur hospitalier. Cette activité sera par conséquent transférée dans la division HealthCare, où elle sera intégrée dans la stratégie développée par Agfa pour promouvoir le dossier patient électronique (Electronic Patient Record).

”

Pour l'ensemble de nos sites - plus de 100 -,
nous avons trouvé en Agfa un partenaire polyvalent
dans le domaine des équipements et des
consommables photographiques qui nous permet de
répondre aux besoins individuels de nos clients –
tant analogiques que numériques.

“

Marty Hamnett,
General Manager, Big W, Sydney, Australie



Consumer Imaging

En 2003, les ventes de Consumer Imaging ont chuté de 17%. A taux de change stables, la baisse atteint 11,6%, ceci est dû à des conditions de marché extrêmement difficiles. Agfa a décidé de prendre des mesures supplémentaires pour rétablir la rentabilité de Consumer Imaging et adapter la production à une demande inférieure à ce qu'elle était auparavant. Des économies ont été identifiées pour une somme totale de 100 millions d'euros par an. Les frais de restructuration correspondant ont atteint 38 millions d'euros et ont été comptabilisés en 2003.

Les résultats d'exploitation de Consumer Imaging ont par conséquent chuté de 16 millions d'euros en 2002 à moins 84 millions d'euros en 2003.

Gamme de produits

Par ses offres de consommables et d'équipements, Agfa est actif dans les domaines de la capture, du développement et de l'impression des photos. Agfa fournit des films de marque et de *marques de distribution*, du papier photographique et les produits chimiques nécessaires pour développer les photos. Il offre également aux détaillants et grandes surfaces une gamme complète de tireuses photo sophistiquées – les *minilabs* numériques – et est un leader mondial dans les tireuses à grande vitesse destinées au *façonnage photo industriel*.

Tendances du marché

L'industrie photographique se caractérise par une transition rapide vers le numérique. On s'attend donc à ce que la demande en films diminue d'environ 5 à 10% en volume par an et la baisse la plus importante devrait être celle enregistrée dans le segment des films de marque. La percée des appareils photo numériques a conduit à une augmentation sans précédent du nombre de photos réalisées, dont une part croissante est désormais imprimée. Pour le tirage de leurs photos numériques sur papier photo, les consommateurs utilisent de plus en plus Internet ou les bornes de commande 'self-service'

Chiffres clés Consumer Imaging

MILLIONS D'EUROS

	2003	2002	ÉVOLUTION
Chiffre d'affaires	870	1.048	(17,0)%
Chiffre d'affaires hors variation des taux de change	926	1.048	(11,6)%
Résultat d'exploitation	(83,9)	16,3	(614,7)%
Rentabilité sur chiffre d'affaires	(9,6)%	1,6%	

installées dans les magasins photo et les grandes surfaces. Etant donné que cette tendance à la hausse compense le nombre inférieur de tirages de photos analogiques, on s'attend à une stabilisation du marché du papier photo.

Le passage le plus rapide au numérique se produit dans le secteur des *équipements de laboratoire*. En fait, les laboratoires numériques permettent d'imprimer des photos, qu'elles aient été prises avec un appareil numérique ou analogique, ce qui permet aux laboratoires photographiques de servir tous leurs clients avec un seul et même équipement.

Stratégie

Agfa ambitionne d'offrir aux photographes, tant en numérique qu'en analogique, des tirages de qualité en combinant sa gamme des équipements de laboratoire numériques avec son papier photo.

Moments forts de 2003

Les marchés de la photographie ont été gravement affectés par la récession dans les voyages et le tourisme, due à la faiblesse constante de l'économie, au déclenchement du conflit au Moyen-Orient et à l'épidémie de SARS. Parallèlement à la transition rapide vers le numérique, cette situation a entraîné une réduction substantielle de la demande en films et en papier photo, et les laboratoires de façonnage industriel comme les exploitants de laboratoires photo ont eu tendance à reporter leurs investissements en équipements de laboratoire. Les ventes d'équipements de laboratoire par Agfa ont également été affectées par le fait que les clients ont attendu le lancement du minilab numérique d'entrée de gamme et de la tireuse numérique industrielle en 2004.

Les conditions défavorables du marché en 2003 ont entraîné une détérioration des résultats d'exploitation. Agfa a par conséquent décidé de prendre des mesures pour restaurer sa rentabilité. Des économies dans les domaines de la production, de la recherche et du développement et des frais généraux ont été identifiées pour un montant total de 100 millions d'euros pour une année complète. Dans ce cadre, 750 équivalents temps plein quitteront la société dans le courant de 2004.

Développement de produits

Une gamme complète d'équipements de laboratoire entièrement numériques

Après le lancement en octobre 2003 du minilab numérique 'd-lab.2plus', l'offre des minilabs d'Agfa a été complétée, début 2004, par le 'd-lab.1', un minilab numérique compact pour le traitement sur place d'images à la fois analogiques et numériques, qui a suscité un intérêt considérable.

Les minilabs d'Agfa sont basés sur le concept du 'walk-away printing', impliquant un fonctionnement très simple et permettant à l'opérateur d'accomplir d'autres activités pendant que la machine tire les photos. Le d-lab.1 est aussi le premier minilab à présenter la nouvelle *technologie d'impression MDDM* (Micro Dot Display Multiplexing) d'Agfa qui permet l'impression de minuscules pixels individuels sur du papier photo d'une grande précision et d'une grande netteté au moyen d'un masque spécial.



Le d-lab.1 est la solution tout en un d'Agfa pour le traitement des images sur site puisqu'il analyse et traite les films et imprime et grave les photos sur CD. La qualité d'impression est excellente grâce à la technologie d'impression Micro-Dot-Display-Multiplexing (MDDM) développée par Agfa. Le d-lab.1 pourra également délivrer des photos à partir de fichiers numériques téléchargés directement ou par l'intermédiaire de l'image box d'Agfa.

Le système numérique de façonnage photo industriel d'Agfa, *d-ws*, lancé en février 2004, possède une capacité d'impression de 20.000 images par heure pour une entrée mixte d'images à la fois analogiques et numériques. Il utilise le *d-TFS* (digital Total Film Scanning), le logiciel de correction d'image d'Agfa et une exposition laser. La conception modulaire du système offre aux gros laboratoires une solution globale et adaptable pour une intégration continue dans un environnement de laboratoire existant et la possibilité d'une expansion progressive basée sur les futures demandes tant en entrée qu'en sortie.

Commander ses photos par l'intermédiaire d'outils web innovants

L'*AGFAnet* permet aux partenaires business-to-business d'Agfa d'augmenter leur efficacité et d'élargir leur clientèle en offrant aux laboratoires la possibilité de créer leur propre site web et d'utiliser de précieux outils d'information tels que les statistiques de commande et de chiffre d'affaires, le marketing direct et un outil d'exportation de données pour des systèmes de planification et de contrôle.

De nouveaux *équipements frontaux* tels que des *kiosques* dirigent également un flux supplémentaire d'images numériques vers les laboratoires. L'*e-box* et le nouvel *'image box'* lisent les données d'images des *supports de stockage numériques* courants et les transfèrent au laboratoire en vue de leur impression sur papier photographique.

Le logiciel *d-workflow* d'Agfa optimise le flux de production complexe du laboratoire étant donné que différents minilabs et frontaux peuvent être montés en réseau et commandés de manière efficace et globale.

La valeur classique du film et du papier photo

Au début de 2003, Agfa a lancé sa dernière génération de films négatifs couleur, Vista, dont un film très sensible (800 ISO) pour prendre des photos dans des conditions de lumière extrêmes. Grâce à l'*Eye Vision Technology*, ces films garantissent des couleurs précises et naturelles dans toutes les gammes, pratiquement identiques à la perception de la couleur par l'oeil humain. L'été dernier, le film négatif couleur Ultra 100 d'Agfa a reçu le prestigieux *EISA-award* du 'Meilleur film européen de l'année'.

Agfa a également lancé deux nouveaux types de papier photographique numérique, Splendix et Sensatis, destinés spécifiquement aux exigences et fonctionnalités de la nouvelle génération de tireuses photo très performantes.

Gestion d'entreprise

Outre l'Assemblée Générale des Actionnaires, les principales instances responsables de l'élaboration de la politique du Groupe sont le Conseil d'Administration et le Comité de Direction.

Le Conseil d'Administration

Les principales préoccupations du Conseil d'Administration concernent le développement de nouvelles activités et l'abandon d'activités existantes, la constitution et la liquidation de filiales et la définition de la politique globale, stratégique et sociale de la société. Le Conseil d'Administration approuve aussi les budgets et le financement du Groupe et discute des points ad hoc à l'ordre du jour.

Le Conseil peut valablement délibérer et décider si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Si cette condition n'est pas remplie, une nouvelle assemblée avec le même ordre du jour sera convoquée et il pourra y être décidé valablement si deux administrateurs au moins sont présents ou représentés.

Les décisions du Conseil d'administration sont prises à la majorité absolue. En cas d'égalité des voix, la proposition est rejetée. Les statuts prévoient également un processus décisionnel par écrit pour le Conseil d'Administration dans les limites légales en la matière.

Il n'existe pas de procédure formelle relative à la manière dont les administrateurs sont informés ni sur qui les informe. Les administrateurs font usage de leur droit d'information sur une base ad hoc.

Conformément aux statuts, le Conseil d'Administration se réunit chaque fois que les intérêts de la société l'exigent ou à la requête de deux administrateurs. En 2003, le Conseil d'Administration s'est réuni huit fois.

Au cours de sa réunion du 29 avril 2003, le Conseil d'Administration a décidé de poursuivre le Long Term Incentive Plan pour les niveaux supérieurs de la direction avec une nouvelle tranche à un prix d'exercice de 18,27 euros. Conformément à la législation belge récemment mise à jour sur ce point, il a également été décidé de porter la durée de l'option des tranches précédentes à 10 années.

Au cours de sa réunion du 20 janvier 2004, le Conseil d'Administration a décidé de convoquer une Assemblée Extraordinaire des actionnaires qui aura lieu immédiatement après l'Assemblée Générale le 27 avril 2004. Son ordre du jour concerne le renouvellement du capital autorisé qui donne le pouvoir au Conseil d'Administration d'augmenter le capital social d'un montant maximum de 35 millions d'euros, et ce en une seule ou plusieurs fois au cours d'une période de cinq ans. Le Conseil d'Administration peut utiliser au maximum 4,2 millions d'euros de cette somme pour augmenter le capital social dans le cadre d'un plan d'option d'achat d'actions. Pendant une période de trois ans, à compter dès l'approbation par l'Assemblée Extraordinaire des actionnaires, le capital autorisé peut également être engagé pour augmenter le capital en cas d'offre publique d'achat sur la société.

En outre, l'Assemblée Extraordinaire des actionnaires sera appelée à approuver la destruction de 11,2 millions d'actions propres acquises dans le cadre du plan de rachat d'actions. L'autorisation pour ce plan avait été donnée par les actionnaires au 13 janvier 2003. En conséquence, il sera demandé aux actionnaires de renouveler l'autorisation pour le rachat d'au maximum 10% des 128.800.000 actions restantes.

Composition du Conseil d'Administration

Les statuts stipulent que le Conseil d'Administration doit comprendre au moins 6 membres, actionnaires ou non, désignés pour un mandat maximum renouvelable de 6 ans. Il n'y a pas de limite d'âge pour siéger au Conseil d'Administration.

La nomination des administrateurs non exécutifs repose sur les critères fixés par le Conseil d'Administration en matière d'intégrité et d'expérience dans le monde des affaires et/ou scientifique.

Au cours de l'Assemblée des actionnaires du 29 avril 2003, Messieurs John Buttrick, Marc Gedopt, Monte Haymon et Christian Leysen ont été nommés à la fonction d'administrateur.

Au 1^{er} janvier 2004, le Conseil d'Administration d'Agfa-Gevaert se composait donc des membres suivants :

Pol Bamelis , Président	Administrateur de sociétés
John Buttrick	Partenaire, Live Wire Ventures
Ferdinand Chaffart	Administrateur de sociétés
Jo Cornu	Administrateur de sociétés
Marc Gedopt*	Chief Financial and Administration Officer, Agfa-Gevaert
Monte Haymon	Administrateur de sociétés
Christian Leysen	Chief Executive Officer, Groupe AXE
André Oosterlinck	Recteur de l'Université Catholique de Louvain
Karel Van Miert	Administrateur de sociétés
Dietrich von Kyaw	Ex-ambassadeur de la RFA auprès de l'Union Européenne
Ludo Verhoeven*	Chief Executive Officer, Agfa-Gevaert

(*) Administrateur exécutif

Messieurs Chaffart et Leysen représentent le plus gros actionnaire, Gevaert, Messieurs Verhoeven et Gedopt sont administrateurs exécutifs et membres du Comité de Direction.

Messieurs Bamelis, Buttrick, Cornu, Haymon, Oosterlinck, Van Miert et von Kyaw jouissent d'un statut indépendant par rapport aux principaux actionnaires et à la direction.

Comités constitués par le Conseil d'Administration

Comité d'Audit

Le Comité d'audit est constitué de trois administrateurs non exécutifs, Messieurs Chaffart, Président, Buttrick et Oosterlinck.

Comité de Nomination et de Rémunération

Le Comité de Nomination et de Rémunération se compose de deux administrateurs indépendants, Messieurs Bamelis et Van Miert, et est chargé de soumettre des propositions au Conseil d'Administration en ce qui concerne la nomination et la rémunération appropriée des membres du Comité de Direction et du Conseil d'Administration.

Comité de Direction

Le Comité de Direction est responsable de la mise en œuvre de la politique de la société et de sa stratégie définies par le Conseil d'Administration. Le Comité de Direction est donc investi des compétences les plus larges en matière de gestion quotidienne ainsi que de certains pouvoirs spécifiques.

Pour permettre au Conseil d'Administration d'exercer sa fonction de contrôle, le Comité de Direction lui soumet régulièrement un rapport sur ses activités et sur le développement des filiales et des sociétés liées.

Le Comité de Direction se réunit, en principe, tous les quinze jours et chaque fois qu'il l'estime nécessaire.

Composition du Comité de Direction

En mars 2003, Marc Elsermans, membre du Comité de Direction est décédé inopinément. Tout au long de sa carrière chez Agfa, il a été très apprécié aussi bien par les clients que par ses collègues.

Jesper Otto Moeller et John Glass ont décidé de quitter le Groupe pour des raisons personnelles, respectivement au 1^{er} janvier et au 20 mars 2004. Agfa les remercie pour leur loyauté et engagement démontrés au cours de

leurs années chez Agfa. En conséquence, le Comité de Direction se constitue de trois membres, à savoir: Ludo Verhoeven, Chief Executive Officer, Marc Gedopt, Chief Financial and Administration Officer, et Albert Follens, Chief Operating Officer.

Rémunérations

En 2003, la rémunération brute totale des administrateurs non exécutifs s'est élevée à 465.334 euros, dont 355.666 euros sous la forme d'une rémunération fixe pour l'exercice de la direction, la fonction de membre des comités et le jeton de présence et 109.668 euros à titre de somme variable. La part variable est proportionnelle au dividende par action: par tranche de 5 eurocents de dividende par action qui dépasse la première tranche de 15 eurocents par action, les administrateurs reçoivent une rémunération de 2.000 euros par administrateur. Aucune option sur actions ou bon de souscription n'est attribué aux administrateurs non exécutifs. Les administrateurs exécutifs ont bénéficié, ensemble, d'honoraires bruts d'administrateurs de 88.000 euros dont 60.000 étaient des honoraires fixes.

La rémunération brute globale versée aux membres du Comité de Direction en 2003 s'est élevée à 6.709.830 euros, dont 4.881.354 euros fixes et 1.828.476 euros variables. Ces montants incluent la somme de 1.995.283 euros liée au départ de deux membres du Comité de Direction.

De plus, les membres du Comité de Direction de 2003 possèdent un total de 291.700 options sur actions ou bons de souscription, qui leur ont été attribués en plusieurs tranches.

Parmi ceux-ci, 45.500 sont des bons de souscription à un prix d'exercice de 22 euros, à exercer entre le 1^{er} janvier 2003 et le 20 novembre 2005.

Les tranches d'options attribuées aux mêmes personnes se sont respectivement montées à 33.750, 54.900, 69.500 et 87.650 options sur actions avec un prix d'exercice de respectivement 22, 20, 18 et 18,27 euros.

La première tranche d'options peut être exercée du 1^{er} janvier 2004 au 5 juin 2009 – la deuxième tranche du 6 juillet 2004 au 6 juillet 2010, la troisième tranche du 26 août 2005 au 27 août 2011 et la dernière tranche du 28 juillet 2006 au 27 juillet 2013.

Politique relative à l'affectation du résultat

Les propositions du Conseil d'Administration adressées à l'Assemblée Générale des Actionnaires au sujet de l'affectation et de la distribution du résultat tiennent compte de différents facteurs, y compris la situation financière de la société, ses résultats d'exploitation, ses cash-flows actuels et futurs et ses projets d'expansion. En principe, le Groupe aura l'intention de distribuer un dividende total de 35 à 40% de son résultat net.

Principaux actionnaires

Conformément à la loi sur la publication des participations importantes dans les sociétés cotées à la Bourse, il a été notifié à Agfa fin 2003 que Gevaert N.V. détient directement et indirectement, 25% des actions de la société en circulation.

Highfields Capital Management et Fidelity Investments ont déclaré posséder respectivement 9,68% et 4,99% des actions. De plus, fin 2003, Agfa détenait 10% de ses actions sous la forme d'actions rachetées.

Auditeur

L'auditeur d'Agfa-Gevaert N.V. est Klynveld, Peat Marwick, Goerdeler, représenté par MM. Theo Erauw et Erik Helsen. M. Theo Erauw remplace M. Karel Van Oostveldt depuis avril 2003.

Le Conseil d'Administration remercie M. Van Oostveldt pour son dévouement tout au long des années pendant lesquelles il a travaillé en tant qu'auditeur pour le Groupe.

Les honoraires concernant les services prestés par KPMG au plan mondial pour l'exercice 2003 s'élèvent à 5.543.785 euro, dont 2.983.817 euros pour le contrôle annuel des états financiers, 1.430.501 euros pour des conseils fiscaux, et 1.129.467 euros pour des services divers. Ces derniers concernent principalement des 'due diligence' financières lors des acquisitions et des cessions de filiales.

Il sera demandé à l'Assemblée Générale des Actionnaires du 27 avril 2004 de renouveler le mandat de l'auditeur pour une période de trois ans.

Groupe Agfa-Gevaert

États financiers

A l'attention du Conseil d'Administration et des actionnaires d'Agfa-Gevaert N.V.

Nous avons audité les bilans consolidés ci-joints d'Agfa-Gevaert N.V. et de ses filiales (le "Groupe") au 31 décembre 2003 et 2002, ainsi que les comptes de résultats consolidés, les états consolidés des bénéfices et les pertes pris en compte et les tableaux de financement consolidés. Ces comptes annuels consolidés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration de la Société. Notre mission consiste à exprimer une attestation sur ces comptes annuels basée sur le contrôle que nous avons effectué.

Attestation sans réserve des comptes annuels consolidés

Nous avons effectué notre contrôle selon les Normes d'Audits Internationales (ISA) émises par l'International Federation of Accountants (IFAC); ces normes professionnelles requièrent que notre révision soit organisée et exécutée de manière à obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels consolidés ne comportent pas d'inexactitudes significatives. Un contrôle consiste à examiner, par sondages, la justification des montants et autres informations contenus dans ces comptes annuels consolidés. Il consiste, également, à évaluer le bien-fondé des règles d'évaluation et des estimations significatives faites par les administrateurs et à évaluer la présentation des comptes annuels consolidés dans leur ensemble. Nous estimons que nos travaux fournissent une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

A notre avis, les comptes annuels consolidés donnent une image fidèle de la situation financière consolidée, ainsi que des résultats consolidés, et du financement du Groupe au 31 décembre 2003 et 2002, en conformité avec les Normes de Rapport Financier (anciennement appelées Normes Comptables Internationales), comme elles ont été adoptées par l'International Accounting Standards Board.

Attestations complémentaires

Les attestations complémentaires suivantes sont fournies de façon à compléter le rapport de contrôle mais ne sont pas de nature à modifier notre attestation des comptes annuels consolidés:

- le rapport de gestion consolidé contient les informations requises par la loi et concorde avec les comptes annuels consolidés;
- comme mentionné dans l'annexe 1(a), les comptes annuels consolidés ont été préparés en conformité avec les Normes de Rapport Financier comme elles ont été adoptées par l'International Accounting Standards Board. La décision d'appliquer les Normes Comptables Internationales a été acceptée par la Commission Bancaire et Financière le 6 juillet 1999. Les dispositions de la septième directive européenne ont été en grande partie respectées.

Anvers, le 23 mars 2004

Klynveld Peat Marwick Goerdeler, Réviseurs d'Entreprises
représentée par

T. Erauw

E. Helsen

MILLIONS D'EUROS	ANNEXE	2003	2002
Chiffre d'affaires	3	4.215	4.683
Coût des ventes		(2.449)	(2.705)
Bénéfice brut		1.766	1.978
Frais de distribution		(790)	(902)
Frais de recherche et de développement		(233)	(248)
Frais généraux d'administration		(297)	(277)
Autres produits d'exploitation	5	661	318
Autres charges d'exploitation	6	(579)	(476)
Résultat d'exploitation		528	393
Produits (charges) d'intérêts – net	7	(28)	(40)
Autres produits (charges) hors exploitation – net	8	(43)	(57)
Résultat autre que d'exploitation		(71)	(97)
Résultat avant impôts		457	296
Impôts sur les bénéfices	9	(135)	(99)
Résultat net des sociétés consolidées		322	197
Intérêts minoritaires		1	-
Part des résultats des sociétés associées		-	(3)
Résultat net pour la période comptable		323	194
Résultat de base par action (en euros)	26	2,44	1,39
Résultat dilué par action (en euros)	26	2,44	1,39

MILLIONS D'EUROS	ANNEXE	31 DÉC. 2003	31 DÉC. 2002
Actifs			
Actifs immobilisés		976	1.174
Immobilisations incorporelles	11	325	456
Immobilisations corporelles	12	616	672
Investissements	13	32	40
Instruments financiers dérivés	22	3	6
Actifs circulants		2.652	2.717
Stocks	14	813	948
Créances commerciales		826	959
Autres créances et actifs divers	15	569	630
Liquidités et équivalents de liquidités	16	397	145
Charges à reporter		18	30
Instruments financiers dérivés	22	29	5
Impôts différés	9	211	268
Actif total		3.839	4.159
Passif			
Fonds propres	17	1.371	1.383
Capital social d'Agfa-Gevaert N.V.		140	140
Prime d'émission d'Agfa-Gevaert N.V.		107	107
Bénéfices non répartis		1.056	962
Réserves		(260)	(20)
Résultat net		323	194
Écarts de conversion		5	-
Intérêts minoritaires		2	3
Passif à long terme		1.424	1.598
Dettes pour avantages liés à la retraite	18	799	843
Dettes pour engagements de personnel		36	39
Dettes financières à plus d'un an	19	558	665
Provisions à plus d'un an	21	27	37
Instruments financiers dérivés	22	4	14
Passif à court terme		1.010	1.119
Dettes financières à moins d'un an	19	72	53
Dettes commerciales		304	322
Autres dettes	20	205	249
Dettes pour engagements de personnel		85	105
Provisions à moins d'un an	21	327	380
Produit reporté		7	9
Instruments financiers dérivés	22	10	1
Impôts différés	9	32	56
Passif total		3.839	4.159

MILLIONS D'EUROS	Capital social d'Agfa- Gevaert N.V.	Prime d'émission d'Agfa- Gevaert N.V.	Bénéfices non répartis	Réserve pour actions propres	Plus-values de réévaluation	Réserve de couverture	Résultat net	Écarts de conversion	Fonds propres du Groupe Agfa- Gevaert	Intérêts minori- taires	Total
31 décembre 2002	140	107	962	(14)	(2)	(4)	194	-	1.383	3	1.386
Variations de fonds propres résultant des apports en capital et des paiements de dividendes											
Paiements de dividendes	-	-	(67)	-	-	-	-	-	(67)	-	(67)
Autres variations de fonds propres non incluses dans le résultat											
Actions propres acquises	-	-	-	(253)	-	-	-	-	(253)	-	(253)
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	-	1	-	-	-	1	-	1
Réserve de couverture	-	-	-	-	-	12	-	-	12	-	12
Écarts de conversion	-	-	-	-	-	-	-	5	5	-	5
Modifications apportées à la convention comptable	-	-	(33)	-	-	-	-	-	(33)	-	(33)
Autre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(1)	(1)
Variations de fonds propres incluses dans le résultat											
Affectation aux bénéfices non répartis	-	-	194	-	-	-	(194)	-	-	-	-
Résultat après impôts pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2003	-	-	-	-	-	-	323	-	323	-	323
31 décembre 2003	140	107	1.056	(267)	(1)	8	323	5	1.371	2	1.373

MILLIONS D'EUROS	ANNEXE	2003	2002
Liquidités et équivalents de liquidités en début d'exercice		141	223
Résultat d'exploitation		528	393
Impôts courants	9	(102)	(70)
Pertes de dépréciation, d'amortissement et de valeur		216	270
Changements de la juste valeur des instruments financiers dérivés		3	(8)
Variation de provisions à long terme		(86)	(76)
Plus-values (moins-values) sur cession d'actifs à long terme	12	2	(27)
Gains sur la cession de NDT	4	(231)	-
Charges fiscales sur la cession de NDT	4	63	-
Liquidités brutes résultant des activités d'exploitation		393	482
Diminution/(Augmentation) des stocks		80	70
Diminution/(Augmentation) des créances commerciales		62	125
Augmentation/(Diminution) des dettes commerciales		7	(17)
Variation de provisions à court terme		(9)	14
Autres variations du fonds de roulement		(11)	(63)
Liquidités brutes résultant des activités d'exploitation		522	611
Sorties de fonds pour acquisition d'immobilisations incorporelles	11	(28)	(41)
Sorties de fonds pour acquisition d'immobilisations corporelles	12	(150)	(126)
Rentrées de fonds résultant de la cession d'immobilisations incorporelles	11	-	1
Rentrées de fonds résultant de la cession d'immobilisations corporelles	12	8	58
Rentrées de fonds résultant de la cession de NDT	4	241	-
Sorties de fonds provenant des fonds propres et des titres de créance		6	(72)
Sorties de fonds provenant des acquisitions	4	-	(178)
Intérêts et dividendes perçus		24	48
Liquidités nettes provenant des/(consacrées aux) activités d'investissement		101	(310)
Distribution de dividendes aux actionnaires	17	(67)	(32)
Rachat des actions propres		(253)	(12)
Émissions nettes de titres de créances		19	(261)
Intérêts versés		(56)	(87)
Autres sorties de fonds financières		(1)	16
Liquidités nettes consacrées aux activités de financement		(358)	(376)
Variations de liquidités et d'équivalents de liquidités résultant des activités courantes		265	(75)
Variations de liquidités et d'équivalents de liquidités résultant des activités courantes périmètre de consolidation		-	1
Variations de liquidités et d'équivalents de liquidités résultant des fluctuations des cours de change		(12)	(8)
Liquidités et équivalents de liquidités en fin d'exercice	16	394	141

1. Principales conventions comptables**(a) Déclaration de conformité**

Agfa-Gevaert N.V. ("la Société") est une société implantée en Belgique. Les états financiers consolidés de la Société englobent les comptes de la Société et de ses filiales (collectivement désignées par le terme "Groupe") ainsi que les participations du Groupe dans les entités associées. L'autorisation de publier les présents états financiers consolidés a été délivrée par le Conseil d'Administration le 23 mars 2004. Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux International Financial Reporting Standards (IFRSs) émis par l'International Accounting Standards Board (IASB) et aux Standing Interpretations émises par l'International Financial Reporting Interpretations Committee (IFRIC) de l'IASB, telles qu'elles sont d'application à la date de clôture. Ils sont par ailleurs en tout point conformes aux 7èmes directives de l'Union européenne en matière de consolidation des états financiers.

L'application de l'IAS par la société en lieu et place des Normes comptables belges a été approuvée par la Commission bancaire et financière le 6 juillet 1999.

(b) Préparation des comptes

Les états financiers consolidés sont établis en euros et arrondis au million supérieur.

Les états financiers consolidés sont établis selon la convention du coût historique, à l'exception des éléments suivants de l'actif et du passif qui sont comptabilisés à leur juste valeur: instruments financiers dérivés et investissements classés comme disponibles à la vente. L'actif et le passif réalisés qui sont couverts sont comptabilisés à leur juste valeur par rapport au risque couvert.

Les conventions comptables ont été uniformément respectées par les entreprises du Groupe, à l'exception des modifications apportées à la convention comptable (annexe 9 et annexe 22), et sont identiques à celles appliquées l'année précédente.

(c) Principes de consolidation*(i) Filiales*

Les filiales sont des entreprises contrôlées par la Société. Par contrôle, on entend le pouvoir de diriger, directement ou indirectement, les politiques financière et opérationnelle d'une entreprise afin de tirer avantage de ses activités. Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date de prise de contrôle effective jusqu'au terme de ce dernier.

(ii) Entreprises associées

Les entreprises associées sont celles dont le Groupe influence notablement les politiques financière et opérationnelle, sans pour autant en détenir le contrôle. Les états financiers consolidés incluent la quote-part du Groupe dans le total des bénéfices et pertes réalisés par les entreprises associées, selon la méthode de mise en équivalence, à compter de la date à laquelle l'influence notable a commencé jusqu'à son terme. Lorsque le total des pertes du Groupe dépasse la valeur comptable de l'entreprise, cette dernière est réduite à néant et la prise en compte d'autres pertes s'interrompt, sauf dans la mesure où le Groupe a contracté des obligations par rapport à l'entreprise.

(iii) Élimination de transactions aux fins de consolidation

Les états financiers consolidés ne tiennent pas compte des bilans et transactions intra-groupe, y compris les plus-values latentes résultant de transactions internes au Groupe. Les plus-values latentes dérivées de transactions conclues avec les entités associées sont éliminées à hauteur de la participation du Groupe dans ces entreprises. Les plus-values latentes résultant de transactions effectuées avec des entreprises associées sont éliminées à hauteur de l'investissement de la Société dans ces entreprises. Les moins-values latentes sont éliminées selon les mêmes principes, à condition toutefois qu'il n'y ait pas de perte de valeur.

(d) Conversion des devises*(i) Transactions impliquant des devises étrangères*

Les transactions effectuées en monnaies étrangères par les différentes entreprises du Groupe sont converties au taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change en vigueur à la date de clôture du bilan. Les écarts de conversion constatés sont comptabilisés dans le compte de résultat annuel. Les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change étranger en vigueur à la date de clôture du bilan.

(ii) États financiers des établissements étrangers

Les établissements étrangers du Groupe ne sont pas considérés comme faisant partie intégrante des activités de la Société. Par conséquent, les actifs et passifs résultant des établissements étrangers, y compris l'écart d'acquisition positif et les ajustements de la juste valeur provenant de la consolidation, sont convertis au taux de change en vigueur à la date de clôture du bilan. Les recettes et les dépenses des établissements étrangers sont converties en euros au taux de change moyen de l'exercice. Les écarts de conversion éventuels sont directement inscrits dans les capitaux propres.

Les états financiers des établissements étrangers exerçant leurs activités dans des économies hyperinflationnistes sont convertis dans la monnaie de mesure de l'entreprise locale (généralement le dollar américain, USD), comme s'il s'agissait de leur monnaie fonctionnelle. Les actifs et passifs non monétaires ainsi que les comptes de résultat y afférents sont convertis selon la méthode du cours historique de sorte que le résultat exprimé dans la monnaie de présentation des états financiers corresponde à celui qui aurait été obtenu si la transaction sous-jacente avait été effectuée dans cette monnaie.

1. Principales conventions comptables

suite

1. Principales conventions comptables

suite

(e) Instruments financiers dérivés

Le Groupe recourt essentiellement à des instruments financiers dérivés pour se prémunir des risques de change et de taux d'intérêt découlant de ses activités d'exploitation, de financement et d'investissement. Fidèle à sa politique de gestion de trésorerie, le Groupe ne détient ni n'émet actuellement d'instrument dérivé à des fins commerciales. Toutefois, les instruments dérivés qui ne peuvent intervenir pour la comptabilité de couverture sont comptabilisés comme instruments commerciaux.

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés initialement au coût de l'acquisition. Après la comptabilisation initiale, les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à leur juste valeur. La comptabilisation de tout profit ou perte qui en résulte dépend de la nature de l'élément couvert (convention comptable f).

Les instruments financiers dérivés qui sont des instruments de couverture non considérés comme des couvertures, ou qui ne peuvent intervenir comme couvertures, sont comptabilisés à leur juste valeur avec les changements de valeur inclus dans le compte de résultat.

Les justes valeurs des contrats d'intérêt dérivés sont estimées en actualisant les flux de trésorerie futurs escomptés à l'aide des taux d'intérêt actuels du marché et de la courbe de rendement sur le terme restant de l'instrument. La juste valeur des contrats de change à terme est leur prix du marché coté à la date du bilan, c'est-à-dire la valeur actuelle du prix à terme coté.

(f) Couverture

(i) Couvertures des cash-flows

Lorsqu'un instrument financier dérivé est considéré comme une couverture de la variabilité des cash-flows d'un actif ou d'un passif comptabilisé, un engagement ferme ou une transaction prévue fortement probable, la partie effective d'un profit ou d'une perte sur l'instrument financier dérivé est inscrite directement dans les fonds propres. Lorsque l'engagement ferme ou la transaction prévue se traduit par la comptabilisation d'un actif ou d'un passif, le profit ou la perte cumulé(e) est retiré(e) des fonds propres et inclus(e) dans la mesure initiale du coût d'acquisition ou d'une autre valeur comptable de l'actif ou du passif. Sinon, le profit ou la perte cumulé(e) est retiré(e) des fonds propres et inscrit(e) dans le compte de résultat en même temps que la transaction couverte. La partie non effective d'un profit ou d'une perte est inscrite dans le compte de résultat immédiatement. Tout profit ou perte résultant de changements dans la valeur temporelle de l'instrument financier dérivé est exclu de la mesure de l'efficacité de la couverture et inscrit immédiatement dans le compte de résultat.

Lorsqu'un instrument de couverture ou une relation de couverture arrive à son terme mais que la transaction couverte doit encore avoir lieu, le profit ou la perte cumulé(e) à ce stade reste dans les fonds propres et est inscrit(e) conformément à la convention précitée lorsque la transaction a lieu. Si la transaction couverte n'est plus probable, le profit ou la perte cumulé(e) non réalisé(e) inscrit(e) dans les fonds propres est comptabilisé(e) immédiatement dans le compte de résultat.

(ii) Couvertures en juste valeur

Pour des couvertures en juste valeur, où des instruments financiers dérivés couvrent la juste valeur des actifs et des passifs, les changements dans la juste valeur des instruments financiers dérivés sont inscrits dans le compte de résultat en même temps que les changements dans la juste valeur de l'élément couvert associé.

(iii) Couverture d'un investissement net dans un établissement étranger

Lorsqu'une dette en devise étrangère couvre un investissement net dans un établissement étranger, les écarts de conversion résultant de la conversion de la dette en euros sont inscrits directement dans les fonds propres.

Lorsqu'un instrument financier dérivé couvre une participation nette dans une opération étrangère, la partie du bénéfice ou de la perte relative à l'instrument de couverture, définie comme couverture effective, est inscrite immédiatement dans les fonds propres et la partie ineffective est inscrite dans le compte de résultat.

(g) Publication d'informations sectorielles

La publication des informations sectorielles s'effectue selon deux formats. Le premier est utilisé pour décrire les trois Business Segments qui composent la structure du Groupe: Consumer Imaging, Graphic Systems et Technical Imaging. Le second format sert à la présentation des quatre zones géographiques desservies par le Groupe.

Les résultats sectoriels comprennent les recettes et les dépenses directement imputables à un Business Segment ainsi que la part des recettes et dépenses qui peut raisonnablement lui être attribuée.

Les actifs et passifs sectoriels englobent les actifs et passifs d'exploitation directement imputables à un Business Segment ou qui peuvent lui être raisonnablement attribués. Les actifs et passifs sectoriels n'incluent pas l'impôt sur le revenu.

(h) Activités abandonnées

Une activité abandonnée est un élément clairement identifiable, parmi les activités du Groupe, (a) qui est cédé ou arrêté à la suite d'un plan unique; (b) qui représente une part d'activité ou une zone géographique d'activités, importante et distincte et (c) qui peut être identifié en termes d'exploitation et à des fins d'information financière.

(i) Immobilisations incorporelles*(i) Ecart d'acquisition*

L'écart d'acquisition positif résultant d'une acquisition correspond à la différence entre le coût d'acquisition et la juste valeur des immobilisations nettes identifiées achetées. L'écart d'acquisition positif est comptabilisé au coût de l'acquisition, déduction faite de l'amortissement cumulé et des pertes de valeur. Pour ce qui est des entreprises associées, la valeur comptable de l'écart d'acquisition positif est incluse dans la valeur comptable de la participation détenue dans chaque entreprise.

1. Principales conventions comptables

suite

1. Principales conventions comptables

suite

(ii) Recherche et développement

Les dépenses de recherche, engagées dans l'objectif d'acquérir de nouvelles connaissances scientifiques ou techniques, sont prises en charge lorsqu'elles sont encourues.

Les dépenses de développement, au moyen desquelles les découvertes issues de la recherche sont appliquées à un plan ou un concept dans le but de produire des produits et processus nouveaux ou notablement améliorés, peuvent être immobilisées si et seulement si toutes les conditions définies par la norme IAS 38.45 sont réunies. Ces conditions ne sont pas remplies.

(iii) Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles acquises par le Groupe sont comptabilisées au coût d'acquisition, diminué de l'amortissement cumulé et des pertes de valeur.

(iv) Amortissement

L'amortissement est passé en charges dans le compte de résultat selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimée des immobilisations incorporelles. L'écart d'acquisition est amorti à partir de la date de comptabilisation initiale; les autres immobilisations incorporelles sont amorties à compter de leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entreprise. Les durées de vie utile sont estimées comme suit:

Écart d'acquisition	5 à 20 ans
Contrats collectifs multi-hospitaliers	4 ans
Logiciel informatique	max. 4 ans

(j) Immobilisations corporelles

(i) Immobilisations acquises

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition ou de production, déduction faite de l'amortissement cumulé et des pertes de valeur.

Le prix de revient des immobilisations corporelles produites par l'entreprise englobe le coût direct des matières premières, les frais directs de fabrication, des quotes-parts adéquates de matériel et frais généraux de fabrication, ainsi qu'une quote-part adéquate d'amortissement et de réduction de valeur des actifs utilisés pour la fabrication. Ceci inclut la part des dépenses dévolue aux régimes de retraite de l'entreprise et aux avantages sociaux attribuables à la fabrication. Les coûts d'emprunt ne sont pas activés.

Les dépenses consacrées à la remise en état des immobilisations corporelles sont normalement imputées en charges, en contrepartie des produits. Elles sont en revanche activées si elles résultent en un accroissement des avantages futurs découlant des immobilisations corporelles.

Les immobilisations corporelles sont amorties linéairement sur leur durée de vie utile estimée, sauf si la méthode dégressive semble plus appropriée compte tenu de l'utilisation réelle de l'immobilisation. Les terrains ne sont pas amortis.

La durée de vie utile estimée des différentes catégories d'immobilisations se chiffre comme suit:

Immeubles	20 à 50 ans
Infrastructure extérieure	10 à 20 ans
Installations des usines	6 à 20 ans
Matériel et équipement	6 à 12 ans
Laboratoires et centres de recherche	3 à 5 ans
Matériel de transport	4 à 8 ans
Équipement informatique	3 à 5 ans
Mobilier et aménagements	4 à 10 ans

(ii) Immobilisations louées

Les contrats de location pour lesquels le Groupe assume pratiquement tous les risques et détient pratiquement tous les avantages inhérents à la propriété des actifs loués sont classés dans les contrats de location-financement. Les immobilisations corporelles acquises sur la base de tels contrats sont comptabilisées au montant le plus faible de leur valeur de marché ou de la valeur actuelle des échéances minimales des loyers à l'entrée en vigueur du contrat de location-financement, diminué de l'amortissement cumulé et des pertes de valeur. La période d'amortissement coïncide avec la durée de vie utile estimée de l'immobilisation ou la durée du contrat de location, selon la période la plus courte.

(k) Investissements dans des titres de participation

Les participations classifiées comme actifs à long terme englobent les participations dans des sociétés dont le Groupe ne détient pas le contrôle.

Si le Groupe dispose, directement ou indirectement, de plus de 20% des droits de vote et/ou influence notablement les politiques financière et opérationnelle d'une société, les participations sont comptabilisées comme s'il s'agissait d'entreprises associées. Les participations dans des entreprises associées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. S'il existe des indices mentionnant qu'une participation dans une société associée s'est vue déprécier, la règle comptable des pertes de valeur est appliquée.

Les autres investissements dans les titres de participation sont classés comme étant disponibles à la vente et sont comptabilisés à leur juste valeur, à l'exception des instruments de participation qui n'ont pas un prix du marché coté sur un marché actif et dont la juste valeur ne peut être mesurée de manière fiable. Ces instruments de participation exclus d'une évaluation de la juste valeur sont comptabilisés au coût de l'acquisition.

Un bénéfice ou une perte résultant d'un changement de juste valeur d'un investissement classé comme disponible à la vente et ne faisant pas partie d'une relation de couverture est inscrit directement dans les capitaux propres. Lorsque l'investissement est vendu, recouvert ou cédé d'une autre manière, ou si la valeur comptable de l'investissement se déprécie, le bénéfice ou la perte cumulé(e) comptabilisé(e) antérieurement dans les capitaux propres est transféré(e) dans le compte de résultat.

La juste valeur des investissements disponibles pour la vente est leur prix d'achat coté à la date du bilan.

1. Principales conventions comptables
suite

1. Principales conventions comptables

suite

(l) Perte de valeur

Les valeurs comptables des actifs du Groupe, autres que les stocks, les charges d'impôts différés et les actifs provenant des avantages sociaux, sont réexaminées à chaque clôture de bilan afin de déterminer si elles ont diminué. Si tel semble être le cas, on estime le montant recouvrable de l'actif.

Le montant récupérable des créances du Groupe est calculé comme étant la valeur actuelle des cash-flows futurs escomptés, actualisés au taux d'intérêt réel initial inhérent à l'actif. Les créances à court terme ne sont pas actualisées.

Le montant récupérable des autres actifs est le montant le plus élevé entre la valeur de réalisation nette de l'actif et sa valeur d'usage. En estimant la valeur d'usage, les cash-flows escomptés sont actualisés en utilisant un taux avant impôts reflétant les estimations actuelles du marché concernant la valeur temporelle de l'argent et les risques inhérents à l'actif. Lorsqu'un actif ne génère pas de recettes significatives, on détermine le montant recouvrable de l'entité génératrice à laquelle appartient cet actif.

Une moins-value est constatée chaque fois que la valeur comptable d'un actif ou de l'entité génératrice à laquelle il appartient, est supérieure à son montant recouvrable. Ces moins-values sont comptabilisées dans le compte de résultat.

Une moins-value précédemment comptabilisée est contre-passée si les estimations effectuées pour déterminer le montant recouvrable ont été modifiées, mais, dans tous les cas, pour un montant inférieur à la valeur nette comptable qui aurait été déterminée si aucune moins-value n'avait été constatée au cours des exercices précédents. Une moins-value concernant l'écart d'acquisition ne peut être annulée, à moins qu'elle n'ait été causée par un événement extérieur particulier à caractère exceptionnel et non susceptible de se reproduire, et que l'augmentation du montant recouvrable serve clairement à annuler l'effet de cet événement particulier.

(m) Stocks

Les matières premières, les fournitures et les biens achetés destinés en vue de leur revente sont évalués à leur coût d'acquisition. Les en-cours de production ainsi que les produits finis sont évalués, quant à eux, à leur prix de revient. Le prix de revient englobe le coût direct des matériaux, les frais directs de fabrication, des quotes-parts adéquates de matériel et frais généraux de fabrication, ainsi qu'une quote-part adéquate d'amortissement et de réduction de valeur des actifs utilisés pour la production. Ceci inclut la part des dépenses dévolue aux régimes de retraite de l'entreprise et aux avantages sociaux attribuables à la fabrication. Les frais administratifs attribuables à la production sont également inclus.

Les stocks sont évalués selon la méthode du coût moyen pondéré.

(n) Créances commerciales et autres

Les créances commerciales et autres sont comptabilisées à leur valeur nominale, diminuée des pertes de valeur.

À l'entrée en vigueur du contrat de location, les créances faisant l'objet d'une location-financement sont comptabilisées à la valeur actualisée des paiements futurs de loyers nets. Les créances sont réduites pendant toute la durée du contrat de location de la part des loyers affectée au remboursement du principal.

(o) Liquidités et équivalents de liquidités

Les liquidités et les équivalents de liquidités se composent du solde de caisse et des dépôts à vue.

(p) Capital social*(i) Rachat du capital social*

En cas de rachat de capital social inclus dans les capitaux propres, le montant de la contrepartie versée, y compris les frais directement imputables, est comptabilisé comme une évolution de l'avoir. Les actions rachetées sont assimilées à des actions non émises et déduites des capitaux propres.

(ii) Dividendes

Les dividendes sont comptabilisés en éléments de passif pour la période au cours de laquelle ils ont été déclarés.

(q) Emprunts productifs d'intérêts

Les emprunts productifs d'intérêts sont initialement comptabilisés au coût, après déduction des frais de transaction nets. Après la comptabilisation initiale, les emprunts productifs d'intérêts sont comptabilisés au coût amorti, les différences éventuelles entre le coût et la valeur de remboursement étant portées au compte de résultat pour la période de validité des emprunts sur la base d'un intérêt réel.

(r) Impôts sur les résultats

Les impôts sur les résultats perçus sur les bénéfices ou pertes de l'exercice regroupent les impôts courants et différés. Ils sont inscrits au compte de résultat sauf s'ils portent sur des éléments repris dans les capitaux propres; auquel cas ils sont eux aussi comptabilisés dans les capitaux propres.

Les impôts courants désignent les impôts à payer sur le revenu imposable de l'exercice, calculés selon les taux d'imposition en vigueur ou promulgués à la date de clôture du bilan, ainsi que les redressements relatifs aux exercices antérieurs.

1. Principales conventions comptables

suite

1. Principales conventions comptables

suite

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable, laquelle engendre des différences temporaires entre la valeur comptable des actifs et des passifs inscrite dans les rapports financiers et leur valeur fiscale. Les différences temporaires suivantes ne sont pas prises en compte: écart d'acquisition positif non déductible à des fins de fiscalité, comptabilisation initiale des actifs et passifs n'influençant pas la comptabilité ou les bénéfices imposables et différences se rapportant à des participations dans des filiales pour lesquelles aucune contre-passation n'est prévue dans un avenir proche. La charge des impôts différés mentionnée est calculée selon le mode de réalisation ou de règlement prévu de la valeur comptable des actifs et passifs, sur la base des taux d'imposition en vigueur ou promulgués à la date de clôture du bilan.

Les actifs d'impôts différés ne sont comptabilisés que s'ils sont susceptibles d'engendrer des bénéfices imposables permettant d'utiliser les crédits et débits d'impôts inutilisés. Les actifs d'impôts différés sont réduits si la réalisation des bénéfices imposables y afférents se révèle improbable.

Des impôts supplémentaires sur le revenu résultant de la distribution de dividendes sont inscrits en même temps que l'obligation de verser le dividende correspondant.

(s) Avantages sociaux

(i) Avantages liés à la retraite

Les avantages liés à la retraite comprennent les prestations de retraite, d'assurance-vie et de soins de santé.

La majorité des salariés du Groupe perçoivent des allocations de retraite dans le cadre de régimes à cotisations déterminées ou à prestations déterminées, gérés par des fonds indépendants, des régimes d'assurance ou des régimes reposant sur une semi-capitalisation.

(1) Régimes à cotisations déterminées:

Les cotisations versées aux régimes de retraite à cotisations déterminées sont passées en charges dans le compte de résultat à la date du paiement.

(2) Régimes à prestations déterminées:

En ce qui concerne les régimes à prestations déterminées, le montant inscrit au bilan équivaut à la valeur actualisée de l'obligation de prestation ajustée en fonction des gains et pertes actuariels non constatés, diminuée des éventuels coûts afférents du service antérieurs non encore constatés et de la juste valeur des actifs de régime. Si le calcul débouche sur un excédent net, l'actif comptabilisé ne dépasse pas le total net des pertes actuarielles et des coûts afférents du service non constatés cumulés et la valeur actualisée des bénéfices économiques sous la forme de remboursements provenant du régime ou de réductions des futures cotisations versées au régime.

La prise en compte des gains et pertes actuariels s'effectue séparément pour chaque régime à prestations déterminées. Si le gain ou la perte net(te) cumulé(e) non constaté(e) dépasse 10% de la valeur actualisée de l'obligation de prestation ou de la juste valeur des actifs du régime, selon celle qui est la plus élevée, cet excédent est inscrit dans le compte de résultat sur la durée de service restante moyenne des salariés participant au régime. Dans les autres cas, le gain ou la perte actuariel n'est pas comptabilisé.

Les coûts afférents du service antérieurs sont linéairement passés en charges sur la période moyenne écoulée jusqu'à l'acquisition des droits. Si les droits ont été acquis à la suite de la mise en place, ou de la modification, d'un régime de retraite à prestations déterminées, les coûts afférents du service antérieurs sont immédiatement passés en charges.

La valeur actualisée des obligations de prestations déterminées et les coûts de service y afférents sont calculés par un actuaire qualifié au moyen de la méthode des unités de crédit projetées. Le taux d'actualisation appliqué correspond au rendement enregistré à la date de clôture du bilan sur les obligations de sociétés de premier choix dont la date d'échéance coïncide approximativement avec celle des obligations du Groupe. Le montant imputé au compte de résultat se compose des coûts afférents du service courants, des charges d'intérêts, du rendement attendu sur les actifs du régime et des gains et pertes actuariels.

Les allocations de pré-retraite sont traitées au même titre que les indemnités de licenciement.

(ii) Autres avantages sociaux à long terme

L'obligation nette du Groupe en matière d'avantages sociaux à long terme, autres que les prestations de retraite, d'assurance-vie et de soins de santé, équivaut aux avantages futurs obtenus par les salariés au vu de leur ancienneté acquise au cours des périodes actuelle et antérieures. Cette obligation est calculée au moyen de la méthode des unités de crédit projetées. Le montant obtenu est actualisé et diminué de la juste valeur des actifs connexes. Le taux d'actualisation appliqué correspond au rendement enregistré à la date de clôture du bilan sur les obligations de sociétés de premier choix dont la date d'échéance coïncide approximativement avec celle des obligations du Groupe.

(iii) Indemnités de licenciement

Les indemnités de licenciement sont comptabilisées comme dette et comme dépense lorsqu'une société du Groupe s'engage visiblement à : (a) licencier un employé ou un groupe d'employés avant la date normale de la retraite; ou (b) verser des indemnités de licenciement à la suite d'une offre destinée à encourager les départs volontaires.

Lorsque les indemnités de licenciement arrivent à échéance plus de douze mois après la date du bilan, elles sont actualisées à l'aide du taux d'actualisation qui correspond au rendement enregistré à la date de clôture du bilan sur les obligations de sociétés de premier choix dont la date d'échéance coïncide approximativement avec celle des obligations du Groupe.

(iv) Prestations sociales liées à l'actionnariat

Aucune compensation n'est inscrite pour les options ou bons de souscription accordés à des employés dans le cadre des régimes de participation des employés sous la forme d'actions.

1. Principales conventions comptables

suite

1. Principales conventions comptables

suite

(t) Provisions

Les provisions sont portées au bilan lorsqu'une société du Groupe doit s'acquitter d'une obligation (légale ou présumée) découlant d'un événement antérieur; il est probable qu'une sortie de ressources représentant des avantages économiques sera nécessaire pour honorer cette obligation et que la valeur de l'obligation peut être estimée de manière fiable.

Le montant identifié comme provision correspond à l'estimation la plus précise de la dépense requise pour régler l'obligation à la date de clôture du bilan.

Si l'effet est matériel, des provisions sont déterminées en actualisant les cash-flows futurs escomptés à l'aide d'un taux avant impôts reflétant les estimations actuelles du marché concernant la valeur temporelle de l'argent et, selon le cas, les risques inhérents à l'actif.

Les provisions pour restructuration ne sont comptabilisées que si le Groupe a approuvé un plan de réorganisation détaillé et formel et si la restructuration a commencé ou a été annoncée aux personnes concernées. Les frais d'exploitation futurs ne sont pas prévus.

Conformément à la politique du Groupe en matière d'environnement et aux réglementations en vigueur, les provisions pour assainissement de sites pollués ne sont comptabilisées que si la pollution a pu être vérifiée.

Une provision pour contrats onéreux est comptabilisée lorsque le profit que le Groupe espère générer d'un contrat est inférieur aux coûts inévitables auxquels il doit faire face pour tenir ses engagements contractuels.

(u) Dettes commerciales et autres

Les dettes commerciales et autres sont comptabilisées au coût.

(v) Recettes

Les recettes provenant de la vente de marchandises sont inscrites au compte de résultat lorsque les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés à l'acheteur.

Les recettes sont comptabilisées s'il n'existe aucune réelle incertitude quant à la récupération de la contrepartie, aux coûts connexes ou à la possibilité de retour des marchandises.

Les redevances et les frais de location sont inclus dans les recettes et comptabilisés s'il est probable que les avantages économiques découlant de la transaction reviendront au Groupe et sont évaluables avec fiabilité. Les revenus sont pris en compte selon la comptabilité d'exercice conformément à l'accord applicable.

(w) Charges*(i) Produits (charges) d'intérêts*

Les produits (charges) d'intérêts comprennent les intérêts à payer sur les emprunts et les intérêts à recevoir sur les fonds investis. Les gains ou pertes de change sur opérations hors exploitation, ainsi que les gains ou pertes sur des instruments de couverture relatifs à des opérations hors exploitation, apparaissent au poste "Autres produits (charges) hors exploitation".

Les produits d'intérêts sont inscrits au compte de résultat au fur et à mesure de leur production, compte tenu du rendement réel de l'actif. Les produits de dividendes sont, quant à eux, comptabilisés le jour de la déclaration des dividendes.

Tous les intérêts et coûts liés aux emprunts sont passés en charge dès qu'ils sont exposés. Les charges d'intérêts provenant des contrats de location-financement sont reprises dans le compte de résultat au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif.

(ii) Paiements des baux d'exploitation

Les paiements versés dans le cadre de baux d'exploitation sont inscrits au compte de résultat selon la méthode linéaire sur toute la durée du bail.

Les primes de concession perçues sont présentées dans le compte de résultat comme faisant partie intégrante du total des loyers versés.

1. Principales conventions comptables

suite

2. Sociétés consolidées

Les États Financiers Consolidés de 2003 du Groupe comprennent la Société et 80 filiales consolidées contrôlées par la Société. En 2002, les comptes consolidés incluaient 83 filiales consolidées (annexe 27).

En 2003, 14 filiales ont été exclues de la consolidation (2002: 17 filiales) qui, globalement sont non significatives en regard de la valeur nette, de la situation financière et des bénéfices du Groupe. À un niveau global, les filiales exclues représentaient moins de 1% des ventes du Groupe.

Le 31 décembre 2003, le Groupe a cédé son business group “Non-Destructive Testing” à GE Aircraft Engines, une division de General Electric Company (E-U). Cette cession comprend toutes les activités d'Agfa dans le domaine du Non-Destructive Testing, à l'exception de la production des films radiographiques pour lesquels le Groupe et General Electric ont conclu un contrat de fourniture à long terme selon les modalités duquel General Electric deviendra le fournisseur exclusif des films radiographiques industriels Agfa. Cette cession n'est pas considérée comme une activité abandonnée.

3. Publication d'informations sectorielles

La publication des informations sectorielles s'effectue selon deux formats. Le premier est utilisé pour décrire les trois Business Segments qui composent la structure du Groupe: Consumer Imaging, Graphic Systems et Technical Imaging. Le second format sert à la présentation des quatre zones géographiques desservies par le Groupe.

Les différents Business Segments exercent les activités suivantes:

- Le Business Segment Consumer Imaging développe, produit et commercialise des films négatifs couleur, diapositives et noir et blanc et des appareils “prêts-à-photographier” jetables ainsi qu'un appareil photo multi-usage destiné aux nouveaux systèmes APS (Advanced Photo System - système photo avancé). La gamme comprend également du papier photographique, des produits photochimiques, des équipements de laboratoire, des minilabs.
- La gamme de produits du Business Segment Graphic Systems s'étend des films graphiques aux plaques d'impression, aux systèmes d'épreuves couleur numériques et aux unités d'exposition CtP.
- Le Business Segment Technical Imaging propose une gamme de produits de diagnostics médicaux comprenant des films radiographiques, des systèmes de reprographie et le réseau Agfa “Impax” conçu pour gérer la distribution et l'archivage des images et des données de diagnostic. Ses autres domaines d'activité sont la micrographie et les films cinématographiques.

Les données clés par Business Segment et par région ont été calculées comme suit:

- La rentabilité sur chiffre d'affaires correspond au ratio "résultat d'exploitation" sur "ventes externes".
- L'excédent brut d'exploitation correspond à la différence entre le flux d'encaissements et le flux de décaissements, avant prise en compte d'un quelconque emploi de fonds.
- Les dépenses en capital sectorielles représentent le total des coûts engagés pendant la période pour acquérir des éléments d'actif sectoriels dont l'utilisation devrait s'étaler sur plusieurs années.
- Le résultat sectoriel correspond à la différence entre les produits sectoriels et les charges sectorielles, à l'exclusion des frais administratifs.

3. Publication d'informations sectorielles suite

3. Publication d'informations sectorielles

suite

Les données clés par Business Segment et par région

Business Segment Consumer Imaging (CI)

MILLIONS D'EUROS	2003	2002
Chiffre d'affaires (externe)	870	1.048
Évolution	(17,0)%	(12,5)%
Résultat d'exploitation	(84)	16
Rentabilité sur chiffre d'affaires	(9,7)%	1,5%
Résultat sectoriel	(16)	72
Actif sectoriel	572	704
Passif sectoriel	582	541
Excédent brut d'exploitation	(59)	19
Dépenses en capital	30	24
Amortissements et dépréciations	46	55
Pertes de valeur imputées	-	1
Pertes de valeur contre-passées	-	-
Autres dépenses non pécuniaires (sans reprise des provisions)	16	24
Frais de recherche et de développement	59	65
Nombre de salariés en fin d'exercice	3.704	3.956

Régions Europe ALENA

MILLIONS D'EUROS	2003	2002	2003	2002
Chiffre d'affaires (externe)				
par marché	2.148	2.334	1.111	1.341
Chiffre d'affaires (externe)				
par point d'origine	2.429	2.641	1.073	1.316
Évolution	(8,0)%	(5,0)%	(18,5)%	(4,8)%
Actif sectoriel	1.754	2.012	583	787
Passif sectoriel	1.299	1.373	311	434
Résultat d'exploitation	332	353	160	22
Rentabilité				
sur chiffre d'affaires	13,7%	13,4%	14,9%	1,7%
Dépenses en capital	134	127	21	28
Amortissements et dépréciations	140	150	60	87
Pertes de valeur imputées	-	4	-	22
Pertes de valeur contre-passées	-	2	-	8
Frais de recherche et développement	173	188	60	60
Nombre de salariés en fin d'exercice	12.301	13.620	3.245	3.884
Nombre de salariés en fin d'exercice (équivalents temps plein)				

3. Publication d'informations sectorielles

suite

Graphic Systems (GS)		Technical Imaging (TI)		Groupe Agfa-Gevaert	
2003	2002	2003	2002	2003	2002
1.622	1.813	1.723	1.822	4.215	4.683
(10,5)%	(4,1)%	(5,4)%	(0,1)%	(10,0)%	(4,6)%
90	126	522	251	528	393
5,5%	6,9%	30,3%	13,8%	12,5%	8,4%
211	246	630	352	825	670
1.000	1.102	1.099	1.354	2.671	3.160
534	634	553	694	1.669	1.869
100	154	352	309	393	482
76	48	72	95	178	167
65	78	105	121	216	254
-	7	-	18	-	26
-	2	-	8	-	10
(45)	13	(44)	28	(73)	65
71	75	103	108	233	248
7.200	7.396	6.806	8.370	17.710	19.722

Amérique latine		Asie/Afrique/Australie		Groupe Agfa-Gevaert	
2003	2002	2003	2002	2003	2002
179	186	777	822	4.215	4.683
147	150	566	576	4.215	4.683
(2,0)%	(15,7)%	(1,7)%	1,1%	(10,0)%	(4,6)%
87	101	247	260	2.671	3.160
9	12	50	50	1.669	1.869
19	10	17	8	528	393
12,9%	6,7%	3,0%	1,4%	12,5%	8,4%
6	6	17	6	178	167
7	8	9	9	216	254
-	-	-	-	-	26
-	-	-	-	-	10
-	-	-	-	233	248
651	651	1.513	1.567	17.710	19.722
				17.340	19.341

3. Publication d'informations

Rapprochement des actifs et passifs sectoriels du bilan total et rapprochement du résultat sectoriel du résultat total du Groupe.

suite

MILLIONS D'EUROS

	2003					2002				
	Consumer Imaging	Graphic Systems	Technical Imaging	Non affectés	Consolidés	Consumer Imaging	Graphic Systems	Technical Imaging	Non affectés	Consolidés
Résultat sectoriel	(16)	211	630		825	72	246	352		670
Frais généraux d'administration				(297)	(297)				(277)	(277)
Charges d'intérêts				(28)	(28)				(40)	(40)
Autres charges hors exploitation				(43)	(43)				(57)	(57)
Charges fiscales				(135)	(135)				(99)	(99)
Part des résultats des sociétés associées				-	-				(3)	(3)
Intérêts minoritaires				1	1				-	-
Résultat net pour la période comptable					323					194
Actif sectoriel	572	1.000	1.099		2.671	704	1.102	1.354		3.160
Investissements				32	32				40	40
Créances au titre de contrats de location-financement				432	432				462	462
Liquidités et équivalents de liquidités				397	397				145	145
Actif d'impôts différés				211	211				268	268
Instruments financiers dérivés				32	32				11	11
Autres créances non affectées				64	64				73	73
Actif total					3.839					4.159
Passif sectoriel	582	534	553		1.669	541	634	694		1.869
Dettes financières				630	630				718	718
Passif d'impôts différés				32	32				56	56
Fonds propres				1.373	1.373				1.386	1.386
Instruments financiers dérivés				14	14				15	15
Autres dettes non affectées				121	121				115	115
Passif total					3.839					4.159

4. Tableau de financement – impact des acquisitions et des cessions

Il n'y a pas eu d'acquisitions matérielles en 2003.

Cessions en 2003

Le 31 décembre 2003, le Groupe a cédé son business group “Non-Destructive Testing” (qui faisait partie du Business Segment “Technical Imaging”) à GE Aircraft Engines pour un prix de 406 millions d'euros. Après la prise en compte du passif et de l'actif non transféré, la cession a généré des liquidités s'élevant à 304 millions d'euros.

La cession a eu l'impact suivant sur l'actif et le passif du Groupe:

MILLIONS D'EUROS

Immobilisations incorporelles	71
Immobilisations corporelles	21
Investissements	1
Stocks	19
Créances commerciales	27
Autres créances	1
Actif d'impôts différés	5
Liquidités	4
Dettes pour avantages liés à la retraite	(55)
Dettes pour engagements de personnel	(5)
Dettes envers les banques	(2)
Dettes commerciales	(10)
Autres dettes	(4)
Provisions	(11)
Pertes de change	15
Gains sur la cession de NDT	231
Montant reçu	308
Liquidités transférées	(4)
Rentrées de fonds résultant des cessions	304
Impact fiscal	(63)
Rentrée de fonds nette	241

Le bénéfice avant impôt sur la cession s'élève à 231 millions d'euros (168 millions d'euros après impôt). La part correspondante des pertes de changes cumulées (15 millions d'euros) est comprise dans le bénéfice sur la cession. Les coûts directement liés à la cession se sont montés à 7 millions d'euros.

Acquisitions réalisées en 2002

L'acquisition de Mitra Inc. a eu l'impact suivant sur l'actif et le passif du Groupe:

MILLIONS D'EUROS

Écart d'acquisition positif résultant d'une acquisition	178
Immobilisations corporelles	5
Stocks	1
Investissements	2
Créances commerciales	8
Autres créances	1
Liquidités et équivalents de liquidités	15
Dettes pour engagements de personnel	(1)
Dettes commerciales	(1)
Dettes fiscales	(5)
Autres dettes	(6)
Intérêts minoritaires	(4)
Montant versé	193
Liquidités acquises	(15)
Sortie de fonds nette	178

**4. Tableau de financement –
impact des acquisitions et des cessions**
suite

5. Autres produits d'exploitation

MILLIONS D'EUROS	2003	2002
Gains de change	284	177
Gain réalisé sur la cession de NDT (annexe 4)	231	-
Changements de la juste valeur des instruments financiers	48	13
Produits de location-financement	38	41
Reprise des provisions inutilisées	15	7
Revenus locatifs	5	11
Plus-values sur cession d'actifs immobilisés	1	31
Redevances	1	1
Autres produits	38	37
Total	661	318

6. Autres charges d'exploitation

MILLIONS D'EUROS	2003	2002
Pertes de change	286	196
Frais de restructuration	82	116
Changements de la juste valeur des instruments financiers	52	7
Amortissement de l'écart d'acquisition positif	41	62
Réductions de valeur sur créances	40	44
Provisions	8	3
Charges liées aux principes comptables énoncés	8	3
Loyers	3	9
Moins-values résultant de la cession d'actifs immobilisés	3	4
Impôts fonciers	2	3
Autres charges	54	29
Total	579	476

Frais de restructuration

En 2003, le Groupe a enregistré des frais de restructuration d'un montant de 82 millions d'euros. Ces dépenses comprenaient des indemnités de licenciement pour un montant de 76 millions d'euros, des pertes de stocks de 2 millions d'euros et d'autres frais s'élevant à 4 millions d'euros.

MILLIONS D'EUROS

2003

2002

Revenus des autres titres et prêts

inclus dans les investissements

1

3

Autres intérêts et produits similaires

22

44

Autres intérêts et charges similaires

(51)

(87)

Total**(28)****(40)****7. Produits (charges) d'intérêts**

MILLIONS D'EUROS

2003

2002

Gains (pertes) de change

37

(11)

Réductions de valeur/pertes de valeur imputées

à d'autres investissements

(1)

(1)

Pertes de réévaluation sur des instruments financiers

(34)

(4)

Part des intérêts des provisions productives d'intérêts

(44)

(45)

Produits (charges) divers hors exploitation

(1)

4

Total**(43)****(57)****8. Autres produits (charges)
hors exploitation**

La part des intérêts des provisions productives d'intérêts comprend avant tout la dotation aux intérêts relative aux provisions pour engagement de personnel pour les retraites et autres avantages liés à la retraite.

Enregistrés dans le compte de résultat

MILLIONS D'EUROS

2003

2002

Impôts courants

(102)

(70)

Charges fiscales/produits fiscaux différés

(33)

(29)

**Total des charges fiscales/produits fiscaux
dans le compte de résultat****(135)****(99)****9. Impôts sur les résultats**

9. Impôts sur les résultats

suite

Rapport entre les charges fiscales et le bénéfice comptable

Résumé 2003

MILLIONS D'EUROS

	Base de calcul	Charges fiscales/ produits fiscaux	Taux d'imposition
Bénéfice comptable avant impôts et avant écritures de consolidation	584	135	23,12%
Écritures de consolidation (principalement liées aux dividendes inter-sociétés)	(127)		
Bénéfice comptable avant impôts	457	135	29,54%

État de rapprochement du taux d'imposition réel

MILLIONS D'EUROS

	Avant ajustements de consolidation	Ajustements de consolidation	Après ajustements de consolidation
Bénéfice comptable avant impôts	584	(127)	457
Charges fiscales théoriques	215	-	215
Taux d'imposition théorique (*)	36,82%		
Dépenses non déductibles fiscalement	7		7
Amortissement de l'écart d'acquisition positif non déductible à des fins de fiscalité	7		7
Impact du statut fiscal spécial: centre de coordination belge	(25)		(25)
Produits fiscaux exemptés liés à l'exonération des dividendes	(38)		(38)
Gain exempté résultant de la cession de NDT	(27)		(27)
Crédit d'impôt résultant de la déduction des participations	(6)		(6)
Autres avantages fiscaux	(4)		(4)
Impact des audits fiscaux	(1)		(1)
Économies d'impôts utilisées résultant de l'utilisation des pertes fiscales	(2)		(2)
Économies d'impôts résultant de l'utilisation des pertes fiscales	4		4
Charges fiscales différées en raison des actifs d'impôts sur les pertes fiscales des années antérieures	4		4
Impact du statut fiscal spécial Leeds (récupération)	2		2
Impact monétaire des économies hyperinflationnistes	(1)		(1)
Charges fiscales effectives	135		135

Taux d'imposition effectif

29,54%

(*) Le taux d'imposition théorique est la moyenne pondérée du taux d'imposition de la Société et de toutes les filiales incluses dans la consolidation.

9. Impôts sur les résultats

suite

Résumé 2002	Base	Charges	Taux
MILLIONS D'EUROS	de	fiscales/	d'imposition
	calcul	produits	
		fiscaux	
Bénéfice comptable avant impôts et avant écritures de consolidation	308	96	31,17%
Écritures de consolidation (principalement liées aux dividendes inter-sociétés)	(12)	3	
Bénéfice comptable avant impôts	296	99	33,45%
État de rapprochement du taux d'imposition réel			
MILLIONS D'EUROS	Avant	Ajustements	Après
	ajustements	de	ajustements
	de	consolidation	de
	consolidation		consolidation
Bénéfice comptable avant impôts	308	(12)	296
Charges fiscales théoriques	133	3	136
Taux d'imposition théorique (*)	43,18%		
Dépenses non déductibles fiscalement	10		10
Amortissement de l'écart d'acquisition positif non déductible à des fins de fiscalité	8		8
Impact du statut fiscal spécial: centre de coordination belge	(26)		(26)
Autres produits fiscaux exemptés:			
principalement liés à l'exonération des dividendes	(10)		(10)
Crédit d'impôt résultant de la déduction des participations	(6)		(6)
Économies d'impôts utilisées résultant de l'utilisation des pertes fiscales	(28)		(28)
Économies d'impôts résultant de l'utilisation des pertes fiscales	5		5
Charges fiscales différées en raison des actifs d'impôts sur les pertes fiscales des années antérieures	4		4
Bénéfices imposables résultant de réductions de valeur sur investissements fiscalement déductibles	(15)		(15)
Impact de la baisse des taux d'imposition de l'actif net d'impôts différés	8		8
Impact monétaire des économies hyperinflationnistes	10		10
Impact des différences temporaires	3		3
Charges fiscales effectives	96	3	99
Taux d'imposition effectif			33,45%

(*) Le taux d'imposition théorique est la moyenne pondérée du taux d'imposition de la Société et de toutes les filiales incluses dans la consolidation.

9. Impôts sur les résultats

suite

Actif et passif d'impôts différés

L'actif et le passif d'impôts différés se répartissent comme suit:

MILLIONS D'EUROS	31 DÉCEMBRE 2003			31 DÉCEMBRE 2002		
	Actif	Passif	Net	Actif	Passif	Net
Immobilisations incorporelles	58	5	53	65	9	56
Immobilisations corporelles	-	105	(105)	1	92	(91)
Investissements	-	1	(1)	1	-	1
Stocks	44	13	31	48	15	33
Créances	62	9	53	35	7	28
Provisions	74	3	71	97	4	93
Régimes d'avantages sociaux	53	24	29	62	42	20
Autres actifs circulants						
et autres dettes	55	65	(10)	55	51	4
Actif et passif d'impôts différés liés à des différences temporaires	346	225	121	364	220	144
Report de pertes prospectifs	37	-	37	46	-	46
Crédits d'impôt en excès	21	-	21	22	-	22
Actif/passif d'impôts différés	404	225	179	432	220	212
Compensation fiscale	(193)	(193)	-	(164)	(164)	-
Actif/passif d'impôts nets	211	32	179	268	56	212

Actifs d'impôts différés non imputés

Les actifs d'impôts différés n'ont pas été imputés en raison de reports de pertes prospectifs d'un montant de 14 million d'euros (2002: 10 million d'euros) ceci du fait qu'il est improbable que le futur bénéfice imposable soit disponible pour que le Groupe puisse en tirer profit.

Évolution des différences temporaires en 2003

MILLIONS D'EUROS	31 déc. 2002	Inscrit dans le résultat	Porté au crédit des fonds propres (annexe 17)	Cession NDT (annexe 4)	Écarts de conversion	31 déc. 2003
Immobilisations incorporelles	56	(1)	-	(1)	(1)	53
Immobilisations corporelles	(91)	(16)	-	(4)	6	(105)
Investissements	1	(2)	-	-	-	(1)
Stocks	33	1	-	-	(3)	31
Créances	28	26	-	-	(1)	53
Provisions	93	(17)	-	-	(5)	71
Régimes d'avantages sociaux	20	(8)	22	-	(5)	29
Autres actifs circulants et autres dettes	4	(6)	(1)	-	(7)	(10)
Actif et passif d'impôts différés liés à des différences temporaires	144	(23)	21	(5)	(16)	121
Report de pertes prospectifs	46	(9)	-	-	-	37
Crédits d'impôt en excès	22	(1)	-	-	-	21
Actif/passif d'impôts différés	212	(33)	21	(5)	(16)	179

9. Impôts sur les résultats
suite

En 2003, les frais de personnel se sont montés à 1.356 millions d'euros comparativement à 1.462 millions d'euros en 2002. La répartition des frais de personnel est la suivante:

MILLIONS D'EUROS	2003	2002
Salaires et traitements	1.074	1.176
Charges sociales	282	286
	1.356	1.462
En 2003, le nombre moyen de salariés a été d'environ 18.608 (2002: 20.221). Répertoire par fonction au sein de l'entreprise, ce nombre moyen peut se répartir comme suit:		
	2003	2002
Production/Ingénierie	6.891	7.370
R & D	1.528	1.635
Ventes & Marketing	6.591	7.370
Administration	3.598	3.846
	18.608	20.221

10. Frais de personnel

11. Immobilisations incorporelles

MILLIONS D'EUROS	Concessions,	Fonds	Paiements	Total
	droits de	commercial	anticipés	
	propriété	acquis	pour	
	industrielle,		acquisitions	
	droits		d'immobili-	
	similaires et		sations	
	licences		incorporelles	
	acquis			
Valeur comptable brute 31 décembre 2002	183	591	3	777
Écarts de conversion	(14)	(38)	-	(52)
Changement du périmètre de consolidation	1	-	-	1
Dépenses en capital	17	10	1	28
Reprises	(29)	(1)	-	(30)
Cession NDT (cours historique)	(4)	(102)	-	(106)
Transferts	7	-	(3)	4
Valeur comptable brute 31 décembre 2003	161	460	1	622
Amortissements, réductions de valeur et pertes de valeur cumulés au 31 décembre 2002	112	209	-	321
Écarts de conversion	(11)	(25)	-	(36)
Changement du périmètre de consolidation	(1)	-	-	(1)
Amortissements et réductions de valeur réalisés au cours de l'exercice	28	41	-	69
Reprises	(29)	(1)	-	(30)
Cession NDT (cours historique)	(2)	(24)	-	(26)
Transferts	-	-	-	-
Amortissements, réductions de valeur et pertes de valeur cumulés au 31 décembre 2003	97	200	-	297
Valeur comptable nette au 31 décembre 2002	71	382	3	456
Valeur comptable nette au 31 décembre 2003	64	260	1	325

Les écarts de conversion résultent de la conversion des résultats des sociétés étrangères aux taux de change d'ouverture et de fermeture respectifs.

12. Immobilisations corporelles

MILLIONS D'EUROS	Terrains, constructions et infrastructure	Machines et équipements techniques	Mobiliers, aménagements et autres équipements	En-cours de fabrication et paiements anticipés aux fournisseurs et entrepreneurs	Total
Valeur comptable brute au 31 décembre 2002	697	2.153	404	48	3.302
Écarts de conversion	(28)	(69)	(14)	(3)	(114)
Changement du périmètre de consolidation	4	2	6	-	12
Dépenses en capital	5	44	31	70	150
Reprises	(5)	(72)	(37)	(1)	(115)
Cession NDT (cours historique)	(18)	(30)	(14)	-	(62)
Transferts	2	72	(64)	(14)	(4)
Valeur comptable brute au 31 décembre 2003	657	2.100	312	100	3.169
Amortissements, réductions de valeur et pertes de valeur cumulés au 31 décembre 2002	461	1.849	320	-	2.630
Écarts de conversion	(14)	(60)	(11)	-	(85)
Changement du périmètre de consolidation	3	1	3	-	7
Amortissements et réductions de valeur réalisés au cours de l'exercice	19	94	34	-	147
Reprises	(5)	(68)	(32)	-	(105)
Cession NDT (cours historique)	(8)	(23)	(10)	-	(41)
Transferts	-	53	(53)	-	-
Amortissements, réductions de valeur et pertes de valeur cumulés au 31 décembre 2003	456	1.846	251	-	2.553
Valeur comptable nette au 31 décembre 2002	236	304	84	48	672
Valeur comptable nette au 31 décembre 2003	201	254	61	100	616

Les écarts de conversion résultent de la conversion des résultats des sociétés étrangères aux taux de change d'ouverture et de fermeture respectifs.

12. Immobilisations corporelles

suite

Le Groupe loue des bâtiments, des infrastructures et du matériel de production en vertu de divers contrats de location-financement. À l'échéance de ces contrats, le Groupe a la possibilité d'acheter l'actif loué à un tarif préférentiel. Au 31 décembre 2003, la valeur comptable nette des actifs immobilisés faisant l'objet d'un contrat de location-financement s'est élevée à 12 millions d'euros (2002: 15 millions d'euros). Le matériel pris en location fait l'objet d'engagements (annexe 19). Les paiements de loyers n'incluent pas les loyers conditionnels.

Le Groupe, en sa qualité de bailleur, a inclus des actifs faisant l'objet de baux d'exploitation dans le bilan, sous la mention "Autres équipements". Les actifs loués sont amortis conformément à la politique habituelle du Groupe en la matière. À la fin du mois de décembre 2003, les immobilisations corporelles faisant l'objet de baux d'exploitation totalisaient une valeur comptable nette de 20 millions d'euros (2002: 19 millions d'euros). Le futur produit de location-financement minimal relatif à des baux d'exploitation non résiliables est présenté à l'annexe 23.

13. Participations

MILLIONS D'EUROS	Participations dans des filiales	Participations dans des sociétés liées		Autres titres	Autres prêts	Total
		Sociétés associées	Autres sociétés			
Valeur comptable brute						
au 31 décembre 2002	4	35	1	29	13	82
Acquisitions	-	-	-	-	-	-
Écarts de conversion	-	-	-	1	-	1
Autres entrées	-	-	-	-	-	-
Reprises	-	-	-	(2)	(1)	(3)
Cession de NDT	-	(1)	-	-	-	(1)
Part des résultats des sociétés associées	-	-	-	-	-	-
Transferts	(4)	-	-	-	-	(4)
Valeur comptable brute						
au 31 décembre 2003	-	34	1	28	12	75
Réductions et pertes de valeur						
cumulées au 31 décembre 2002	-	33	-	9	-	42
Écarts de conversion	-	-	-	-	-	-
Réductions de valeur	-	-	-	1	-	1
Pertes de valeur	-	-	-	-	-	-
Reprises	-	-	-	-	-	-
Réductions et pertes de valeur						
cumulées au 31 décembre 2003	-	33	-	10	-	43
Valeur comptable nette						
au 31 décembre 2002	4	2	1	20	13	40
Valeur comptable nette						
au 31 décembre 2003	-	1	1	18	12	32

14. Stocks

MILLIONS D'EUROS	2003	2002
Matières premières et fournitures	118	145
En-cours de fabrication, produits finis et biens achetés destinés à la revente	692	794
Acomptes versés	3	9
Total	813	948

Les réductions de valeur cumulées sur les stocks ont baissé de 13 millions d'euros sur l'exercice 2003 (2002: baisse de 23 millions d'euros).

Les coûts liés aux stocks sont passés en charges dans le compte de résultat de la manière suivante:

MILLIONS D'EUROS	2003	2002
Coût des matières premières, des fournitures et des biens achetés destinés à la revente	1.366	1.485
Coût des services achetés	80	68
Total	1.446	1.553

15. Autres créances et actifs divers

MILLIONS D'EUROS	2003	2002
Créances au titre de contrats de location-financement	432	462
Créances fiscales	68	84
Intérêts courus sur les prêts	2	3
Prêts à court terme	-	1
Autre	67	80
Total	569	630

Les contrats de location aux termes desquels le preneur est à considérer comme le propriétaire économique des biens loués donnent naissance à une créance à concurrence du montant actualisé des paiements futurs de loyers.

Au 31 décembre 2003, ces créances se chiffrent à 450 millions d'euros et porteront un intérêt de 51 millions d'euros jusqu'à leur date d'échéance.

Au 31 décembre 2003, les réductions de valeur sur les créances générées par ces contrats de location-financement s'élèvent à 18 millions d'euros.

**15. Autres créances
et actifs divers**
suite

Les redevances locatives s'établissent comme suit:

MILLIONS D'EUROS	2003			2002		
	Total des	Revenus des	Valeur	Total des	Revenus des	Valeur
	paiements	intérêts non	actuelle	paiements	intérêts non	actuelle
	futurs	perçus		futurs	perçus	
Échéance à 1 an maximum	194	26	168	208	37	171
Échéance entre 1 et 5 ans	306	25	281	339	35	304
Échéance supérieure à 5 ans	1	-	1	2	-	2
Total	501	51	450	549	72	477

Le Groupe loue des équipements commerciaux sur base de contrats de location-financement via Agfa Finance (Agfa Finance Brussels N.V. et ses filiales) et de ses établissements en Amérique du Nord (Agfa Corp. États-Unis et Agfa Inc. Canada). Au départ du contrat, la valeur actualisée des loyers minimaux s'élève généralement à 95% de la juste valeur économique des actifs loués. Ce principe est valable pour tous les contrats conclus avec les entités mentionnées ci-dessus.

Les contrats conclus par Agfa Finance courent en général sur une période non résiliable de quatre ans. Son portefeuille concerne principalement (85%) les Business Segments Consumer Imaging et Graphic Systems. Les contrats prévoient généralement une option d'achat des équipements loués à l'issue de cette période, à un prix qui se monte généralement de 2% à 5% de l'investissement brut en début du contrat. Il arrive que la valeur économique de l'actif loué soit remboursée sous la forme d'une obligation d'achat de matières premières à une valeur supérieure à sa valeur de marché, de façon à ce que la différence (mark-up) puisse compenser le montant initialement déboursé par le preneur. Dans le cadre de ces contrats, le mark-up et/ou le terme du bail peuvent être modifiés.

Agfa Finance propose ses produits via ses filiales en Australie, France et Italie et ses établissements en Europe (Espagne, Suisse, Benelux, Allemagne, Royaume-Uni et pays scandinaves) et au Japon.

Au 31 décembre 2003, la valeur actualisée du total des paiements futurs de loyers s'élevait à 311 millions d'euros.

Les contrats de location-financement proposés par Agfa Corporation concernent principalement (74%) les Business Segments Consumer Imaging et Graphic Systems.

La majorité des contrats de location-financement proposés par Agfa Corporation sont d'une durée de 60 mois et sont assortis d'une option d'achat d'une valeur d'un dollar à l'issue du contrat. Les autres contrats de location-financement sont d'une durée moyenne de 54 et 60 mois. Au terme de ces contrats, l'option permet de racheter, de renouveler ou de rendre l'équipement loué à une valeur correspondant à la valeur économique estimée à la date à laquelle l'option peut être exercée. Au 31 décembre 2003, la valeur actualisée du total des paiements futurs de loyers s'élevait à 131 millions d'euros.

Agfa Inc. a entamé son business location-financement en mai 2000. Agfa Inc. propose surtout (88%) des contrats de location-financement relatifs à des équipements dans la business unit Informatics qui fait partie du Business Segment Technical Imaging. La durée moyenne de ces contrats de location-financement est de 48 mois. A la fin du contrat de location-financement, tous les contrats de location-financement sont assortis d'une option d'achat pour 1 dollar canadien. Au 31 décembre 2003, la valeur actualisée du total des paiements futurs de loyers s'élevait à 8 millions d'euros.

Le rapprochement des liquidités et équivalents de liquidités des éléments de bilan correspondants peut être présenté comme suit:

MILLIONS D'EUROS	2003	2002
Titres négociables et autres instruments	3	12
Fonds disponibles, dépôts à vue et chèques	394	133
Total des liquidités et équivalents de liquidités tels que repris dans le bilan	397	145
Créances sous forme d'accords de gestion de trésorerie (reprises dans le bilan en tant qu'autres créances)	-	-
Dettes sous forme d'accords de gestion de trésorerie (reprises dans le bilan en tant qu'autres dettes)	(2)	(4)
Réévaluation des actifs financiers disponibles pour la vente	(1)	-
Total des liquidités et équivalents de liquidités tels que repris dans le tableau de financement	394	141

16. Liquidités et équivalents de liquidités

Les diverses composantes des fonds propres et leur évolution du 31 décembre 2002 au 31 décembre 2003 sont présentées dans les Fonds propres consolidés.

17. Fonds propres

Capital social

Le capital souscrit de la Société au 31 décembre 2003 se monte à 140 millions d'euros. Il représente 140.000.000 d'actions ordinaires entièrement libérées sans désignation de valeur nominale.

Réserve pour actions propres

Les réserves pour les actions propres de la Société comprennent le coût des actions de la Société détenues par le Groupe. Au 31 décembre 2003 le Groupe détenait 14.000.000 (2002: 768.400) actions de la Société (annexe 18B).

Plus-value de réévaluation

Afin de gérer le risque lié au prix de son programme de souscription d'actions "Long Term Incentive Plan" (tranche n° 2), Agfa a déposé 10,2 millions d'euros mis en gage en faveur d'une banque de placement. Cet actif financier disponible à la vente a été réévalué à sa juste valeur avec des changements cumulatifs pris dans la plus-value de réévaluation (annexe 18B) (31 décembre 2003: 1 million d'euros).

La plus-value de réévaluation comprend en outre la réévaluation de nos investissements dans Medivision Medical Imaging Ltd. (31 décembre 2003: -2 millions d'euros).

Réserve de couverture

Le Groupe a affecté des contrats d'options sur devise aux "couvertures des cash-flows" de son risque de change liés aux achats de biens prévus sur les 12 prochains mois. La partie du bénéfice ou de la perte au niveau de l'instrument de couverture défini comme une couverture effective est inscrite directement dans les fonds propres (31 décembre 2003: 9 millions d'euros) (annexe 22).

17. Fonds propres
suite

Afin de gérer le risque de taux, le Groupe a affecté des swaps de taux pour les “couvertures des cash-flows”. La partie du bénéfice ou de la perte au niveau de l'instrument de couverture défini comme une couverture effective est inscrite directement dans les fonds propres (31 décembre 2003: -1 million d'euros) (annexe 22).

Modifications apportées à la convention comptable

En 2003 il a été décidé de considérer l'indexation des prestations de retraite de la Bayer Pensionskasse comme un régime à prestations déterminées dans le cadre de la norme IAS 19 (révision en 1998). L'évolution de la dette nette et de l'obligation de prestations déterminées liées à ce régime est de 55 millions d'euros (33 millions d'euros déduction faite des impôts) et est traitée comme une évolution de la convention comptable dans laquelle l'évolution est immédiatement incluse par le biais des bénéfices non répartis. Jusqu'en 2003 cette indexation était fournie par la Bayer Pensionskasse. Aucun retraitement des informations comparatives n'est nécessaire étant donné que le passif net à la fin des périodes concernées reste approximativement au même niveau (annexe 18).

Écarts de conversion

Les écarts de conversion comprennent tous les écarts dans les devises résultant de la conversion des états financiers des entités étrangères qui ne font pas partie intégrante des entités de la Société et de la conversion des passifs et des instruments financiers qui couvrent les investissements nets de la Société dans une filiale étrangère.

Intérêts minoritaires

La variation des intérêts minoritaires (31 décembre 2003: 2 millions d'euros, 31 décembre 2002: 3 millions d'euros) est principalement due à l'inclusion de pertes attribuables à des intérêts extérieurs. La société a augmenté son investissement dans Agfa-Gevaert Japan à 100%.

Dividendes

Un dividende de 94,5 millions d'euros (0,75 euros par action ordinaire) a été recommandé par le Conseil d'Administration le 9 mars 2004. L'Assemblée Générale des actionnaires d'Agfa-Gevaert N.V. ne l'ayant pas encore approuvé, il n'a pas été octroyé.

18. Avantages sociaux**A. Dettes pour les régimes de retraite et d'avantages sociaux à long terme**

Les sociétés du Groupe Agfa-Gevaert disposent de régimes de prestations de retraite dans la plupart des pays d'implantation du Groupe. Ces régimes couvrent généralement tous les salariés et procurent des avantages liés à la rémunération et à l'ancienneté de chacun. Aux États-Unis, le groupe dispose également d'un plan médical réservé aux employés en retraite et, en Allemagne, d'un plan d'avantages sociaux à long terme. Ces avantages sont comptabilisés conformément à la norme IAS 19 (révision en 1998) au même titre que les régimes de retraite et les plans d'avantages sociaux à long terme. Au 31 décembre 2003, le montant total de la dette du Groupe contractée dans le cadre des régimes de retraite et d'avantages à long terme se chiffrait à 799 millions d'euros (843 millions d'euros au 31 décembre 2002), répartis comme suit:

MILLIONS D'EUROS	31 déc. 2002	31 déc. 2003
Dette nette pour les pays jouant un rôle important	604	584
Dette nette pour prestations de cessation d'emploi	207	182
Dette nette pour les pays jouant un rôle d'importance moindre	32	33
Dette nette totale	843	799

Les critères de détermination des pays dits “importants” du Groupe reposent sur le niveau de leurs charges de retraite conformément à la norme IAS 19. Les pays importants comptent pour plus de 90% des charges de retraite du Groupe au titre de la norme IAS 19.

18. Avantages sociaux
suite*Régimes de retraite à cotisations déterminées*

Dans le cadre des régimes à cotisations déterminées, les sociétés du Groupe Agfa-Gevaert cotisent auprès de fonds de retraite gérés publiquement ou par initiative privée, ou auprès de sociétés d'assurance. Une fois les cotisations versées, les sociétés du Groupe sont exemptées de toute autre obligation de paiement. Les cotisations périodiques sont considérées comme une charge pour l'année au cours de laquelle elles sont dues. En 2003, les dépenses du régime à cotisations déterminées pour les pays importants du Groupe se chiffraient à 15 millions d'euros (13 millions d'euros en 2002).

En Allemagne, les employés d'Agfa-Gevaert AG et d'Agfa Deutschland Vertriebsgesellschaft mbH & Cie sont membres de la Caisse de retraite Bayer (Bayer Pensionskasse). Le Bayer Pensionskasse est un plan multi-employeur considéré comme un régime à cotisations déterminées (IAS 19.30 (a)). Ce régime est un régime à prestations déterminées sous le contrôle de l'ancienne société mère du Groupe, Bayer AG. On ne dispose pas de suffisamment d'informations pour permettre au Groupe de considérer ce régime comme un régime à prestations déterminées.

Régimes de retraite à prestations déterminées

En ce qui concerne les régimes à prestations déterminées, la charge totale pour 2003 se chiffre à 39 millions d'euros pour les pays importants du Groupe (89 millions d'euros pour 2002):

MILLIONS D'EUROS	2002			2003		
	Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages sociaux liés à la retraite et à long terme	Total	Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages sociaux liés à la retraite et à long terme	Total
Coût afférent du service, cotisations salariales non comprises	40	5	45	35	5	40
Charge d'intérêts	100	7	107	95	7	102
Rentabilité estimée du régime	(70)	0	(70)	(56)	0	(56)
Coût afférent du service constaté	(5)	(7)	(12)	0	(6)	(6)
Amortissement des (plus-values)/moins-values non constatées	7	2	9	16	0	16
(Plus-values)/moins-values résultant de liquidations ou compressions de régime	3	7	10	(55)	(2)	(57)
Charges de retraite périodiques nettes	75	14	89	35	4	39

L'évolution de la dette nette constatée en 2002 et 2003 est illustrée dans le tableau ci-dessous.

MILLIONS D'EUROS	2002			2003		
	Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages sociaux liés à la retraite et à long terme	Total	Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages sociaux liés à la retraite et à long terme	Total
Dette nette au 1er janvier	498	108	606	500	104	604
Charges de retraite périodiques nettes	75	14	89	35	4	39
Cotisations patronales	(72)	(4)	(76)	(97)	(4)	(101)
Modifications apportées à la convention comptable	0	0	0	55	0	55
Impact monétaire: charge ou (crédit)	(1)	(14)	(15)	(1)	(12)	(13)
Dette nette au 31 décembre	500	104	604	492	92	584

18. Avantages sociaux

suite

L'obligation de prestations déterminées, l'actif du régime et le mode de financement des pays importants du Groupe sont présentés ci-dessous.

Au 31 décembre 2003, l'obligation de prestations déterminées se chiffrait à 1.757 millions d'euros (1.815 millions d'euros au 31 décembre 2002) pour le Groupe. De ce montant, 1.020 millions d'euros (1.051 millions d'euros au 31 décembre 2002) se rapportaient à des régimes entièrement ou partiellement capitalisés et 737 millions d'euros (764 millions d'euros au 31 décembre 2002) à des régimes par semi-capitalisation.

En 2003 il a été décidé de considérer l'indexation des prestations de retraites de la Bayer Pensionskasse comme un régime à prestations déterminées conformément à la norme IAS 19 (révision en 1998).

L'évolution de la dette nette et de l'obligation de prestations déterminées liées à ce régime est de 55 millions d'euros et est traitée comme une évolution de la convention comptable dans laquelle l'évolution est immédiatement incluse par le biais des bénéfices non répartis. Jusqu'en 2003 cette indexation était fournie par la Bayer Pensionskasse. Aucun retraitement des informations comparatives n'est nécessaire étant donné que le passif net à la fin des périodes concernées reste approximativement au même niveau.

En 2003, la liquidation ou compression de régime(s) concerne principalement la cession de NDT en Allemagne et aux Etats-Unis.

MILLIONS D'EUROS	2002			2003		
	Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages sociaux liés à la retraite et à long terme	Total	Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages sociaux liés à la retraite et à long terme	Total
Évolution de l'obligation de prestations déterminées						
Obligation de prestations déterminées au 1er janvier	1.749	115	1.864	1.703	112	1.815
Coût afférent du service, cotisations salariales non comprises	40	5	45	35	5	40
Cotisations salariales	2	0	2	2	0	2
Charge d'intérêts	100	7	107	95	7	102
Palements de prestations	(90)	(4)	(94)	(90)	(4)	(94)
Coût afférent du service antérieur	(6)	1	(5)	0	0	0
Liquidation ou compression de régime(s)	3	7	10	(55)	(2)	(57)
Modifications apportées à la convention comptable	0	0	0	55	0	55
(Gains)/pertes actuariels	(3)	(3)	(6)	10	(4)	6
Impact monétaire: charge ou (crédit)	(92)	(16)	(108)	(97)	(15)	(112)
Obligation de prestations déterminées au 31 décembre	1.703	112	1.815	1.658	99	1.757
Évolution de l'actif de régime(s)						
Juste valeur de l'actif au 1er janvier	968	0	968	785	0	785
Cotisations patronales	72	4	76	97	4	101
Cotisations salariales	2	0	2	2	0	2
Rendement effectif de l'actif	(97)	0	(97)	87	0	87
Palements de prestations	(90)	(4)	(94)	(90)	(4)	(94)
Impact monétaire: (charge) ou crédit	(70)	0	(70)	(71)	0	(71)
Juste valeur de l'actif au 31 décembre	785	0	785	810	0	810
Mode de financement au 31 décembre						
Mode de financement	(918)	(112)	(1.030)	(848)	(99)	(947)
(Plus-value) ou moins-value nette non reconnue	418	33	451	356	23	379
Coût afférent du service antérieur non constaté	0	(25)	(25)	0	(16)	(16)
Dette nette au 31 décembre	(500)	(104)	(604)	(492)	(92)	(584)

Principales hypothèses actuarielles à la date de clôture du bilan (moyennes pondérées)

	31 déc. 2002	31 déc. 2003
Taux d'actualisation	5,8%	5,6%
Rendement attendu sur les actifs du régime	7,5%	7,4%
Futures augmentations salariales	3,8%	3,2%

Le taux d'actualisation et les augmentations salariales ont été pondérés en fonction de l'obligation de prestations déterminées. Le rendement attendu sur les actifs du régime a été pondéré en fonction de la juste valeur des actifs du régime.

B. Prestations sociales liées à l'actionnariat*1. Long Term Incentive Plan (tranche n° 1)*

Le 10 novembre 1999, le Groupe a lancé un programme de souscriptions d'actions (Long Term Incentive Plan - tranche n° 1) pour les membres du Comité de Direction de la Société et du "Vorstand" d'Agfa-Gevaert AG et les principaux directeurs.

Chaque bon de souscription donne droit à "une" action ordinaire de la Société.

Au total, 581.000 bons de souscription ont été émis et distribués aux bénéficiaires du programme. Pour chaque action achetée et déposée comme placement de départ, chaque bénéficiaire s'est vu remettre 13 bons de souscription. Ces bons ont été offerts gracieusement en échange d'actions acquises au prix unitaire de 22 euros (ou plus) lors du placement de départ. Si ce dernier était inférieur à 22 euros par action, un montant égal à 1/13e de la différence positive entre le prix de 22 euros par action et le prix effectivement payé devait être versé. En vertu du programme, les bons de souscription doivent être utilisés entre le 1er janvier 2003 et le 10 novembre 2008, date après laquelle ils perdent toute valeur. Le prix d'exercice des bons de souscription est fixé à 22 euros.

Le tableau ci-dessous donne un résumé des informations concernant les souscriptions d'actions en suspens au 31 décembre 2003:

Bons de souscription accordés	581.100
Souscriptions arrivées à terme en 2001	19.500
Souscriptions arrivées à terme en 2002	78.000
Souscriptions arrivées à terme en 2003	58.500

Souscriptions en suspens au 31 décembre 2003	425.100
--	---------

2. Long Term Incentive Plan (tranche n° 2)

Le 25 avril 2000, le Groupe a lancé un programme d'options sur actions (Long Term Incentive Plan - tranche n° 2) à l'attention des membres du Comité de Direction de la Société et des directeurs employés aux niveaux VII, VIII et IX de la Société ou à des niveaux comparables du Groupe, défini par le Comité de Direction de la Société.

Le détenteur d'une option a le droit d'acheter "une" action ordinaire de la Société.

Au total, 416.950 options ont été émises et distribuées aux bénéficiaires du programme. Les options ont été offertes gracieusement. En vertu du programme, les options doivent être utilisées entre le 1er janvier 2004 et le 5 juin 2009, date après laquelle elles perdent toute valeur. Le prix d'exercice des options est fixé à 22 euros.

18. Avantages sociaux
suite

18. Avantages sociaux

suite

Le tableau ci-dessous donne un résumé des informations concernant les options en suspens au 31 décembre 2003:

Options accordées	416.950
Options arrivées à terme en 2001	15.000
Options arrivées à terme en 2002	0
Options arrivées à terme en 2003	17.100

Options en suspens au 31 décembre 2003	384.850
--	---------

3. Long Term Incentive Plan (tranche n° 3)

Le 18 juin 2001, le Groupe a lancé un programme d'options sur actions (Long Term Incentive Plan - tranche n° 3) à l'attention des membres du Comité de Direction de la Société et des directeurs employés aux niveaux A, B et C de la Société ou à des niveaux comparables du Groupe, défini par le Comité de Direction de la Société. Le détenteur d'une option a le droit d'acheter "une" action ordinaire de la Société. Au total, 522.940 options ont été émises et distribuées aux bénéficiaires du programme. Les options ont été offertes gracieusement. En vertu du programme, les options doivent être utilisées entre le 6 juillet 2004 et le 6 juillet 2010, date après laquelle elles perdent toute valeur. Le prix d'exercice des options est fixé à 20 euros.

Le tableau ci-dessous donne un résumé des informations concernant les options en suspens au 31 décembre 2003:

Options accordées	522.940
Options arrivées à terme en 2001	19.000
Options arrivées à terme en 2002	0
Options arrivées à terme en 2003	19.000

Options en suspens au 31 décembre 2003	484.940
--	---------

4. Long Term Incentive Plan (tranche n° 4)

Le 17 juin 2002, le Groupe a lancé un programme d'options sur actions (Long Term Incentive Plan - tranche n° 4) à l'attention des membres du Comité de Direction de la Société et des directeurs employés aux niveaux A, B et C de la Société ou à des niveaux comparables du Groupe, défini par le Comité de Direction de la Société. Le détenteur d'une option a le droit d'acheter "une" action ordinaire de la Société. Au total, 600.300 options ont été émises et distribuées aux bénéficiaires du programme. Les options ont été offertes gracieusement. En vertu du programme, les options doivent être utilisées entre le 26 août 2005 et le 27 août 2011, date après laquelle elles perdent toute valeur. Le prix d'exercice des options est fixé à 18 euros.

Le tableau ci-dessous donne un résumé des informations concernant les options en suspens au 31 décembre 2003:

Options accordées	600.300
Options arrivées à terme en 2002	6.300
Options arrivées à terme en 2003	31.500

Options en suspens au 31 décembre 2003	562.500
--	---------

5. Long Term Incentive Plan (tranche n° 5)

Le 29 avril 2003, le Groupe a lancé un programme d'options sur actions (Long Term Incentive Plan - tranche n° 5) à l'attention des membres du Comité de Direction de la Société et des directeurs employés aux niveaux A, B et C de la Société ou à des niveaux comparables du Groupe, défini par le Comité de Direction de la Société. Le détenteur d'une option a le droit d'acheter "une" action ordinaire de la Société. Au total, 567.974 options ont été émises et distribuées aux bénéficiaires du programme. Les options ont été offertes gracieusement. En vertu du programme, les options doivent être utilisées entre le 28 juillet 2006 et le 27 juillet 2013, date après laquelle elles perdent toute valeur. Le prix d'exercice des options est fixé à 18,27 euros.

Le tableau ci-dessous donne un résumé des informations concernant les options en suspens au 31 décembre 2003:

Options accordées	567.974
Options arrivées à terme en 2003	0
Options en suspens au 31 décembre 2003	567.974

Les actions soumises au programme d'options sur actions sont couvertes par des actions détenues par la société et des produits dérivés.

MILLIONS D'EUROS	2003	2002
Passif à long terme	558	665
Facilités de crédit multidevise renouvelables ¹	540	633
Facilités bancaires non garanties ²	7	19
Dettes de location-financement ³	11	13
Passif à court terme	72	53
"Commercial paper program"	-	3
Facilités bancaires non garanties ²	71	48
Dettes de location-financement ³	1	2

¹ Facilités de crédit multidevise renouvelables non garanties

La Société a négocié des facilités de crédit multidevise renouvelables non garanties qui arrivent à échéance en 2004, 2006 et 2008 pour un montant total de 720 millions d'euros. Dans le courant de 2003, la Société a négocié une facilité de prêt syndiqué d'une valeur notionnelle de 400 millions d'euros, qui arrive à échéance en 2008. Les prélèvements relatifs aux facilités de crédit prises qui arrivent à échéance en 2004, seront rééchelonnés par la suite dans cette facilité de prêt syndiqué.

18. Avantages sociaux

suite

19. Dettes financières

19. Dettes financières

suite

La répartition par période s'établit comme suit:

MILLIONS D'EUROS

	Valeur notionnelle		Montant dû		Devise	Taux d'intérêt		Date d'échéance
	2003	2002	2003	2002		2003	2002	
	365	460	152	210	USD	1,35%-1,42%	2,03%-2,63%	2004
			41	55	EUR	2,35%	3,2%-3,4%	
			33	31	AUD	1,98%-5,56%	5,21%-5,45%	
			20	22	GBP	3,65%	4,18%	
			5	9	INR	5,45%-5,75%	7%	
			5	-	TWD	1,13%-1,91%	-	
	315	370	91	109	USD	1,32%	1,98%-2,80%	2006
			167	145	EUR	2,31%-2,37%	3,20%	
			7	3	KRW	5,35%	5,75%	
			19	19	AUD	5,2%-5,4%	5,3%-7,65%	
	40	40	-	30	EUR	-	3,32%	2008
Total	720	870	540	633				

En général, les prélèvements sur ces lignes de crédit sont effectués pour des périodes allant d'un mois à un an. Une partie des taux d'intérêts sont fixés sur de plus longues périodes, à l'aide de swaps plafonnés à échéance constante. Les taux d'intérêts des facilités à long terme libellées en euros sont plafonnés à un niveau maximum de 5,43% (annexe 22). Ces facilités de prêt ne sont pas garanties.

Afin de gérer le risque de taux, le Groupe a affecté des swaps de taux destinés à couvrir les variations des intérêts des prêts en USD (annexe 22).

² Facilités bancaires non garanties

MILLIONS D'EUROS

	Devise	Montant dû	2003		Date	2002		Date
			Taux d'intérêt	d'échéance		Montant dû	Taux d'intérêt	d'échéance
Facilités à long terme	USD	-	-	-		5	2,35%	Renouvelables
	JPY	-	-	-		8	2,56%	03/04
	SEK	7	6,30%	Renouvelables		6	6,30%	Renouvelables
Total des facilités à long terme		7				19		

MILLIONS D'EUROS

	Devise	Montant dû	2003		Date	2002		Date
			Taux moyen pondéré	d'échéance		Montant dû	Taux moyen pondéré	d'échéance
Facilités à court terme	Multi-devise	71	3,84%	03/04		48	4,72%	03/03
Total des facilités à court terme		71				48		

³ Dettes de location-financement

Les contrats de location conclus par le Groupe en tant que preneur se traduisent par des dettes financières dans le bilan, égales à la juste valeur à l'entrée en vigueur du contrat ou à la valeur actuelle des paiements de loyers minimaux, si elle est inférieure. Au 31 décembre 2003, ces dettes se chiffrent à 12 millions d'euros et porteront un intérêt de 10 millions d'euros jusqu'à leur date d'échéance.

Les dettes financières sont payables comme suit:

MILLIONS D'EUROS	2003			2002		
	Total des paiements	Charges d'intérêts	Valeur actuelle	Total des paiements	Charges d'intérêts	Valeur actuelle
	futurs	non expirées		futurs	non expirées	
Échéance à 1 an maximum	2	1	1	4	2	2
Échéance entre 1 et 5 ans	10	5	5	12	6	6
Échéance supérieure à 5 ans	10	4	6	13	6	7
Total	22	10	12	29	14	15

Les dettes diverses se décomposent comme suit:

MILLIONS D'EUROS	2003	2002
Dettes fiscales	46	59
Dettes salariales	37	49
Dettes sociales	33	33
Intérêts courus non échus sur dettes	2	5
Autres dettes	87	103
Total	205	249

Les dettes fiscales comprennent non seulement les dettes fiscales de chacune des sociétés du Groupe, mais également les impôts retenus pour compte de tiers.

Les dettes sociales recouvrent quant à elles essentiellement les cotisations de sécurité sociale en souffrance à la date de clôture.

Les autres dettes englobent toute une série d'éléments, tels que les garanties, les commissions aux clients, les dettes soumises à une gestion de trésorerie, etc.

A. Actuel

MILLIONS D'EUROS	Environnement		Commerce		Total
Provisions au 31 décembre 2002	15	118	61	186	380
Provisions constituées					
au cours de l'exercice	1	165	61	72	299
Provisions utilisées					
au cours de l'exercice	(2)	(148)	(26)	(104)	(280)
Provisions reprises					
au cours de l'exercice	(1)	(7)	(1)	(7)	(16)
Cession de NDT	-	(8)	-	(3)	(11)
Écarts de conversion	(3)	(12)	(9)	(10)	(34)
Transferts	10	(1)	-	(20)	(11)
Provisions au 31 décembre 2003	20	107	86	114	327

19. Dettes financières

suite

20. Autres dettes**21. Provisions**

21. Provisions

suite

Les provisions pour les engagements de nature commerciale comprennent les paiements ultérieurs aux clients concernant les biens et services acquis au cours de la période comptable. Il peut s'agir de primes ou de remises en nature ou en espèces accordées au client, d'engagements de garanties, de commissions perçues par les agents ou de pertes imminentes ou anticipées réalisées sur des contrats d'achat ou de vente.

Les autres provisions se rapportent principalement à des provisions pour frais de restructuration (annexe 6). D'autres provisions ont été constituées en cas de litiges, de plaintes et d'issues négatives des engagements.

B. Non actuel

MILLIONS D'EUROS	Environnement	Autre	Total
Provisions au 31 décembre 2002	30	7	37
Provisions constituées au cours de l'exercice	-	6	6
Provisions utilisées au cours de l'exercice	-	(3)	(3)
Provisions reprises au cours de l'exercice	(12)	(1)	(13)
Écarts de conversion	(3)	-	(3)
Transferts	(10)	13	3
Provisions au 31 décembre 2003	5	22	27

Le Groupe est tenu de respecter les réglementations environnementales en vigueur dans les différents pays où il est représenté, y compris celles concernant les émissions atmosphériques et les eaux usées, la manipulation des substances dangereuses ainsi que la prévention et le nettoyage en cas de fuites et débordements. Le Groupe a engagé des dépenses et constitué des provisions considérables afin de se conformer aux standards et réglementations applicables. Les provisions pour la protection de l'environnement concernent la remise en état de sites, la modernisation des décharges et l'assainissement de terrains pollués par des activités industrielles antérieures.

Les provisions pour la protection de l'environnement comprennent en outre des provisions pour les litiges concernant la contamination de l'environnement.

22. Instruments financiers dérivés

Les activités courantes du Groupe l'exposent aux risques de change, de taux et de crédit. Afin d'atténuer l'impact des fluctuations des taux de change et des taux d'intérêt, le Groupe recourt à des instruments financiers dérivés. Bien que ceux-ci soient exposés au risque de fluctuations des cours du fait d'acquisitions, ces variations sont en général compensées par des effets en sens inverse sur les éléments couverts.

Risque de change*Éléments d'actif et de passif constatés*

Le risque de change désigne le risque de variation de la valeur d'un instrument financier en raison des fluctuations des cours de change. Le Groupe est exposé au risque de change à travers les ventes, les achats et les emprunts libellés dans une devise autre que la devise locale de la société.

De tels risques peuvent être couverts naturellement, par exemple lorsqu'une créance libellée dans une monnaie donnée est compensée par une ou plusieurs dettes dont le montant, l'échéance et la monnaie sont identiques. Ils peuvent également être gérés au moyen d'instruments financiers dérivés.

Le Groupe utilise principalement des contrats de change à terme pour gérer son risque de change résultant des créances commerciales, des dettes commerciales et des emprunts libellés dans une devise étrangère. Ces contrats de change à terme ont des échéances inférieures à un an.

Lorsque des prêts intra-groupe engendrent des risques de change, ils sont entièrement couverts, soit naturellement, soit au moyen d'instruments financiers dérivés. Le risque de change résultant des engagements financiers est principalement géré à l'aide de contrats de change à terme.

Lorsque des instruments financiers dérivés sont utilisés pour couvrir économiquement le risque de change d'un actif ou passif monétaire constaté, aucune comptabilité de couverture n'est appliquée. L'évolution de la juste valeur de ces instruments financiers dérivés est inscrite au compte de résultat.

Au 31 décembre 2003, le Groupe a été exposé au risque de change suivant concernant les instruments financiers primaires faisant partie du fonds de roulement et de la dette financière:

MILLIONS D'EUROS	31 déc. 2003		31 déc. 2002	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Risque de change	617	352	566	339
Couvertures naturelles	(128)	(128)	(229)	(229)
Instruments financiers dérivés en suspens	(193)	(169)	(253)	(9)
Risque de change résiduel	296	55	84	101

Transactions prévues et engagements fermes

Le Groupe a affecté des contrats d'options sur devise (d'un montant notionnel de 265 millions d'euros) aux "couvertures des cash-flows" de son risque de change USD et GBP liés aux ventes prévues sur les 12 prochains mois. La partie du bénéfice ou de la perte au niveau de l'instrument de couverture défini comme une couverture effective est inscrite directement dans les fonds propres (31 décembre 2003: 9 millions d'euros).

Couverture de la participation nette dans une filiale étrangère

Le Groupe a recouru à des prêts bancaires libellés en USD et à des contrats de change à terme pour couvrir le risque de change découlant de sa participation nette dans sa filiale aux États-Unis (Agfa Corporation).

MILLIONS D'EUROS	31 déc. 2003	31 déc. 2002
Prêts bancaires libellés en USD	295	328
Contrats de change à terme	205	172
Total	500	500

22. Instruments financiers dérivés

suite

22. Instruments financiers dérivés

suite

Au 31 décembre 2003, la couverture de l'investissement net dans Agfa Corporation (États-Unis) a été déterminée comme étant effective, et a été directement admise dans les fonds propres à la suite de la partie réelle du bénéfice sur les instruments de couverture, laquelle se montait à 94 millions d'euros.

Risque de taux

Le risque de taux désigne le risque de variation de la valeur d'un instrument financier en raison des fluctuations des taux d'intérêt. Le risque de taux d'intérêt du Groupe au 31 décembre 2003 était géré via des swaps de taux d'intérêt dont le montant notionnel était de 568 millions d'euros. Le risque de taux est en partie couvert par des swaps plafonnés à échéance constante à hauteur de 280 millions d'euros (valeur notionnelle). Le Groupe n'a affecté qu'une partie seulement (79 millions d'euros) de ses swaps de taux d'intérêt aux "couvertures des cash-flows". La partie du bénéfice ou de la perte au niveau de l'instrument de couverture défini comme une couverture effective est inscrite directement dans les fonds propres (31 décembre 2003: -1 million d'euros).

Swaps plafonnés à échéance constante

Le groupe a conclu une série d'accords CMS plafonnés pour un montant total de 280 millions d'euros. Les swaps plafonnés à échéance constante ne sont pas considérés comme des instruments de couverture aux termes de l'IAS 39.

Aux termes de ces accords CMS, le Groupe s'engage à verser un taux de swap fixe sur 5 ans, avec révision tous les trois mois. En échange, le Groupe bénéficie d'un taux interbancaire offert en euros sur trois mois plus un certain nombre de points de base. Ces points de base ne sont pas distribués mais sont utilisés pour acheter des actions privilégiées convertibles et à taux variable (caps) en rapport avec les CMS sous-jacents. Les accords CMS arrivent à échéance en 2004.

Les niveaux des plafonds s'établissent comme suit:

100 millions d'euros	taux de swap sur 5 ans plafonné à 5,35%
50 millions d'euros	taux de swap sur 5 ans plafonné à 5,37%
40 millions d'euros	taux de swap sur 5 ans plafonné à 5,34%
90 millions d'euros	taux de swap sur 5 ans plafonné à 5,43%

Risque de crédit

Le risque de crédit désigne le risque que l'une des parties ne s'acquitte pas de son obligation et entraîne de ce fait une perte financière pour l'autre partie. Le Groupe n'exige pas de garantie pour les actifs financiers. La Direction a mis une politique de crédit en place et contrôle régulièrement l'exposition au risque de crédit. Des contrôles de solvabilité sont effectués pour tous les clients demandant un crédit supérieur à un montant donné.

Les placements sont limités aux placements liquides assortis de contreparties dont la notation est égale ou supérieure à celle du Groupe. Les transactions impliquant des instruments financiers dérivés ne sont autorisées qu'avec des contreparties présentant des notations plus élevées.

Aucune concentration significative du risque de crédit n'a pu être observée à la date de clôture du bilan. Les valeurs comptables des actifs financiers, y compris les instruments financiers dérivés dans le bilan, reflètent le risque de crédit maximal.

Risque de marché

Le risque de marché désigne le risque de variation de la valeur d'un instrument financier en raison des fluctuations des prix du marché.

En 2001, la société a négocié une transaction d'échange d'actions afin de couvrir partiellement le risque potentiel de prix relatif aux actions soumises au programme d'options sur actions (Long Term Incentive Plan n° 3, annexe 18B). Cette transaction était considérée comme une couverture en juste valeur avec des modifications de la juste valeur de l'élément couvert et de l'instrument de couverture comptabilisé dans le compte de résultat.

Justes valeurs – montants notionnels

Les justes valeurs correspondent aux valeurs marchandes actuelles (cours inscrits à la cote ou calculés au moyen de techniques estimatives) des instruments financiers dérivés, indépendamment de tout mouvement en sens contraire de la valeur des transactions couvertes.

Les justes valeurs des contrats d'intérêt dérivés sont estimées en actualisant les flux de trésorerie futurs escomptés à l'aide des taux d'intérêt actuels du marché et de la courbe de rendement sur le terme restant de l'instrument. La juste valeur des contrats de change à terme est leur prix du marché coté à la date du bilan, c'est-à-dire la valeur actuelle du prix à terme coté.

Les valeurs notionnelles désignent le volume des produits dérivés en cours à la date de clôture du bilan. Elles ne reflètent donc pas l'exposition du Groupe aux risques découlant de telles transactions.

Les valeurs notionnelles ou contractuelles et les justes valeurs respectives des instruments financiers dérivés sont présentées ci-dessous:

MILLIONS D'EUROS	Valeur notionnelle ou contractuelle		Juste valeur	
	31 déc. 2003	31 déc. 2002	31 déc. 2003	31 déc. 2002
Contrats de change à terme	691	769	6	5
Options sur devises	265	-	13	-
Swaps de devises	30	26	6	4
Instruments de couverture des taux d'intérêt	568	724	(10)	(15)
Autres instruments financiers dérivés	6	6	3	2
Total			18	(4)

Titrisation des créances commerciales

Depuis plusieurs années, le Groupe a conclu avec une banque internationale un accord de titrisation portant sur la vente des créances commerciales pour un montant de 82 millions d'euros.

22. Instruments financiers dérivés

suite

23. Baux d'exploitation**Contrats en tant que preneur**

Le Groupe loue principalement des bâtiments et des infrastructures en vertu de divers contrats de location-financement. Les futurs paiements de loyers relatifs à ces baux d'exploitation non résiliables doivent être effectués comme suit:

MILLIONS D'EUROS	2003	2002
Échéance à 1 an maximum	42	43
Échéance entre 1 et 5 ans	80	94
Échéance supérieure à 5 ans	17	29
Total	139	166

Contrats en tant que bailleur

Le Groupe loue d'autres équipements dans le cadre de locations-financements. Les paiements de loyers résultant des baux d'exploitation non résiliables sont répartis comme suit:

MILLIONS D'EUROS	2003	2002
Échéance à 1 an maximum	15	4
Échéance entre 1 et 5 ans	20	14
Échéance supérieure à 5 ans	3	-
Total	38	18

24. Engagements et dettes éventuelles

MILLIONS D'EUROS	2003	2002
Émission et endossement de factures	12	16
Cautions	12	20
Garanties	4	8
Autre	9	3
Total	37	47

Le total des engagements d'achats se rapportant aux principaux projets de dépenses en capital dont les contrats respectifs ont déjà été alloués ou les commandes déjà placées s'élève à 2 millions d'euros au 31 décembre 2003 (2002: 7 millions d'euros).

25. Transactions avec des tiers**Transactions avec les administrateurs et les membres du Comité de Direction**

En 2003, le montant accordé au Conseil d'Administration se chiffre à 6.709.830 euros (2002: 3.216.462 euros). Les émoluments des membres retraités du Comité de Direction et leurs charges additionnelles s'élèvent à 2.373.650 euros (2002: 1.942.429 euros).

Les provisions pour retraites pour les membres et les membres retraités du Comité de Direction, qui se chiffrent à 21.125.000 euros, se reflètent dans le bilan du Groupe au 31 décembre 2003.

En 2003, une rémunération totale de 533.334 euros a été payée aux membres du Conseil d'Administration (2002: 377.500 euros).

Au 31 décembre 2003, aucun prêt à recouvrer auprès des membres du Comité de Direction ou du Conseil d'Administration n'est à signaler.

Autres transactions avec des tiers

Les transactions avec des sociétés apparentées sont essentiellement des transactions commerciales et sont négociées au prix normal du marché. Les recettes et les dépenses liées à ces transactions sont immatérielles pour les états financiers consolidés dans leur ensemble.

Résultat de base par action

Le résultat de base par action au 31 décembre 2003 est calculé selon le bénéfice net imputable aux actionnaires ordinaires à concurrence de 323 millions d'euros (2002: bénéfice net de 194 millions d'euros) et sur un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation durant l'exercice prenant fin le 31 décembre 2003 de 132.045.438 (2002: 139,611,425).

Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires se calcule comme suit:

Nombre d'actions ordinaires au 1er janvier 2003	139.231.600
Effet des actions propres détenues	(7.186.162)

Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires au 31 décembre 2003	132.045.438
---	-------------

	2003	2002
Résultat de base par action (en euros)	2,44	1,39

Résultat dilué par action

Le résultat de base par action au 31 décembre 2003 est calculé selon le bénéfice net imputable aux actionnaires ordinaires à concurrence de 323 millions d'euros (2002: bénéfice net de 194 millions d'euros) et sur un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation durant l'exercice prenant fin le 31 décembre 2003 de 132.134.679.

Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (dilué) se calcule comme suit:

Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires au 31 décembre 2003	132.045.438
Effet des options sur actions sur l'émission (annexe 18)	89.241

Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (dilué) au 31 décembre 2003	132.134.679
---	-------------

En 2003, la juste valeur moyenne par action ordinaire était de 19,69 euros.

	2003	2002
Résultat dilué par action (en euros)	2,44	1,39

25. Transactions avec des tiers

suite

26. Revenu par action

27. Sociétés du groupe

La société mère du Groupe est Agfa-Gevaert N.V., dont le siège est situé à Mortsel/Belgique. Ses principales filiales sont les suivantes:

Participations dans les filiales et autres sociétés

Groupe Agfa-Gevaert

31 décembre 2003

Sociétés consolidées

RAISON SOCIALE	SIÈGE	PARTICIPATION EFFECTIVE EN %
Agfa (Pty.) Ltd.	Isando/Rép. d'Afrique du Sud	100
Agfa (Wuxi) Printing Plate Co. Ltd.	Wuxi/PR Chine	100
Agfa ASEAN Sdn. BHD	Kuala Lumpur/Malaisie	100
Agfa België N.V.	Kontich/Belgique	100
Agfa Corporation	Ridgefield Park/États-Unis	100
Agfa de Mexico S.A. de C.V.	Sta. Clara Ecatepec/Mexique	99,80
Agfa Deutschland Vertriebs- gesellschaft mbH & Cie	Leverkusen/Allemagne	100
Agfa Europe N.V.	Mortsel/Belgique	100
Agfa Finance France S.A.	Reuil-Malmaison/France	100
Agfa Finance Italy S.p.a.	Milan/Italie	100
Agfa Finance N.V.	Mortsel/Belgique	100
Agfa Finance Poland Sp. z.o.o.	Varsovie/Pologne	100
Agfa Finance Pty. Ltd.	Nunawading/Australie	100
Agfa Hong Kong Ltd.	Hong Kong /PR Chine	100
Agfa Hungaria Kft.	Budapest/Hongrie	100
Agfa Inc.	Toronto/Canada	100
Agfa India Ltd.	Maharashtra/Inde	99,99
Agfa Industries Korea Ltd.	Kyunggi-do/Corée du Sud	100
Agfa Korea Ltd.	Séoul/Corée du Sud	100
Agfa Limited	Dublin/Irlande	100
Agfa Monotype Corp. (USA), Inc	Wilmington/États-Unis	100
Agfa Monotype Ltd (UK)	Redhill/Royaume-Uni	100
Agfa NDT LLC	Lewistown/États-Unis	100
Agfa NDT Ltd.	Coventry/Royaume-Uni	100
Agfa NDT S.A.	Limonest/France	100
Agfa s.r.o. (Tchéquie)	Prague/République de Tchéquie	100
Agfa Singapore Pte. Ltd.	Singapour	100
Agfa Slovakia S.R.O.	Nove Mesto Nad Vahom/ Slovaquie	100
Agfa Sp. z.o.o.	Varsovie/Pologne	100
Agfa Taiwan Co Ltd.	Taipei/Taiwan	100
Agfa (Wuxi) Film Production Company Ltd.	Wuxi/PR Chine	99
Agfa-Gevaert A/S (Danemark)	Glostrup/Danemark	100
Agfa-Gevaert AB (Suède)	Kista/Suède	100
Agfa-Gevaert AEBE	Athènes/Grèce	100
Agfa-Gevaert AG	Leverkusen/Allemagne	99,99

27. Sociétés du groupe
 suite

Agfa-Gevaert AG/SA	Dübendorf/Suisse	98,90
Agfa-Gevaert Argentina S.A.	Buenos Aires/Argentine	100
Agfa-Gevaert AS (Norvège)	Hagan/Norvège	100
Agfa-Gevaert B.V.	Rijswijk/Pays-Bas	100
Agfa-Gevaert Colombia Ltd.	Santa Fé de Bogota/Colombie	99,99
Agfa-Gevaert de Venezuela S.A.	Caracas/Vénézuéla	100
Agfa-Gevaert do Brasil Ltda.	Sao Paulo/Brésil	100
Agfa-Gevaert G.m.b.H.	Vienne/Autriche	100
Agfa-Gevaert International N.V.	Mortsel/Belgique	100
Agfa-Gevaert Investment Fund N.V.	Mortsel/Belgique	100
Agfa-Gevaert Japan, Ltd.	Tokyo/Japon	100
Agfa-Gevaert Limited (Australie)	Nunawading/Australie	100
Agfa-Gevaert Limited (Angleterre)	Brentford/Royaume-Uni	100
Agfa-Gevaert Ltda. (Chili)	Santiago De Chile/Chili	100
Agfa-Gevaert New Zealand Ltd.	Auckland/Nouvelle-Zélande	100
Agfa-Gevaert S.A. (France)	Reuil-Malmaison/France	100
Agfa-Gevaert S.A. (Espagne)	Barcelone/Espagne	99,99
Agfa-Gevaert S.p.a.	Milan/Italie	100
Agfa-Gevaert, Lda.	Linda-a-Velha/Portugal	100
Alliant Software, Inc.	Covington/États-Unis	100
Autologic Information International	Ramat-Gan/Israël	100
Autologic Information International A.B.	Stockholm/Suède	100
Autologic Information International Inc.	Thousand Oaks/États-Unis	100
Autologic Information International Ltd.	St. Albans/Royaume-Uni	100
Autologic Information International Ltd.	Thousand Oaks/États-Unis	100
Autologic Triple I, Inc.	Ontario/Canada	100
Cea Aktiebolag	Strängnäs/Suède	100
CEA Deutschland GmbH	Hambourg/Allemagne	100
Crisfenn Pty. Ltd.	Blackburn/Australie	100
Identis S.A.	Croissy Beaubourg/France	57,77
International Typeface Corp.	Wilmington/États-Unis	100
Luithagen N.V.	Mortsel/Belgique	100
Mitra Asia-Pacific Pty Ltd.	Brisbane/Australie	100
Mitra B.V.	Eindhoven/Pays-Bas	100
Mitra Corporation	Hartland/États-Unis	100
Mitra Imaging Incorporated	Waterloo/Canada	100
Mitra Inc.	Waterloo/Canada	100
OY Agfa-Gevaert AB	Espoo/Finlande	100
Printing Techniques, Ltd.	Northampton/Royaume-Uni	100
Printing Technologies Ltd.	Blackburn/Australie	100
Quadrat N.V.	Deurle/Belgique	100
Quadrat S.A.	Lille/France	100
Shanghai Agfa Imaging Products Co., Ltd.	Shangai/PR Chine	100
Talk Technology Inc.	Bensalem/États-Unis	100
Xitron Europe Ltd.	Swindon/Royaume-Uni	100
Xitron, Inc.	Ann Arbor/États-Unis	100

27. Sociétés du groupe

suite

Filiales non prises en compte dans les états financiers consolidés**31 décembre 2003**

RAISON SOCIALE	SIÈGE	PARTICIPATION EFFECTIVE EN %
Agfa Argentina S.A.C.I. i.L.	Buenos Aires/Argentine	100
Agfa Deutschland Vertriebs- verwaltungsgesellschaft mbH	Leverkusen/Allemagne	100
Agfa OOO Ltd.	Moscou/Fédération russe	100
Agfa-Dotrix N.V.	Ghent/Belgique	100
Agfa-Gevaert Iran S.S.K.	Téhéran/Iran	76
Agfa-Gevaert Unterstützungskasse GmbH	Leverkusen/Allemagne	100
CAWO Photochemische Fabrik GmbH	Schrobenhausen/Allemagne	100
Cea America Corporation	Ridgefield Park/États-Unis	100
GST Grafic Service Team Verwaltungs GmbH	Leverkusen/Allemagne	100
GST Grafic-Service-Team GmbH & Co.	Leverkusen/Allemagne	100
Image Building N.V.	Anvers/Belgique	70
Information International Foreign Sales Corp.	Guam	100
Mortselse Immobiliënvennootschap N.V.	Mortsel/Belgique	100
Tecsa S.A.S.	Montigny Le Bretonneux/France	100

Sociétés associées**31 décembre 2003**

RAISON SOCIALE	SIÈGE	PARTICIPATION EFFECTIVE EN %
Antwerp Digital Mainport C.V.	Anvers/Belgique	12,50
Digiplast N.V.	Mortsel/Belgique	20
Hocking Holding Ltd.	St. Albans/Royaume-Uni	50
Hocking NDT Ltd.	St. Albans/Royaume-Uni	50
Idoc N.V.	Bruxelles/Belgique	33,33
Med2Rad	Macerata/Italie	30
Medicalis Corp.	Boston/États-Unis	23
Medivision Medical Imaging Ltd.	Yokneam Elit/Israël	19,40
PrintCity GmbH & Co. KG	Augsburg/Allemagne	14,50
PrintCity Verwaltungsgesellschaft mbH	Augsburg/Allemagne	12,48
Silicon Vision AG	Siegen/Allemagne	24,66
Silverwire S.A.	Genève/Suisse	0,97

28. Événements postérieurs à la clôture

Le 11 mars 2004, le Groupe a annoncé qu'il avait conclu un accord qui prévoit l'acquisition par le Groupe de toutes les actions de Microgran S.r.l., le holding qui détient Lastra S.p.A. Cette transaction est soumise à l'approbation des autorités compétentes.

Lastra est un fabricant italien de plaques, de produits chimiques correspondants et d'équipements destinés au secteur de l'impression offset. En 2003, cette société a réalisé un chiffre d'affaires d'environ 240 millions d'euros.

Comptes Statutaires

Les pages suivantes sont extraites des états financiers d'Agfa-Gevaert N.V. établis conformément aux règles comptables belges. Le rapport de gestion du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale des actionnaires, les états financiers d'Agfa-Gevaert N.V. et le rapport du commissaire aux comptes seront déposés à la Banque Nationale de Belgique dans les délais légaux.

Ces documents sont disponibles sur demande auprès du département Investor Relations de la société, ainsi qu'à l'adresse www.agfa.com/investors.

Seuls les comptes annuels consolidés évoqués dans les pages précédentes représentent de manière complète et fidèle la situation et les prestations financières du Groupe Agfa-Gevaert.

Le rapport du commissaire aux comptes ne stipule pas de réserves et déclare que les comptes financiers non consolidés d'Agfa-Gevaert N.V. pour l'exercice qui a pris fin le 31 décembre 2003 représentent la situation et les prestations de la société de manière complète et fidèle, et ceci conformément à toutes les dispositions légales et statutaires.

MILLIONS D'EUROS	2003	2002
I. Produits d'exploitation		
A. Chiffre d'affaires	1.879	1.859
B. Augmentation (+); diminution (-) des stocks de produits finis, travaux et en-cours de production	(6)	(11)
C. Production immobilisée	98	112
D. Autres produits d'exploitation	49	48
Total produits d'exploitation	2.020	2.008
II. Charges d'exploitation		
A. Matières premières, consommables et fournitures destinées à la revente		
1. Achats	1.109	992
2. Augmentation (-); diminution (+) des stocks	(9)	(19)
B. Services et autres biens	266	239
C. Salaires, traitements et charges sociales	418	436
D. Amortissement et perte de valeur sur frais de formations, immobilisations corporelles et incorporelles	148	182
F. Augmentation (-); diminution (+) des provisions pour risques et charges	(26)	(20)
G. Autres charges d'exploitation	12	11
Total charges d'exploitation	1.918	1.821
III. Résultat d'exploitation	102	187
IV. Produits financiers	287	136
V. Charges financières	(225)	(215)
VI. Résultat courant avant impôts	164	108
VII. Profits exceptionnels	99	28
VIII. Charges exceptionnelles	-	(38)
IX. Résultat de l'exercice avant impôts	263	98
IXbis. B Affectation aux impôts différés	-	(1)
X. Impôts sur les bénéfices	(25)	(19)
XI. Bénéfice après impôts	238	78
XII. Affectation aux réserves non taxées	-	(2)
XIII. Bénéfice de l'exercice disponible à affecter	238	76
Affectation du résultat		
A. Résultat distribuable	333	167
1. Bénéfice de l'exercice disponible pour affectation	238	76
2. Bénéfices reportés	95	91
C. Dotations aux autres réserves	(3)	(5)
D. 1. Bénéfice à reporter	(235)	(95)
F. Bénéfice distribué	(95)	(67)

MILLIONS D'EUROS	31 DÉC. 2003	31 DÉC. 2002
Actif		
II. Immobilisations incorporelles	184	201
III. Immobilisations corporelles	75	72
IV. Immobilisations financières	3.269	3.396
VI. Stocks et en-cours de production	221	219
VII. Créances à moins d'un an	298	306
VIII. Investissements	277	24
IX. Disponibilités/Trésorerie	3	1
X. Charges différées et produits à recevoir	4	2
	4.331	4.221
Passif		
I. Capital	140	140
II. Primes d'émission	107	107
IV. Réserves	855	851
V. Report à nouveau	235	95
	1.337	1.193
VII. Provisions et impôts différés	147	183
VIII. Dettes à plus d'un an	522	736
IX. Dettes à moins d'un an	2.275	2.063
X. Charges à payer et revenus différés	50	46
	4.331	4.221

Le 9 mars 2004

Commentaires relatifs aux comptes annuels

Les comptes annuels qui seront présentés à l'Assemblée Générale des Actionnaires le 27 avril 2004 ont été approuvés par le Conseil d'Administration.

Lors de l'Assemblée Générale, les points suivants seront soumis pour approbation:

Les comptes annuels ont été clôturés avec un bénéfice à affecter pour l'exercice financier 2003 de 237.752.437,43 euros.

Avant de formuler une proposition de distribution des bénéfices, le Conseil d'Administration prend note qu'au 31 décembre 2003, Agfa-Gevaert N.V. possède un total de 14.000.000 de ses propres actions. L'Assemblée Extraordinaire des Actionnaires du 13 janvier 2003 a également approuvé le nouveau plan de rachat d'actions. Ce plan a été réalisé dans le courant de 2003. Les actions détenues par la société à la date du versement du dividende ne sont pas prises en compte dans l'encaissement des dividendes. Le dividende proposé est basé sur la distribution de dividendes à 126 millions d'actions.

Il est proposé de distribuer le bénéfice comme suit:

- un dividende de 94,5 millions d'euros, soit 75 eurocents brut par action ordinaire (coupon N° 5). Pour les actionnaires belges, cela équivaut à un dividende net de 56,25 eurocents par action, après retenue d'un précompte de 25%, payable au 28 avril 2004. Pour les actionnaires non-résidents le dividende net peut être codéterminé par les conventions préventives de double imposition conclues entre la Belgique et les différents pays concernés. Les certificats correspondants doivent être en notre possession au plus tard le 10 mai 2004;
- dotation de 3.426.274,84 euros aux réserves et affectation de 139.826.162,59 euros aux bénéfices à reporter.

Le 29 avril 2003, le Conseil d'Administration a décidé d'émettre un plan d'options sur actions destiné au management, en tenant compte de l'article 523 de la Loi sur les Sociétés. Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration: "Le Conseil a décidé à l'unanimité des voix, à l'exception de M. Ludo Verhoeven qui n'a participé ni à la consultation, ni au vote, d'approuver l'émission de la Tranche V des options sur actions dans le cadre du Plan d'options sur actions de la société aux conditions expliquées lors de cette réunion." et "Le Conseil a décidé à l'unanimité des voix, toujours à l'exception de M. Ludo Verhoeven qui n'a participé ni à la consultation, ni au vote, d'approuver la prolongation de trois ans maximum de la durée de l'option des tranches du Long Term Incentive Plan." M. Verhoeven déclare avoir informé l'auditeur de la société de son éventuel conflit d'intérêts.

Klynveld Peat Marwick Goerdeler (KPMG) a reçu des honoraires de 910.464 euros pour ses services en matière d'audit et de conseil fiscal durant l'exercice 2003, en plus de ses honoraires normaux en tant que commissaire aux comptes:

- KPMG Tax advisors (en Belgique et à l'étranger)	424.708 euros
- KPMG Audit, principalement de sièges étrangers	485.756 euros

Événements et informations importants consécutifs à la date du bilan qui peuvent avoir des répercussions sur le développement de la société

Le Groupe a conclu un accord qui prévoit l'acquisition par le Groupe de toutes les actions de Microgran S.r.l., le holding qui détient Lastra S.p.A. Cette transaction est soumise à l'approbation des autorités compétentes. Lastra est un fabricant italien de plaques, de produits chimiques correspondants et d'équipements destinés au secteur de l'impression offset.

Glossaire

Agfa Balanced Screening (ABS): technologie de tramage AM (à modulation d'amplitude) (voir: tramage).

AGFAnet (www.agfanet.com): service d'impression en ligne pour la commande de tirages photographiques de qualité à partir de données numériques. En outre, le service propose des cours de photographie, des concours attractifs et d'autres précieux services et informations en rapport avec la photographie.

carte de circuits imprimés (PCB): fine plaque sur laquelle sont placés des puces et d'autres composants électroniques. Les ordinateurs se composent d'une ou plusieurs plaques.

computer-to-film: procédé dans lequel la page montée, prête pour l'impression (page journal ou magazine par exemple), est copiée numériquement sur un film transparent directement à partir de fichiers informatiques. Les films sont ensuite développés chimiquement et utilisés pour produire les plaques d'impression.

computer-to-plate: procédé dans lequel la page montée*, prête pour l'impression (page journal ou magazine par exemple), est copiée numériquement sur plaque d'impression directement à partir de fichiers informatiques sans l'utilisation intermédiaire de film (*voir imposition).

CT: le CT scan utilise une série de rayons X pour créer des 'coupes' de l'organisme. La gamme des produits Agfa ne propose pas de CT scan, mais nos systèmes de reprographie peuvent y être connectés pour fournir des clichés de haute qualité.

développeuse: système qui utilise des produits chimiques (liquides) pour développer le film exposé ou la plaque d'impression. La développeuse est généralement placée en ligne avec l'unité d'exposition film ou plaques de telle sorte que le transfert du média de l'un à l'autre ne doive pas être effectué manuellement.

documents d'identité haute sécurité: documents personnels qui nécessitent un niveau élevé de protection, notamment les passeports, les permis de conduire et les cartes d'identité. Les dispositifs de sécurité éventuels qui peuvent

être ajoutés à ces documents comprennent les micro-caractères, les impressions à ultraviolets, les hologrammes, les puces et les codes à barres.

d-TFS (Digital Total Film Scanning): technologie intégrée dans l'équipement numérique des laboratoires Agfa pour permettre l'amélioration automatique de la qualité des images en termes de sur- ou sous-exposition, saturation des couleurs, balance des couleurs, etc.

d-WS (Digital WholeSale): système numérique de façonnage photo industriel d'Agfa qui produit jusqu'à 20.000 tirages par heure. Les tirages peuvent être réalisés à partir d'un film négatif couleur classique ou à partir de données numériques sur n'importe quel support de stockage numérique ou de commandes on-line reçues par Internet.

EISA (European Imaging and Sound Association): la plus grande organisation multimédia éditoriale en Europe. Elle regroupe 50 magazines des secteurs Audio, Mobile Electronics, Video et Photo de 20 pays européens.

A la fin du mois de juin, tous les magazines membres de l'EISA se réunissent à Genève pour la réunion la plus importante de l'année - la remise des European Awards. Parmi tous les produits lancés au cours des 12 derniers mois, chaque panel doit choisir le meilleur équipement dans chaque catégorie.

EPR (Electronic Patient Record): le dossier patient électronique représente l'alternative au dossier papier du patient. L'EPR contient toutes les données relatives au patient et notamment ses données personnelles, ses demandes et résultats d'examen, ses rapports de laboratoire, ses clichés radiographiques avec leur comptes rendus, les traitements prescrits, etc. L'EPR est facilement accessible, quel que soit l'endroit où on se trouve dans l'hôpital.

épreuve contractuelle: épreuve approuvée par le client (celui qui achète le tirage) et qui représente la manière dont les couleurs seront reproduites sur la presse. L'imprimeur conclut donc un contrat "couleur" avec son client. Cette 'représentation' du résultat final est rendue possible grâce aux logiciels de gestion des couleurs high-tech d'Agfa.

épreuve d'imposition: épreuve qui permet à l'imprimeur de vérifier si la position des pages (imposition) sur la plaque est correcte. Il s'agit d'un contrôle crucial avant l'impression car, sans une imposition adéquate, les pages ne seront pas imprimées dans l'ordre correct pour le processus de finition - pliage, reliage et découpage.

équipement de laboratoire: dans le contexte de la photographie, il s'agit de l'équipement nécessaire pour le développement et le tirage des photos.

eye vision technology: par le biais d'émulsions adaptées à la sensibilité de l'œil humain aux couleurs, les derniers films Agfa atteignent une précision exceptionnelle sur le plan de la reproduction des couleurs. Des perfectionnements particulièrement remarquables ont été atteints pour certaines nuances de bleu et de vert ainsi que pour les photographies prises sous lumière fluorescente.

façonnage industriel: voir façonnage photo industriel.

façonnage photo industriel: développement et tirage d'images sur papier photographique en utilisant des tireuses industrielles grande vitesse capables de produire jusqu'à 20.000 tirages par heure.

film de copie couleur: film sur lequel on copie la version master d'un film de cinéma. Ces copies sont distribuées dans tous les cinémas pour projection.

film graphique: film polyester sur lequel est capturée photographiquement ou numériquement une image. En quadrichromie, la mise en page de chaque couleur d'impression est reproduite sur un film séparé. Le plus souvent, le film exposé constitue une étape intermédiaire dans la préparation des plaques d'impression ou des cartes de circuit imprimé (voir aussi: film PET).

film sonore: film à base de polyester spécialement conçu pour l'enregistrement et l'impression de tous les types courants de bandes son, notamment analogiques, Dolby, Digital, DTS (Digital Theater Systems) et SDDS (Sony Dynamic Digital Sound).

imageuse: système d'exposition haute résolution qui 'écrit' des fichiers de l'ordinateur sur un film graphique ou sur une plaque d'impression.

IMPAX: voir PACS.

imposition: opération qui consiste à disposer les pages définitives dans une présentation spécifique sur une plaque d'impression de telle sorte que, une fois pliées, reliées et coupées, elles se présentent dans l'ordre correct de succession ou de lecture.

impression en grand format: système numérique qui imprime les photos sur des feuilles ou rouleaux de 24 pouces de large ou plus.

impression flexographique: procédé d'impression dans lequel des plaques d'impression flexibles composées d'un caoutchouc ou d'un photopolymère sont utilisées pour transférer directement l'encre sur le papier ou sur un autre substrat. Il est beaucoup utilisé dans l'industrie de l'emballage

pour imprimer sur des matières flexibles telles que les enveloppes polyéthylène, le tissu ou le plastique.

JDF: voir standards (de production et de communication) de l'industrie.

kiosque: borne qui permet aux consommateurs de commander des tirages photo (notamment l'"e-box" et le "Cube" d'Agfa). Les kiosques acceptent le traitement du Digital Print Order Format (DPOF) utilisé par la majorité des appareils photo numériques. Le logiciel dont sont dotés ces kiosques permet de transmettre les données de la commande à un laboratoire central et ouvre donc des perspectives de vente pour tous ceux qui ne possèdent pas leur propre laboratoire "numérique". Cette solution est aussi attrayante pour les opérateurs minilabs qui possèdent plusieurs magasins. L'"e-box" et le "Cube" d'Agfa acceptent tous les supports courants de données numériques, y compris les cartes SmartMedia, les cartes CompactFlash, les CD, les disquettes et, en option, les cartes SD et les MemorySticks.

kiosques ou équipements frontaux: un ordinateur intermédiaire qui assure l'exécution et le filtrage pour une autre machine (généralement plus puissante mais moins conviviale (un "back-end"). Les kiosques tels que l'e-box ou l'image box d'Agfa permettent au client de charger facilement ses images numériques et de les transmettre à un labo photo qui en assure le tirage sur papier photo.

laser (abréviation de Light Amplification by Stimulated Emission of Radiation): le laser est un dispositif qui amplifie une fréquence unique de la lumière dans le spectre pour créer un faisceau directionnel intense. Ce faisceau de lumière peut être utilisé pour écrire des données sur une plaque d'impression ou sur un film. Il existe des lasers thermiques et des lasers à lumière visible. Les premiers sont utilisés avec des matériaux thermosensibles, les seconds exposent des matériaux photosensibles et peuvent être divisés en faisceaux laser vert, violet ou rouge. Le rouge est rarement choisi de nos jours car la popularité du laser violet a augmenté sensiblement en raison de son fonctionnement aisé, de sa grande fiabilité et de son moindre coût.

laser thermique: voir laser.

laser vert: voir laser.

logiciel de gestion de projets: logiciel qui permet à ses utilisateurs de suivre l'état d'avancement de leurs projets et de gérer les flux de production et la livraison de leurs différents travaux en cours et de collaborer en ligne avec des clients et partenaires.

logiciel de gestion des flux de production: logiciel qui permet aux opérateurs de gérer le processus prépresse à l'aide d'une interface logicielle. Il rationalise aussi les flux de production en automatisant les différentes étapes du processus prépresse - et permet donc de gagner du temps et de réduire les coûts.

lumière visible (plaque d'impression): plaque sensible à la lumière visible, surtout populaire chez les imprimeurs de

documents commerciaux et de journaux. La technologie de la lumière visible utilise des diodes laser à lumière visible pour exposer une plaque d'impression. Les sources de lumière visible les plus courantes sont les diodes à laser vert et violet.

marques de distribution (film pour des): un film produit pour être vendu sous le nom de marque du client.

minilab: équipement de tirage photo destiné aux points de vente de détail et capable de produire jusqu'à 1.800 tirages par heure.

mode négatif: procédé qui inverse les teintes et le contenu et crée une image miroir. Une plaque d'impression négative inverse l'image originale. Celle-ci est ensuite à nouveau inversée lors de l'impression pour revenir à la situation 'normale' ou positive (voir aussi: mode positif).

mode positif: procédé qui conserve la valeur des teintes de l'image originale (au lieu de l'inverser). La plaque positive est également appelée plaque à lecture directe (voir aussi: mode négatif).

outillage photographique (film pour): film qui offre la précision extrême nécessaire à la miniaturisation des circuits imprimés (voir aussi: film PET).

PACS (Picture Archiving and Communication System): solutions PACS d'Agfa commercialisées sous le nom IMPAX. À l'origine les systèmes PACS ont été mis au point pour permettre la gestion, la distribution et l'archivage efficaces des images diagnostiques des services de radiologie. Les évolutions technologiques et les développements logiciels spécifiques ont rapidement permis aux systèmes PACS d'Agfa d'être également utilisés dans d'autres services hospitaliers.

PDF: voir standards (de production et de communication) de l'industrie.

piézoélectrique: deux principaux courants de la technologie jet d'encre rivalisent: le procédé thermique et le procédé piézoélectrique qui utilise des champs électriques. Les têtes d'impression piézoélectriques peuvent produire des gouttes d'encre plus petites et donner une résolution plus élevée. Les encres peuvent être à base de solvants et donc sécher rapidement (ce qui peut augmenter la vitesse d'impression). Les têtes d'impression thermique doivent être alimentées avec une encre thermorésistante qui sèche moins vite.

plaque (analogique): plaque d'impression composée d'un substrat d'aluminium de qualité et d'un revêtement conçu pour réagir à des niveaux relativement élevés d'émission de rayons ultraviolets (UV). Un film exposé (voir: film graphique) est mis en contact sous vide avec une plaque. La source de lumière UV copie le film sur la plaque. Dans ce cadre, les éléments imprimables du film sont les parties opaques et le reste est transparent. La lumière UV n'atteint la plaque qu'aux endroits où le film est transparent. Un procédé de développement chimique attaque les parties exposées de la plaque et laisse les parties non exposées intactes. L'encre adhère aux parties exposées - ou traitées chimiquement - sur la presse (voir aussi: plaque (numérique)).

plaque (numérique): plaque d'impression composée d'un substrat d'aluminium de haute qualité grainé et anodisé et d'un revêtement (argentique ou photopolymère) plusieurs milliers de fois plus sensible que celui des plaques analogiques. Les lasers utilisés pour exposer ces plaques sont généralement basés sur l'énergie thermique ou la *lumière visible*. Les revêtements réagissent à l'énergie laser en induisant des modifications chimiques/physiques à la surface de la plaque. Comme les plaques analogiques, les plaques numériques sont ensuite traitées chimiquement pour créer une plaque prête à imprimer mais il existe aussi des technologies de plaques numériques ne nécessitant pas ce traitement (voir aussi: plaque (analogique)).

plaque d'impression sans traitement: plaque d'impression qui n'a pas besoin de traitement chimique.

plaque d'impression sensible au violet: plaque d'impression (analogique ou numérique) sensible aux diodes à laser violet.

plaque d'impression thermique (ou: plaque d'impression thermosensible): plaque d'impression numérique qui ne réagit pas à la *lumière visible* mais aux rayons thermiques (chaleur). Principalement utilisée pour les imprimés commerciaux et les emballages.

préresse: ensemble des étapes de la préparation et du traitement du contenu et des fichiers de travail jusqu'à la création de la plaque analogique ou numérique, y compris la numérisation haute résolution des images, la sélection des couleurs, les différents types d'épreuves, etc.

radiographie numérique: technologie radiographique qui convertit l'énergie des rayons X en données numériques sans recourir à des plaques intermédiaires pour la capture de l'image. Ces données numériques génèrent une image diagnostique sur un PC. Le caractère numérique des données ouvre un large éventail de possibilités en matière d'optimisation ou de remplissage des images de même qu'en matière d'archivage des images sur les systèmes PACS (voir aussi: radiographie numérisée).

radiographie numérisée: technologie qui consiste à réaliser des images radiographiques avec un équipement radiographique traditionnel mais dans laquelle les images sont capturées sur des plaques réutilisables plutôt que sur un film radiographique à usage unique. L'information contenue sur les plaques est lue par un numériseur et fournit une image numérique. Un logiciel dédié (notamment MUSICA d'Agfa) peut être utilisé pour maximiser automatiquement la qualité des images lors de leur utilisation à des fins diagnostiques. Les images numériques peuvent également être complétées par des insertions manuelles (annotations, mesures, etc.) et peuvent être archivées sur un système PACS (voir aussi: radiographie numérique).

RIS (Radiology Information System): solution informatisée pour la planification, le suivi et la communication de toutes les données relatives aux patients et à leurs examens dans le

service de radiologie, c.-à-d. de la demande d'examen au protocole de diagnostic du radiologue. Le RIS est étroitement lié au PACS (pour les images contenues dans les examens).

scanner IRM (imagerie par résonance magnétique): imageuse médicale qui crée un champ magnétique autour du patient. Les images sont générées en envoyant des ondes radio dirigées vers les différentes parties du corps à examiner. La gamme des produits Agfa ne propose pas de scanners IRM, mais nos systèmes de reprographie peuvent y être connectés pour fournir des clichés de haute qualité.

sérigraphie: procédé d'impression selon lequel une gaze en métal ou en nylon applique l'encre sur le papier et est imperméabilisée - par l'utilisation de pochoirs - dans les parties à ne pas imprimer.

standards (de production et de communication) de l'industrie: standards (de production et de communication) de l'industrie graphique qui décrivent comment les développeurs de logiciels doivent structurer ou initier certains processus afin de simplifier la communication avec d'autres systèmes numériques. Des exemples dans le monde de l'impression sont les formats PDF (Portable Document Format), JDF (Job Definition Format), JMF (Job Messaging Format) et XML (Extensible Markup Language).

PDF: (développé par Adobe) est le format de fichiers qui permet de représenter des documents d'une manière indépendante du logiciel d'application d'origine, du matériel et du système d'exploitation utilisés pour créer ces documents. Un fichier PDF peut décrire des documents contenant n'importe quelle combinaison de texte, graphiques et images dans un format indépendant du dispositif et de la résolution.

JDF: est un standard en cours d'émergence créé pour simplifier la communication entre différents systèmes et applications utilisés dans l'industrie graphique à toutes les étapes du prépresse, de l'impression et de la finition de tout projet d'impression et entre les systèmes de production et de gestion.

JDF fonctionne en tandem avec son pendant appelé **JMF**. JMF offre une structure qui permet à un système de transmettre des messages relatifs à la presse à un autre système et de comprendre la réponse.

XML: est un langage logiciel simple et très flexible qui joue un rôle de plus en plus important dans l'échange d'une large gamme de données sur le Web. XML est la base de JDF et JMF. Pour donner un exemple de standard similaire dans un autre secteur de l'industrie, on peut citer l'utilisation du Global System for Mobile Communications (GSM) dans la radiotéléphonie mobile.

support de stockage numérique: supports de données (notamment les cartes SmartMedia et CompactFlash, les CD, les disquettes, les cartes SD, les MemorySticks, etc.) utilisés pour le stockage des images numériques créées sur un appareil photo numérique ou sur un PC.

système d'épreuve numérique: système qui génère des épreuves d'imposition et des épreuves contractuelles couleur en utilisant les fichiers numériques qui serviront ensuite à réaliser les plaques d'impression.

système d'exposition des plaques: systèmes qui exposent les données de fichiers numériques sur une plaque qui est ensuite traitée et montée sur la presse. Il existe des systèmes d'exposition des plaques à plat ou à tambour. Dans le premier cas, les plaques d'impression restent à plat pendant l'exposition tandis que, dans le second, elles sont enroulées autour ou à l'intérieur d'un tambour (voir aussi: plaque).

systèmes de reprographie: systèmes destinés à produire des images à partir de différentes sources: radiographies, scanners, RMN, radiographie numérisée, etc. Agfa produit des systèmes de reprographie "humide" et "à sec". La technologie humide implique l'utilisation de solutions chimiques aqueuses pour développer les images. La technologie à sec imprime les images directement à partir de l'ordinateur sur un film spécial par effet thermique. La numérisation croissante des images n'a pas entraîné de baisse au niveau de la demande des systèmes de reprographie. Au contraire, l'utilisation des consommables continue d'augmenter, surtout dans le segment de la reprographie à sec respectueuse de l'environnement.

systèmes d'exposition de plaques à plat: voir système d'exposition de plaques.

systèmes radiographiques: méthode très répandue dans laquelle des rayons X servent à produire une radiographie en vue de mettre en lumière les changements intervenus dans les matériaux. La procédure habituelle pour faire une radiographie est d'avoir une source de rayons X d'un côté de l'objet à examiner et un film radiographique de l'autre côté. Les rayons X parcourent la distance entre leur source et le film en suivant des lignes droites et en traversant le sujet/l'objet situé entre les deux. Les parties du film plus irradiées pendant l'exposition foncent pour former une image nette sur le film. Après traitement, le film peut être visionné sur un caisson lumineux. Les systèmes radiographiques sont utilisés dans le secteur des soins de santé pour examiner le corps humain et dans les tests non destructifs pour vérifier l'épaisseur des matériaux et détecter les défauts, les variations de structure, les détails de montage, etc. aussi bien d'objets que de constructions.

technologie à laser violet: les technologies à laser violet utilisent la gamme "violet" du spectre de lumière visible pour exposer les plaques, ce qui offre un débit rapide, permet une manipulation aisée des plaques et un degré de fiabilité élevé.

technologie d'impression microdot display multiplexing (MDDM): au coeur de cette nouvelle technologie d'impression se trouve le micro-stepper d'Agfa destiné à déplacer un écran LCD (Liquid Crystal Display) quatre fois par tirage pour imprimer les minuscules pixels individuels sur le papier photo avec une grande précision à

l'aide d'un masque spécial. Cette procédure donne une qualité d'image extrêmement nette.

tests ultrasoniques: technique de test NDT qui examine les composants et les structures afin d'y détecter des défauts ou de mesurer l'épaisseur du matériau. Les systèmes ultrasoniques sont basés sur le principe de l'injection d'une très brève impulsion ultrasonique dans un composant ou une structure et ensuite de la réception et de l'analyse des pulsations sonores renvoyées.

tramage: création d'un motif de points de différentes tailles utilisé pour reproduire des images couleur ou sur une échelle de gris. Il existe différents types de tramage:

le tramage à modulation d'amplitude (AM): place un nombre fixe de points sur une grille orthogonale. La grille est mesurée en lignes par pouce (lpp). La taille ou l'amplitude du

point est modulée selon les valeurs des teintes de l'image. Les teintes plus foncées génèrent des gros points et les zones plus claires des points plus petits.

le tramage à modulation de fréquence (FM): aussi appelé tramage stochastique, module le nombre ou la fréquence des points plutôt que leur taille. Les points ne sont pas placés dans un motif fixe mais sont espacés en fonction de la densité du sujet.

valeur ISO: la valeur ISO indique la vitesse du film. Une vitesse plus élevée permet au photographe de prendre des photographies dans de mauvaises conditions d'éclairage, avec un téléobjectif ou de photographier des sujets se déplaçant rapidement.

XML (Extensible Markup Language): voir standards (de production et de communication) de l'industrie.

Seule la version anglaise du rapport annuel a une valeur juridique. Les versions française, néerlandaise et allemande sont des traductions du document original anglais. La correspondance entre les versions a été vérifiée par Agfa-Gevaert sous sa propre responsabilité.

Publié par
Agfa-Gevaert N.V.
Corporate Communication
Septestraat 27
B-2640 Mortsel, Belgique
Tél.: +32.3.444 5932
Fax: +32.3.444 7485
www.agfa.com

AGFA et Agfa-rhombus sont des marques déposées d'Agfa-Gevaert AG.

Photos cover, p. 3 & 4 © Jan Caudron

Mise en page &
coordination de la traduction
Lu's Paragraph N.V.
Ontvoeringsplein 12
B-2800 Mechelen

MILLIONS D'EUROS	2003	2002	2001	2000	1999
Chiffre d'affaires	4.215	4.683	4.911	5.260	4.731
Coût des ventes	(2.449)	(2.705)	(3.119)	(3.171)	(2.930)
Bénéfice brut	1.766	1.978	1.792	2.089	1.801
Frais de distribution	(790)	(902)	(970)	(1.000)	(934)
Frais de recherche et de développement	(233)	(248)	(231)	(224)	(241)
Frais généraux d'administration	(297)	(277)	(310)	(279)	(253)
Autres produits d'exploitation	661	318	294	233	144
Autres charges d'exploitation	(579)	(476)	(839)	(418)	(426)
Résultat d'exploitation	528	393	(264)	401	91
Produits (charges) d'intérêts – net	(28)	(40)	(63)	(81)	(36)
Autres produits (charges) hors exploitation – net	(43)	(57)	(57)	(49)	(37)
Résultat autre que d'exploitation	(71)	(97)	(120)	(130)	(73)
Résultat avant impôts	457	296	(384)	271	18
Impôts sur les résultats	(135)	(99)	133	(96)	(7)
Résultat net des sociétés consolidées	322	197	(251)	175	11
Intérêts minoritaires	1	-	1	1	-
Part des résultats des sociétés associées	-	(3)	(38)	(7)	3
Résultat net pour la période comptable	323	194	(288)	169	14
Résultat de base par action (en euros)	2,44	1,39	(2,06)	1,2	0,1
Résultat dilué par action (en euros)	2,44	1,39	(2,06)	1,2	0,1

MILLIONS D'EUROS	31 DÉC. 2003	31 DÉC. 2002	31 DÉC. 2001	31 DÉC. 2000	31 DÉC. 1999
Actifs					
Actifs immobilisés	976	1.174	1.233	1.487	1.441
Immobilisations incorporelles	325	456	403	379	276
Immobilisations corporelles	616	672	780	994	1.069
Investissements	32	40	49	114	96
Instruments financiers dérivés	3	6	1		
Actifs circulants	2.652	2.717	3.006	3.411	3.264
Stocks	813	948	1.055	1.293	1.214
Créances commerciales	826	959	1.125	1.316	1.382
Autres créances et actifs divers	569	630	580	509	493
Liquidités et équivalents de liquidités	397	145	224	228	150
Charges à reporter	18	30	21	65	25
Instruments financiers dérivés	29	5	1		
Impôts différés	211	268	288	172	149
Actif total	3.839	4.159	4.527	5.070	4.854
Passif					
Fonds propres	1.371	1.383	1.267	1.570	1.439
Capital social d'Agfa-Gevaert N.V.	140	140	140	140	140
Prime d'émission d'Agfa-Gevaert N.V.	107	107	107	107	107
Bénéfices non répartis	1.056	962	1.281	1.124	1.156
Réserves	(260)	(20)	(5)		
Résultat net	323	194	(288)	169	14
Écarts de conversion	5	-	32	30	22
Intérêts minoritaires	2	3	1	7	4
Passif à long terme	1.424	1.598	1.894	1.825	1.492
Dettes pour avantages liés à la retraite	799	843	879	778	736
Dettes pour engagements de personnel	36	39	46	59	56
Dettes financières à plus d'un an	558	665	898	970	700
Provisions à plus d'un an	27	37	57	18	-
Instruments financiers dérivés	4	14	14		
Passif à court terme	1.010	1.119	1.334	1.542	1.804
Dettes financières à moins d'un an	72	53	168	405	541
Dettes commerciales	304	322	352	281	245
Autres dettes	205	249	290	287	377
Dettes pour engagements de personnel	85	105	103	117	124
Provisions à moins d'un an	327	380	380	396	424
Produit reporté	7	9	31	56	93
Instruments financiers dérivés	10	1	10		
Impôts différés	32	56	31	126	115
Passif total	3.839	4.159	4.527	5.070	4.854

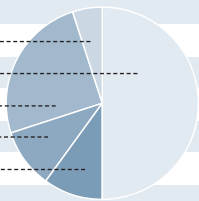
MILLIONS D'EUROS	2003	2002	2001	2000	1999
Liquidités et équivalents de liquidités en début d'exercice	141	223	220	130	194
Résultat d'exploitation	528	393	(264)	401	91
Impôts courants	(102)	(70)	(17)	(116)	(63)
Pertes de dépréciation, d'amortissement et de valeur	216	270	434	286	252
Changements de la juste valeur des instruments financiers dérivés	3	(8)	9	-	-
Variation de provisions à long terme	(86)	(76)	91	(38)	21
Plus-values/ (moins-values) sur cession d'actifs à long terme	2	(27)	(27)	(7)	(1)
Plus-value générée par la cession de NDT	(231)	-	-	-	-
Impôts sur la cession de NDT	63	-	-	-	-
Liquidités brutes résultant des activités d'exploitation	393	482	226	526	300
Diminution/ (Augmentation) des stocks	80	70	282	(53)	104
Diminution/ (Augmentation) des créances commerciales	62	125	223	120	(109)
Augmentation/ (Diminution) des dettes commerciales	7	(17)	52	(7)	3
Variation de provisions à court terme	(9)	14	(61)	(45)	184
Autres variations du fonds de roulement	(11)	(63)	16	(105)	(105)
Liquidités nettes résultant des activités d'exploitation	522	611	738	436	377
Sorties de fonds pour acquisition d'immobilisations incorporelles	(28)	(41)	(26)	(21)	(67)
Sorties de fonds pour acquisition d'immobilisations corporelles	(150)	(126)	(160)	(194)	(176)
Rentrées de fonds résultant de la cession d'immobilisations incorporelles	-	1	1	10	-
Rentrées de fonds résultant de la cession d'immobilisations corporelles	8	58	50	84	50
Rentrée de fonds générée par la cession de NDT	241	-	-	-	-
Sorties/Rentrées de fonds provenant des fonds propres et des titres de créance	6	(72)	(36)	(101)	(37)
Sorties de fonds provenant des acquisitions	-	(178)	(65)	(116)	(335)
Rentrées de fonds provenant de cessions	-	-	-	19	-
Intérêts et dividendes perçus	24	48	45	64	24
Liquidités nettes consacrées aux activités d'investissement	101	(310)	(191)	(255)	(541)
Augmentation de capital	-	-	-	2	-
Distribution de dividendes aux actionnaires	(67)	(32)	(63)	(46)	(20)
Rachat d'actions propres	(253)	(12)	-	-	-
Émissions nettes de titres de créances	19	(261)	(336)	96	243
Intérêts versés	(56)	(87)	(106)	(139)	(46)
Autres rentrées/ (sorties) de fonds financières	(1)	16	(40)	(10)	(80)
Liquidités nettes provenant des/ (consacrées aux) activités de financement	(358)	(376)	(545)	(97)	97
Variations de liquidités et d'équivalents de liquidités résultant des activités courantes	265	(75)	2	84	(67)
Variations de liquidités et d'équivalents de liquidités résultant des activités courantes périmètre de consolidation	-	1	-	4	-
Variations de liquidités et d'équivalents de liquidités résultant des fluctuations des cours de change	(12)	(8)	1	2	3
Liquidités et équivalents de liquidités en fin d'exercice	394	141	223	220	130

Bloc-notes de l'actionnaire

Lieux de cotation	Bourses de Bruxelles et de Francfort
Ticker Reuters	AGFAt.BR / AGE.G.DE
Ticker Bloomberg	AGF BB / AGE GR
Datastream	B:AGF

Structure de l'actionariat
(le 1er mars, 2004)

5%	Fidelity Investments
50%	Actionnariat flottant
25%	Gevaert
10%	Highfields Capital
10%	Actions propres

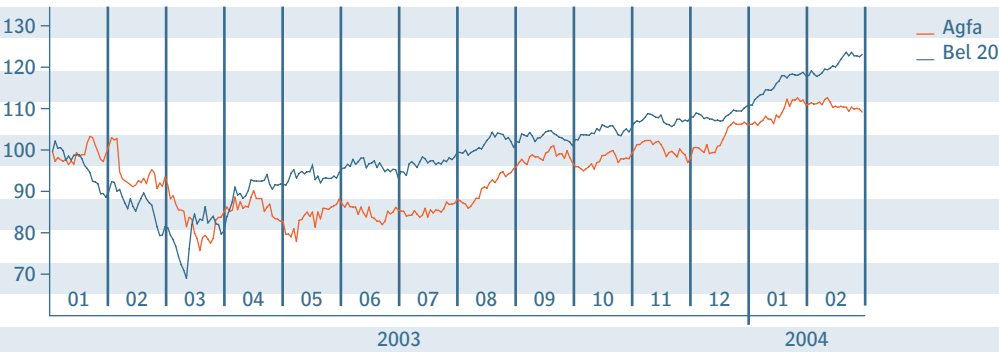


Données par action

Premier jour de cotation	le 1er juin 1999
Nombre d'actions en circulation au 31 décembre 2003	126.000.000
Capitalisation boursière au 31 décembre 2003	2.848 millions d'euros

(EN EUROS)	2003	2002	2001	2000	1999
Bénéfice par titre (résultat net)	2,44	1,39	(2,06)	1,21	0,10
Cash-flow opérationnel net par titre	3,95	4,38	5,27	3,11	2,69
Dividende brut	0,75	0,50	0,23	0,45	0,33
Cours de fin d'année	22,60	21,25	15,19	25,39	21,15
Cours maximum de l'année	22,71	21,41	25,85	29,16	22,19
Cours minimum de l'année	16,35	12,95	10,90	17,07	17,10
Volume moyen des titres échangés/jour	207.507	156.681	136.710	225.084	199.579
Nombre moyen pondéré de titres ordinaires	132.045.438	139.611.425	139.927.261	140.000.000	140.000.000

Cours de l'action Agfa par rapport à l'indice BEL-20



Adresse de contact pour les actionnaires

Département Investor Relations	Tél.: +32.3.444 5932
Septestraat 27	Fax: +32.3.444 4485
B-2640 Mortsel, Belgique	investor.relations@agfa.com
www.agfa.com/investors	

Calendrier financier 2004 - 2005

Assemblée générale annuelle	Le 27 avril 2004 à 11 heures du matin
Assemblée générale extraordinaire	Le 27 avril 2004 après l'Assemblée générale
Païement du dividende 2003	Le 28 avril 2004
Résultats du 1er trimestre 2004	Le 13 mai 2004
Résultats semestriels pour 2004	Le 19 août 2004
Résultats du 3ème trimestre 2004	Le 18 novembre 2004
Résultats complets pour 2004	Mars 2005
Assemblée générale annuelle	Le 26 avril 2005 à 11 heures du matin